

Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)



Guide de l'utilisateur
Version 1.0

Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)



Guide de l'utilisateur Version 1.0

Préparé par l'IPC dans le cadre du Projet Afrique Centrale et Orientale

Les mises à jour de ce Guide de l'utilisateur sont disponibles sur: www.ipcinfo.org

Préparé par l'équipe IPC du projet régional pour l'Afrique Centrale et Orientale géré par la FAO

Bailleurs:



Les Partenaires Globaux du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)



Merci d'utiliser la référence suivante pour toute citation de ce Guide:

Guide de l'Utilisateur du Cadre Intégré de classification de l'insécurité alimentaire (IPC), Version 1.0,
préparé par l'équipe IPC du projet régional pour l'Afrique Centrale et Orientale, 2008, FAO, Nairobi.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour les Organisations Partenaires de l'IPC à l'échelon global, pour l'Union Européenne aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait que des compagnies ou produits de fabrication soient mentionnés, que les produits aient été brevetés ou non, n'implique pas qu'ils soient approuvés ou recommandés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et les Organisations partenaires de l'IPC à l'échelon global en préférence par rapport à d'autres compagnies ou produits de nature similaire qui ne sont pas mentionnés. Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour les Organisations Partenaires de l'IPC à l'échelon global, et pour l'Union Européenne.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales sont autorisées à titre gracieux. La reproduction pour la revente ou d'autres fins commerciales, et notamment didactiques, peut toutefois engendrer des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie).

AVANT-PROPOS

L'objectif de ce guide est de vous aider à acquérir progressivement de bonnes bases d'utilisation de l'IPC. Bien que cet outil puisse être employé de façon indépendante, il est plus approprié de l'utiliser en complément du Manuel technique de l'IPC.

L'IPC est un outil relativement nouveau et son développement n'est pas encore achevé. Depuis qu'il a commencé à être utilisé dans des contextes différents de celui de la Somalie, cet outil a fait l'objet de multiples réajustements et améliorations grâce aux efforts d'un grand nombre de partenaires. Dans cette perspective de développement, l'IPC sera amené à couvrir de nouvelles zones et de nouveaux contextes, ce qui contribuera à le réajuster à nouveau, en l'enrichissant d'expériences variées. A cet égard, nous encourageons vivement tout débat constructif visant à améliorer différents aspects de l'IPC.

Cette version du guide expose également des points sensibles que vous trouverez en notes de bas de page. En fonction des besoins, ces points qui ont été évoqués fréquemment lors de débats, seront réactualisés, et des modifications y seront apportées. Sur cette base, nous tenons à ce que cette version soit considérée comme un document non pas définitif, mais plutôt ouvert à tout changement susceptible de contribuer à son amélioration. Ce guide a été testé au cours d'ateliers et de formations sur l'IPC qui ont généré un grand nombre de commentaires pertinents, y compris de la part des partenaires. De ce fait, la première version de ce guide peut être considérée comme un bon investissement en termes d'application pratique de l'IPC.

Ce guide est une réalisation des projets régionaux de la FAO en 2007/2008 (OSRO/RAF/709/CAN, OSRO/RAF/711/UK et OSRO/RAF/712/EC), réunissant cinq pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Centrale - le Kenya, le Burundi, l'Ouganda, la Tanzanie et la République Démocratique du Congo. L'objectif de ces projets est de faire connaître cet outil et d'en tirer les enseignements.

La FAO adresse ses plus sincères remerciements aux bailleurs de fonds du projet: l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), le Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni, et le Bureau pour les affaires humanitaires de la Commission européenne (ECHO).

REMERCIEMENTS

L'auteur principal du Guide de l'Utilisateur de l'IPC est Calum McLean (Coordinateur régional de la FAO pour la formation sur l'IPC). Le travail de rédaction a été assuré par John Anderson (Consultant régional de la FAO pour la sécurité alimentaire) et par Jonathon Brass (Point Focal des ONG pour l'IPC). Ce guide a été élaboré sous la direction générale de Francesco del Re (Conseiller de la FAO pour la sécurité alimentaire). Nos remerciements les plus chaleureux vont aux partenaires techniques du PAM (Programme alimentaire mondial). Nous remercions également nos collègues au siège de la FAO à Rome et le personnel de l'unité d'analyse de la sécurité alimentaire FSAU/FAO pour la Somalie. Tous ceux qui ont contribué à la rédaction de ce guide adressent leurs sincères remerciements aux participants des ateliers d'analyses de l'IPC au niveau national en Ouganda et au Kenya, des stages dédiés à la formation des formateurs, de l'atelier technique sur l'IPC au niveau régional organisé à Nairobi. Leurs commentaires et suggestions avisés ont constitué une aide précieuse pour améliorer certains points de ce guide.



Union Européenne
Département du Développement International



Canadian International
Development Agency

TABLE DES MATIÈRES

LISTE D'ACRONYMES

INTRODUCTION

Pour commencer: l'utilité du guide et son rapport avec le manuel technique

- A. Pourquoi l'IPC?
- B. Ce qu'il est et sa valeur ajoutée.
- C. Ce qu'il n'est pas
- D. Composants de l'IPC
 - Tableau de référence
 - Grille d'analyse
 - Protocoles cartographiques
 - Tableaux démographiques

MODULE 1: COMPILER VOS DONNÉES

- 1.1 Objectifs et finalités du module.
- 1.2 Vous avez besoin de ...
- 1.3 Avant de commencer...
- 1.4 Première étape: À quoi faut-il penser avant de rassembler vos données?
 - 1.4.1 Revoir vos données et calculer les risques pour décider comment l'analyse doit être faite
 - 1.4.1 Description générale des lignes directrices
- 1.5 Deuxième étape: Remplir la première colonne de la grille d'analyse 1: un indicateur d'après le guide d'indicateurs.

MODULE 2: ÉTABLIR LA CLASSIFICATION DES PHASES

- 2.1 Objectifs et finalités du module
- 2.2 Vous avez besoin de ...
- 2.3 Avant de commencer...
- 2.4 Première étape: Classification indicateur par indicateur
- 2.5 Deuxième étape: Convergence des preuves et classification générale

MODULE 3: PROCÉDER À L'ANALYSE DES RISQUES DE DÉGRADATION DE LA PHASE

- 3.1 Objectifs et finalités du module
- 3.2 Vous avez besoin de ...
- 3.3 Avant de commencer...
- 3.4 Première étape: Élaboration d'une matrice d'analyse des risques de dégradation
- 3.5 Deuxième étape: Prévision des risques

MODULE 4: JEU DE CHIFFRES: ESTIMER LES POPULATIONS CONCERNÉES PAR CHAQUE PHASE

- 4.1 Objectifs et finalités du module
- 4.2 Vous avez besoin de ...
- 4.3 Avant de commencer...
- 4.4 Première étape: Estimations démographiques pour chaque phase
- 4.5 Deuxième étape: Relecture et validation par les pairs

MODULE 5: PROCÉDER À L'ANALYSE D'IMPACT ET SAVOIR L'UTILISER

- 5.1 Objectifs et finalités du module
- 5.2 Vous avez besoin de ...
- 5.3 Avant de commencer...
- 5.4 Première étape: Enregistrement des données dans la grille d'analyse, partie 2
- 5.5 Deuxième étape: Enregistrement des données dans la grille d'analyse, partie 3

MODULE 6: ÉTABLIR VOTRE CARTE – INFORMATIONS QUE VOUS DEVEZ FOURNIR À VOTRE TECHNICIEN GIS

- 6.1 Objectifs et finalités du module
- 6.2 Vous avez besoin
- 6.3 Avant de commencer...
- 6.4 Première étape: Classification de la phase selon toutes les analyses spatiales (zone de moyens d'existence (ZME), zone administrative (ZA), etc.) en y ajoutant une analyse des risques de dégradation.
- 6.5 Deuxième étape: Réalisation des boîtes de légende pour les phases d'urgence (3-5) ou autres phases sur lesquelles vous souhaitez fournir des renseignements particuliers comprenant des estimations démographiques et des barres de niveau.
- 6.6 Step 3: Élaborer un titre précis pour la carte, incluant la période de validité

MODULE 7: COMMENT VOUS ASSURER QUE VOTRE ANALYSE EST JUSTE? - REVUE DU PROCESSUS PAR LES PAIRS

- 7.1 Objectifs et finalités du module
- 7.2 Vous avez besoin de ...
- 7.3 Description générale
- 7.4 Première étape: Passer en revue la classification de la phase pour les différentes régions/ ZME (zones de moyens d'existence) dans votre pays (ou dans une région particulière de votre pays)
- 7.5 Deuxième étape: Finaliser toutes les révisions et préparer la carte finale avec des conclusions
- 7.6 Troisième étape: Diffuser les résultats

MODULE 8: COMMENT METTRE EN PLACE L'IPC DANS VOTRE PAYS ?

- 8.1 Objectifs et finalités du module
- 8.2 Vous avez besoin de ...
- 8.3 Avant de commencer...
- 8.4 Etape 1: Trouver un « hôte » à votre IPC – Considérations institutionnelles
 - 8.4.1 Trouver un « hôte » pour l'IPC: cartographie institutionnelle
 - 8.4.2 Se faire accepter et devenir propriétaire: prise de conscience, importance des droits de propriété au niveau national et gouvernemental
 - 8.4.3 Importance d'impliquer le gouvernement, les partenaires des Nations Unies et des ONG dans une équipe interinstitutionnelle pour pouvoir dialoguer avec des personnes compétentes autour d'une table
- 8.5 Etape 2: Apprendre en appliquant l'IPC dans votre pays avec vos propres données
 - 8.5.1 Utiliser l'IPC comme une composante des évaluations/analyses en cours
 - 8.5.2 Apprendre dans l'action
 - 8.5.3 Problématiques de données: cartographie et méta-analyse des données
 - 8.5.4 Adaptation des outils sans changer l'essentiel
- 8.6 Etape 3: Développement des capacités et décentralisation
 - 8.6.1 Formation d'une équipe nationale de l'IPC
 - 8.6.2 Formation des formateurs
 - 8.6.3 Décentralisation: rigueur constante, objectivité, contrôles et compensations, é valuation par les pairs

ANNEXE 1: Types et sources des données

ANNEXE 2: Glossaire des termes techniques: Anglais-Français

ANNEXE 3: Méthode FSAU pour élaborer des estimations démographiques pour les phases CAMEA et UH

LISTE DES SIGLES OU ACRONYMES

ALRMP	Projet de gestions des ressources des terres arides (Kenya)
AMED	Approche des moyens d'existence durables
ASAL	Terres arides et semi-arides
CAMEA	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë (IPC Phase 3)
CAP	Consolidated Appeals Process (Processus d'appel commun)
CARE	International NGO and Global IPC Partner (ONG internationale partenaire de l'IPC)
CDC	Centre for Disease Control (Centre de contrôle des maladies, CCM)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CILSS	Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel
CFSAM	Mission d'évaluation des approvisionnements agricoles et alimentaires (FAO/PAM)
CFSVA	Evaluation globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (PAM)
COF	Forum sur les prévisions climatiques (organisé par ICPAC)
CSI	Coping strategy Index (Indice de stratégie d'adaptation, ISA)
Deyr	Mot somali pour désigner la période pluvieuse d'octobre à décembre
DDI	Dietary Diversity Index (Indice de la diversité du régime alimentaire)
DFID	Département pour le développement international (Royaume-Uni)
DHS	Demographic and Health Surveys (Etudes/Enquêtes démographiques et sanitaires)
EC	Commission Européenne
FANTA	USAID Food and Nutrition Technical Assistance (Assistance technique en alimentation et nutrition)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	Famine Early Warning Systems Network and Global IPC Partner (Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine)
FCH	Famine/ Catastrophe Humanitaire (IPC Phase 5)
FSAU	Unité d'analyse de la sécurité alimentaire pour la Somalie
GSA	Généralement en sécurité alimentaire (IPC Phase 1)
GIS	Geographic Information Systems (SIG– systèmes d'information géographique)
Gu	Mot somali pour designer la saison pluvieuse de mars à juillet
HEA	Household Economy Approach (Approche de l'économie des ménages, AEM)
HFIAS	Household Food Insecurity Access Scale (Echelle d'accès à l'insécurité alimentaire par les ménages)
HHDS	Household Dietary Diversity Score (Indice de la diversité du régime alimentaire des ménages)
HNTS	Health and Nutrition Tracking Service (Service de suivi sanitaire et nutritionnel)
HPG	Humanitarian Policy Group (Groupe de police humanitaire)
IAML	Insécurité alimentaire modérée/limite (IPC Phase 2)
IASC	UN Inter-agency Standing Committee (Comité permanent interinstitutionnel de l'ONU)
IDPs	Déplacés internes
IPC	Cadre intégré de la classification de la sécurité alimentaire
Kcal	Kilo calories
LEWS	Système d'alerte précoce pour les maladies animales (dirigé par Texas A&M)
LTM	Long Term Mean (moyenne de long terme)
LRRD	Linking Relief, Recovery, and Development (Liens entre les secours, la réhabilitation et le développement)
MGA	Malnutrition globale aiguë
MoA	Ministère de l'agriculture
MoH	Ministère de la santé
MT	Tonne
MUAC	Périmètre brachial (Circonférence du bras a mi-hauteur)
NAF	Needs Analysis Framework (Cadre d'analyse des besoins)
OMS	Organisation mondiale de la santé des Nations Unies
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OXFAM (GB)	ONG et partenaire de l'IPC au niveau international
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies (partenaire international de l'IPC)

LISTE DES SIGLES OU ACRONYMES

PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
p/t	Poids/taille (paramètre anthropométrique de malnutrition aiguë)
PWA	Moyenne d'après-guerre (utilisée actuellement en Somalie comme moyenne de long terme pour la production agricole).
SAM	Severe Acute Malnutrition (Malnutrition Aiguë Sévère, MAS)
SCUK	Save the Children – Royaume Uni (ONG partenaire de l'IPC au niveau International)
SCN - UN	Comité permanent de la nutrition des Nations Unies
SENAC	Strengthening Emergency Needs Assessment Capacity (Renforcement des capacités 'évaluation des besoins d'urgence)
Shoats	Amalgame de 'sheep and goats' (mot composé pour désigner « chèvres » et « moutons »)
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (Suivi et évaluation standardisés des secours et des transitions)
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide
TBM	Taux brut de mortalité
TMM5	Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans
t/a	Taille/âge (paramètre anthropométrique pour calculer le retard de croissance)
UN-OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'aide humanitaire
UH	Urgence Humanitaire (IPC Phase 4)
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
ZME	Zone de moyens d'existence

INTRODUCTION

Pour commencer:

l'utilité du guide et son rapport avec le manuel technique

Bienvenue sur les pages du Guide de l'utilisateur du « Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) » ! L'objectif de ce guide est de vous fournir un éventail d'explications basé sur des expériences pratiques. Il expose comment, étape après étape, mettre en œuvre effectivement l'IPC, en tant que processus et ensemble d'outils permettant de mener et communiquer des analyses des situations de sécurité alimentaire.

Ce guide est destiné aux professionnels de la sécurité alimentaire qui utilisent l'IPC au cours d'évaluations et d'analyses de la sécurité alimentaire d'une région ou d'un pays. Par ailleurs, il peut être utilisé par les professionnels des sièges des organisations comme lecture préparatoire, et par le personnel sur le terrain comme guide de référence.

Ce Guide de l'utilisateur de l'IPC fait partie d'une série de publications qui a été conçue pour renforcer l'utilisation de l'IPC à travers le monde, et dont la version la plus récente est disponible sur le site web: www.ipcinfo.org. Vous y trouverez également deux autres publications importantes:

- **Le Manuel technique du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.** Ce Manuel technique explique les raisonnements qui motivent le développement de l'IPC et sa logique analytique. Il traite également de façon détaillée des différents indicateurs et des outils de base des analyses de l'IPC. Le Manuel technique doit être considéré comme la source première d'information concernant l'IPC et ce Guide de l'utilisateur lui fera référence à plusieurs reprises.
- **Les programmes de formation et présentations sur l'IPC.** Ce recueil comprend les modules de formation par correspondance et les cours délivrés par les formateurs. Le programme explique les raisonnements sur le développement de l'IPC, expose sa logique analytique, les détails sur ses outils et les différents indicateurs utilisés. Il contient en outre des exercices et des questions pour les utilisateurs conçus pour former les professionnels de l'IPC. Ce programme sert de formation préliminaire avant de commencer à utiliser l'IPC.

Le Guide de l'utilisateur de l'IPC complète ces publications et détaille les modalités de mise en œuvre concrète de l'IPC sur le terrain. Il est préférable que les utilisateurs commencent par la formation sur l'IPC et aient sous la main le Manuel technique du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire avant d'utiliser le présent guide. Toutefois, en lui-même, le Guide de l'utilisateur de l'IPC est un outil précieux pour tous les professionnels de la sécurité alimentaire pour simplifier la mise en œuvre des analyses IPC.

Ce Guide est divisé en deux parties: la première intitulée « Pour commencer », et la seconde qui est une série de huit modules parcourant, étape par étape, le cheminement de mise en œuvre d'une analyse IPC. La partie « Pour commencer » comprend également une introduction générale sur l'IPC, qui contient les thèmes tels que « Pourquoi l'IPC? », « ce qu'il est et sa valeur ajoutée », « ce qu'il n'est pas » et une description de base sur les quatre composants de l'IPC (le Tableau de référence, les Grilles d'analyse, les Protocoles cartographiques, les Tableaux démographiques). Cette brève introduction générale est suivie du premier de huit modules – Module 1: Compiler vos données- qui présente les étapes initiales à suivre pour mener à bien une analyse IPC.

L'objectif fondamental de ce guide est de rendre l'IPC plus facile à utiliser par les professionnels de la sécurité alimentaire comme vous. Ce guide sera donc régulièrement mis à jour grâce aux commentaires formulés par ses utilisateurs. N'hésitez pas à envoyer vos commentaires et suggestions en proposant des améliorations éventuelles à: contact@ipcinfo.org.

A. Pourquoi l'IPC?

Dans le secteur de la sécurité alimentaire, il existe souvent un manque de clarté et de définitions acceptées par tous, permettant de classer les différentes situations de sécurité alimentaire en termes de sévérité. Ce manque de clarté est problématique pour plusieurs raisons:

- La façon dont la situation est classifiée détermine non seulement le type de réponse, mais également le plan de financement, le délai d'intervention et les rôles organisationnels de différentes parties concernées.
- En l'absence de standards reconnus par tous pour classer la nature et la sévérité de situations de sécurité alimentaire, la conception et le ciblage des interventions peuvent être sujets aux partis pris des individus, du gouvernement, des agences et des donateurs.

Ces problèmes peuvent se traduire par une mauvaise ou imprécise distribution de ressources d'assistance souvent insuffisantes, voire dans le pire des cas, entraîner la perte de vies humaines.

En conséquence, il y a une demande de plus en plus forte pour des analyses de qualité et multisectorielles de la sécurité alimentaire, ce qui implique:

- une meilleure comparabilité des résultats entre les différents terrains;
- une plus grande rigueur;
- une meilleure transparence des arguments utilisés afin de mieux étayer les conclusions;
- une plus grande pertinence dans l'élaboration de décisions stratégiques d'intervention;
- des relations plus solides entre l'information et l'action correspondante;

L'amélioration des analyses en fonction de ces caractéristiques rendra les interventions de sécurité alimentaire davantage axées sur les besoins, plus stratégiques et conçues sur mesure. De plus, sur le plan pratique et opérationnel, il est vraiment indispensable d'élaborer un système de classification qui soit largement accepté par la majorité des décideurs. Autrement dit: « Nous, la communauté de sécurité alimentaire, avons besoin d'un langage commun (terminologie et procédures analytiques) pour décrire la nature et la sévérité de situations de sécurité alimentaire ».

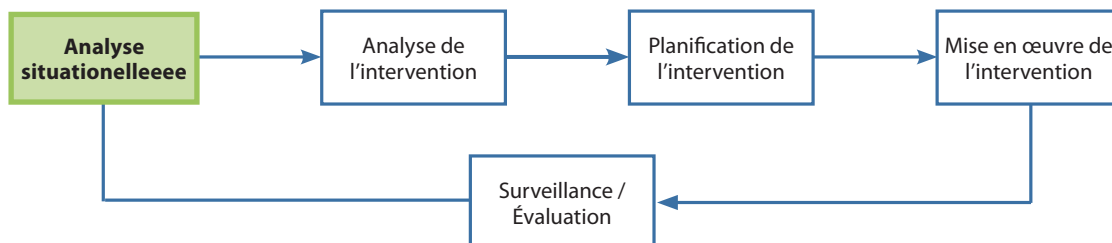
B. Ce qu'il est et sa valeur ajoutée

L'IPC a été conçu pour remédier aux lacunes importantes existant dans les analyses de sécurité alimentaire. Ce cadre propose un système commun de classification (un « langage commun ») qui englobe les points forts des systèmes de classification existants ainsi que les outils de support pour les analyses et la communication.

Plus explicitement, l'IPC sert à classer la situation d'une zone déterminée parmi cinq différents niveaux d'insécurité alimentaire (appelés « phases »), et cela à partir de la mesure de son impact sur les vies humaines et les moyens d'existence. L'IPC contient les cinq phases suivantes: 1/ Généralement en Sécurité alimentaire, 2/ Insécurité alimentaire modérée/ limite, 3/ Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë, 4/ Urgence humanitaire, 5/ Famine/catastrophe humanitaire. De plus, l'IPC prend en considération l'émergence des risques pouvant aggraver la situation en cours (appelé « Risque d'aggravation »), comprenant trois niveaux: *Alerte*, *Risque modéré* et *Risque élevé*.

L'approche de l'IPC consiste à mettre en commun l'ensemble des informations et données disponibles aussi variées que les chiffres de production, les prix du bétail, l'insécurité civile, les taux de malnutrition, ce qui permet d'établir un constat sur la Classification de la Phase et/ou son Risque d'aggravation. L'IPC s'appuie sur des sources de données et des méthodes multiples, et les encourage ainsi. Dans cette perspective, l'IPC est une approche basée sur la convergence des analyses et sur une panoplie d'outils pour arriver à une analyse à grande échelle (méta-analyse) de l'ensemble de la situation de sécurité alimentaire. Au final, les résultats de l'analyse IPC de la situation et des risques de dégradation de la phase s'expriment par plusieurs outils de communication, comprenant impérativement une carte et des tableaux démographiques. Ces deux instruments fournissent les informations clés sur la sévérité et la magnitude de l'insécurité alimentaire des zones considérées. Dans ses analyses et sa communication, l'IPC est axé avant tout sur l'analyse situationnelle. Il s'agit là d'une des étapes, bien que souvent négligée, d'un continuum qui comprend également l'analyse de l'intervention, la planification de l'intervention et la communication des résultats de l'intervention, et qui se traduit par le schéma suivant « Continuum Analyse-Intervention ».

Schéma B.1: « Continuum Analyse-Intervention »



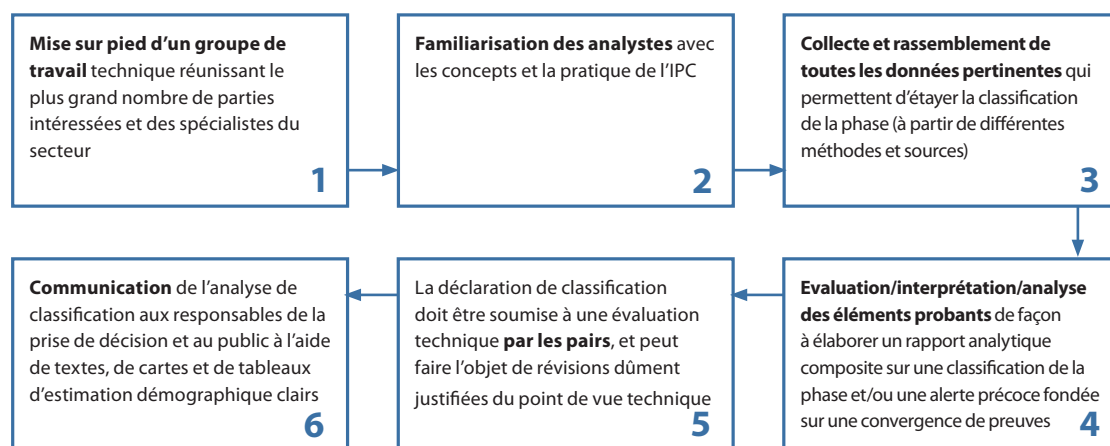
Les aspects cruciaux de l'analyse situationnelle comprennent:

- **La sévérité de la situation:** Quel est le degré de sévérité en termes d'impact sur les vies humaines et les moyens d'existence?
- **L'étendue géographique:** Quelle est approximativement la zone géographique touchée par la crise ? Il peut s'agir de zone de subsistance, de district administratif, de zone agro-écologique, etc.
- **La magnitude** (nombre de personnes): À combien estime-t-on le nombre de personnes exposées aux divers niveaux de sévérité d'insécurité alimentaire?
- **Les causes immédiates:** Quelles sont les causes directes de la crise?
- **Les causes sous-jacentes:** Quelles sont les causes sous-jacentes ou structurelles de la crise?
- **L'identification des besoins généraux:** Quels besoins humains de base et quels aspects des systèmes de moyens d'existence requièrent un soutien?
- **La distinction entre une situation de transition et une situation chronique:** la crise aiguë dévoile-t-elle une situation sous-jacente de sécurité alimentaire ou une situation d'insécurité alimentaire chronique?
- **Les critères pour le ciblage social:** Quels sont les critères clés pour cibler les interventions?
- **La tendance prévue:** Les conditions dans la région vont-elles s'améliorer, se dégrader ou rester stables dans un avenir prévisible?
- **Le niveau de fiabilité de l'analyse:** Dans quelle mesure les résultats des analyses sont-ils fiables, en fonction de la qualité des preuves disponibles?

L'IPC établit des liens solides avec l'analyse de l'intervention. Toutefois, cette analyse de l'intervention constitue une étape à part pour assurer une meilleure neutralité du point de vue technique. Les débats sur les options d'intervention peuvent être biaisés par les agendas des différents groupes et organisations. L'IPC protège l'analyse situationnelle contre ces biais pour la rendre la plus neutre possible sur le plan technique.

Outre les documents cartographiques et les tableaux démographiques qui servent à communiquer les résultats de l'analyse de sécurité alimentaire, le déroulement des analyses IPC est également important pour la mise en place correcte des outils techniques. **La démarche de l'utilisation générale de l'IPC comporte six étapes principales:**

Schéma B.2: Principales étapes de l'application de l'IPC



Les modules proposés dans ce Guide de l'Utilisateur respectent la succession de ces six étapes, bien que l'ordre de lecture puisse être modifié selon les besoins d'un grand nombre d'utilisateurs.

Le Module 1 qui correspond à l'étape 3 sera probablement le point de départ de plupart des utilisateurs de ce guide. Les Modules de 2 à 6 correspondent essentiellement à l'étape 4 et le Module 7 à l'étape 5. Les pays où l'IPC vient d'être lancé sont concernés par le Module 8 qui aborde le processus de mise sur pied d'un groupe de travail

technique et la familiarisation des analystes avec les concepts et la pratique de l'IPC (étapes 1 et 2). Quant à la sixième étape (communication de l'analyse de classification aux responsables de la prise de décision et au public), elle poursuit l'exécution du processus analytique de l'IPC mais elle n'est pas abordée par ce Guide.

Ces étapes servent de base à la méthode IPC. En suivant ces étapes, les utilisateurs pourront profiter de **la valeur ajoutée de l'IPC, notamment**:

- **Comparabilité dans l'espace:** L'IPC utilise des critères adoptés en commun, ce qui permet de comparer la sévérité des situations d'un endroit à l'autre. Ainsi, les décideurs peuvent attribuer les ressources adéquates aux populations qui se trouvent dans le plus grand besoin.
- **Comparabilité dans le temps:** Les critères communs de l'IPC permettent également de suivre l'évolution d'une situation dans le temps: si elle s'améliore ou si elle s'aggrave. Ainsi, les décideurs peuvent élargir, réduire ou modifier la zone stratégique d'intervention, et peuvent également définir les critères de désengagement.
- **Transparence et responsabilité:** Les analystes doivent faire preuve de transparence dans la communication des résultats, et les décideurs doivent en étudier toutes les données avant de valider les résultats. La démarche IPC adopte une approche fondée sur des preuves afin de réunir et partager les critères de référence spécifiques de la phase déterminée. Ainsi, la justification transparente du choix de la phase est assurée et le principe de responsabilité est garanti de la part des responsables des analyses.
- **Alerte rapide clairement définie:** Les décideurs ont besoin d'être informés sur une crise à venir: sévérité, probabilité et durée. En adoptant une démarche basée sur un langage commun, l'IPC permet de lancer une alerte précoce à l'aide des messages clairs, comparables et engageant la responsabilité des analystes.
- **Intervention plus stratégique:** Selon le niveau de sévérité d'une situation donnée, qu'elle soit alimentaire ou humanitaire, il est nécessaire de souligner les différences de stratégies à mettre éventuellement en œuvre dans la zone d'intervention. La précision, la clarté et la comparabilité garanties par l'IPC permettent aux responsables de prendre des décisions plus stratégiques pour faire face à l'insécurité alimentaire.

C. L'IPC, ce qu'il n'est pas

Pour compléter l'explication, il est également important de souligner ce que l'IPC n'est pas. Tout d'abord, l'IPC n'est pas la panacée qui relèverait tous les défis rencontrés au cours d'une analyse de la sécurité alimentaire. Il reste encore beaucoup de défis à relever, y compris ceux de la collecte de données, des analyses de moyens d'existence et de l'interprétation des indicateurs d'alerte rapide, parmi bien d'autres. L'IPC facilite et étaye un des aspects importants de la sécurité alimentaire, à savoir l'analyse situationnelle. Dans bien des cas, l'IPC pourrait être utilisé comme une "fenêtre" permettant de soulever diverses difficultés rencontrées au cours d'une analyse de la sécurité alimentaire, et devrait donner lieu à un engagement plus résolu dans le développement de solutions viables.

Plus précisément, **l'IPC n'est pas**:

- **Une méthodologie.** En tant que méta-analyse, l'IPC fait appel à de nombreuses méthodes et données pour analyser une situation. Ces méthodes et données peuvent être quantitatives ou qualitatives, elles peuvent être collectées lors d'évaluations sur le terrain, grâce à des images satellitaires et d'autres données complémentaires. L'IPC recourt à des méthodes multiples pour réunir et analyser les informations disponibles. Plus les sources de données et les méthodes sont nombreuses, plus il est facile d'établir une triangulation et d'aboutir à une analyse précise.
- **Un système d'information.** L'IPC est conçu pour s'adapter à une large variété de systèmes d'information et d'approches analytiques. Dans la plupart des pays touchés par une insécurité alimentaire chronique ou par des crises humanitaires récurrentes, il existe déjà un système fonctionnel de collecte et d'analyse d'informations. L'IPC a été créé pour utiliser le système d'information existant dans un pays donné, et pour en rationaliser l'analyse des données de façon extrêmement rigoureuse et cohérente. L'IPC peut donc être également appliqué dans ces contextes aussi bien « riches » que « pauvres » en données.

- **Analyse de l'intervention.** L'IPC est axé sur l'analyse situationnelle. Il établit également des liens avec l'analyse de l'intervention, mais il ne dirige pas cette étape. En se limitant à l'analyse situationnelle, l'IPC garde sa neutralité technique et évite les biais résultant d'intérêts particuliers du gouvernement, des agences, des donateurs à mettre en œuvre telle ou telle intervention.

Par ailleurs, l'IPC n'est pas pensé comme produit définitif. Comme il a été développé et appliqué récemment dans de nouveaux pays, il a déjà fait l'objet d'un grand nombre d'améliorations et de précisions. Bien que ce produit soit déjà très pertinent dans sa version actuelle, il devra être progressivement ajusté au fur et à mesure de son application dans de nouveaux contextes de sécurité alimentaire et de moyens d'existence. L'IPC est bien plus qu'un outil parfaitement adapté aux besoins d'amélioration de nos analyses de la sécurité alimentaire, car il peut également être l'opportunité qui nous incite à apprendre par la pratique. Dans cette perspective, ce Guide reste ouvert à toutes les informations et commentaires de la part de ces utilisateurs.

D. Composants de l'IPC

Les sections suivantes concernent l'objectif général, l'axe majeur et la valeur ajoutée de l'IPC.

L'IPC comprend quatre types de « composants » - le Tableau de référence, les Grilles d'analyse, les Protocoles cartographiques et les Tableaux démographiques.

Ces outils sont intégrés au processus IPC et servent à mener à bien l'analyse et à en communiquer les résultats. Dans les différents modules de ce Guide, à plusieurs reprises, nous ferons appel à ces quatre composants. Ce chapitre-ci présente de façon simple les composants et leur rôle dans le processus de l'IPC.

Le **Tableau de Référence** est le cadre principal déployé pour l'analyse de l'IPC. Comme son nom l'indique, il s'agit d'un cadre de référence à part entière qui détaille de façon rapide et complète les différentes phases d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, il explicite les correspondances entre les phases, la valeur des indicateurs clés et les options stratégiques d'intervention. Il ne s'agit pas de remplir le tableau, mais de l'utiliser comme une référence tout au long du processus IPC. Mentionné en premier dans ce Guide, le Tableau de référence est présenté tout au début du Module 1 « Compiler vos données ».

Plus précisément, le Tableau de référence différencie les cinq phases de classification de sécurité alimentaire (de *Générallement en Sécurité alimentaire* à *Famine/catastrophe humanitaire*) à l'aide des seuils ou des caractéristiques des 13 indicateurs principaux (appelés « Indicateurs d'impact de référence clés »¹), du fait que dans leur ensemble, ils concernent les effets caractérisant les conditions de vie et les moyens d'existence, comme par exemple la malnutrition aiguë et la mortalité.

Certains indicateurs sont davantage orientés sur le processus (la mesure d'un changement), et sont indirectement liés à un effet consécutif, comme par exemple, les stratégies d'adaptation, l'approvisionnement et l'accès à l'eau. Les analystes peuvent ainsi examiner le procédé qui contribue à relier ensemble différents composants de l'analyse et de la classification de phase pour une région donnée. Les différentes phases sont également caractérisées dans le « Cadre stratégique d'intervention ».

Le Tableau de référence propose de la même façon une définition des différents « Risques d'aggravation de la Phase », incluant les facteurs que les analystes doivent identifier pour lancer une alerte.

¹ **N.B.** Dans l'approche IPC, l'utilisation des indicateurs d'"impact" permet de standardiser et de comparer les conditions de sécurité alimentaire dans le temps et dans l'espace. Cependant, les indicateurs de processus sont souvent utilisés pour étayer des preuves d'impact plus directes, et quand les mesures des indicateurs d'impact ne sont pas disponibles.

Les **Grilles d'analyse** constituent le deuxième outil que vous utiliserez pour consigner d'une manière rigoureuse et exhaustive, vos données de façon à faciliter la classification de la phase. Cet outil se présente sous forme d'une matrice vide que les utilisateurs renseigneront avec les données disponibles (preuves directes et les preuves indirectes), et avec les résultats de l'analyse. Une grille sera remplie pour chacune des zones géographiques du pays, à l'aide des données spécifiques.

Les Grilles sont composées de trois grandes parties. La Partie 1 (détaillée dans les Modules 1, 2 et 3) est un tableau dans lequel vous devez enregistrer vos preuves (les indicateurs d'alerte en présence et rapide) ce qui vous permettra de faire une classification exacte. Les Parties 2 et 3 vous aideront à analyser l'impact des risques immédiats d'une part et des causes sous-jacentes sur les moyens d'existence d'autre part, ce qui permet d'envisager respectivement les stratégies potentielles à mettre en œuvre lors des interventions (ces deux dernières parties de la Grille d'analyse sont expliquées dans le Module 5).

Les deux derniers composants de l'IPC sont des outils de communication que vous pouvez utiliser dès que vous avez terminé votre analyse afin d'en diffuser les résultats.

Dès que les grilles d'analyse sont remplies et que la classification de différentes phases est faite, l'information principale est communiquée à un expert SIG. Celui-ci se chargera d'entrer les données dans un logiciel d'information géographique afin d'élaborer la carte IPC dont la fonction première est de communiquer l'analyse IPC qui vient d'être faite. Les **Protocoles cartographiques** précisent la « façon officielle » de dresser une carte IPC. Ils fournissent des explications sur les deux questions suivantes: quels types d'informations doivent figurer sur la carte et comment représenter les phases et les différents niveaux de risque. Le module 6 présente d'une manière générale les Protocoles cartographiques, toutefois, un support additionnel peut être nécessaire s'agissant des questions SIG plus techniques (le mode d'emploi d'un logiciel SIG particulier et ses périphériques, les différents modes de stockage des données IPC selon les zones géographiques, etc.).

Les **Tableaux démographiques** sont considérés comme le quatrième composant clé de l'IPC et le deuxième outil de communication. L'objectif principal de cet outil est de communiquer le nombre de personnes concernées dans chaque phase. Ce dénombrement peut être réalisé pour chaque phase, aussi bien au niveau local (par exemple, combien de personnes se trouvent *Généralement en Sécurité alimentaire*, en *Insécurité alimentaire modérée/limite* etc. dans une région donnée du pays) qu'à l'échelon national (en faisant la somme des personnes se trouvant dans chacune des cinq phases dans chaque zone géographique du pays). Le Module 4 explique comment collecter et calculer ce type de données démographiques et explicite comment communiquer l'information à l'aide d'un tableau standardisé et d'une carte IPC.

Prêt à commencer...

Maintenant vous avez une idée plus précise des objectifs, de l'axe principal et des quatre composants de l'IPC, et vous êtes prêts à commencer une analyse IPC concrète. Si dans votre pays, un groupe de travail utilisant l'IPC fonctionne déjà et si vous vous sentez prêt(e)s à commencer la collecte des données, vous pouvez passer directement à la Partie 2 de ce Guide de l'Utilisateur et commencer par Module 1: *Compiler vos données*. Si vous êtes amené à lancer l'IPC dans votre pays, le Module 8 vous donnera des informations utiles sur cette démarche, ainsi que sur les moyens institutionnels à prendre en compte pour une première mise en œuvre d'une analyse IPC.

MODULE 1

COMPILER VOS DONNÉES

1.1 Objectif et finalités du Module

- **Objectif:** expliquer comment renseigner la Grille d'analyse partie 1, colonne 1
- **Vous serez capable(s) de:**
 - o **décider quelle est la meilleure unité géographique pour mettre en place votre analyse en fonction des catégories de risques et de la façon dont vos données sont rassemblées.**
 - o présenter d'une manière claire et efficace votre corpus de données sous forme de grille
 - o faire la distinction entre les preuves directes et les preuves indirectes.
 - o entrer et interpréter vos données à l'aide des tableaux de référence utilisés par l'IPC.

1.2 Vous avez besoin

- de vos données (preuves directes et preuves indirectes)
- du Tableau de référence décrivant les cinq phases (voir page 4 du Manuel Technique):

Figure 1.1: Extrait du Tableau de référence

1	Généralement en sécurité alimentaire	<p><i>Taux brut de mortalité</i> <0,5/10000/jour</p> <p><i>Malnutrition aiguë</i> <3% (indice poids-taille <-2Z-scores)</p> <p><i>Retard de croissance</i> <20%(indice taille-âge <-2Z-scores)</p> <p><i>Accès aux aliments/Disponibilité</i> généralement adéquats (>2100kcal par personne/jour), stable</p> <p><i>Diversité du régime alimentaire</i> régime alimentaire diversifié, de qualité et quantité constantes</p> <p><i>Accès à l'eau/Disponibilité.</i> généralement adéquat (>15 litres par personne/jour), stable</p> <p><i>Dangers</i> probabilité et vulnérabilité faibles ou modérées</p> <p><i>Sécurité civile</i> paix établie et structurelle</p> <p><i>Avoirs relatifs aux moyens d'existence</i> utilisation généralement durable (de six capitaux)</p>
2	Insécurité alimentaire modérée/limite	<p><i>Taux brut de mortalité</i> <0,5/10 000/jour; TMM5<1/10 000/jour</p> <p><i>Malnutrition aiguë</i> >3% mais <10%(indice poids-taille <-2Z-scores), fourchette habituelle stable</p> <p><i>Retard de croissance</i> >20%(indice taille-âge <-2Z-scores)</p> <p><i>Accès aux aliments/Disponibilité</i> presque adéquat (2 100kcal par personne/jour); instable</p> <p><i>Diversité du régime alimentaire</i> diversité chroniquement insuffisante du régime alimentaire</p> <p><i>Accès à l'eau/Disponibilité</i> presque adéquat (>15 litres par personne/jour); instable</p> <p><i>Éléments adverses/Aléas</i> récurrents, avec une vulnérabilité élevée des moyens d'existence</p> <p><i>Sécurité civile</i> instable; tension perturbatrice</p> <p><i>Stratégie d'adaptation</i> « stratégies d'assurance »/stratégies d'adaptation</p> <p><i>Avoirs relatifs aux moyens d'existence</i> utilisation perturbée et non durable</p> <p><i>Conditions structurelles</i> importantes entraves sous-jacentes à la sécurité alimentaire</p>

- ✓ d'une Grille d'analyse IPC vierge, Partie 1. L'attention sera portée sur les colonnes 1 et 2 dans ce module:

Figure 1.2: colonnes 1 et 2 d'une grille d'analyse en blanc (Partie 1)

ZONE D'ANALYSE (Région, District, ou Zone de moyens d'existence):	
Indicateurs d'impact de référence (voir tableau de référence de l'IPC)	Preuves directes et indirectes pour la phase durant une période déterminée <ul style="list-style-type: none"> • Enumérez les preuves directes et indirectes (par ex., indicateurs de processus ou proxies) (notez les preuves directes en gras) • Notez la source de preuve • Notez le niveau de fiabilité des preuves (1= très fiables, 2= assez fiables, 3= non confirmées) • Identifiez la classification de la phase pour chaque élément de preuve • Indiquez 'non applicable' ou 'indisponible' si nécessaire
Taux brut de mortalité	•
Malnutrition aiguë	•
Retard de croissance	•
Maladie	•
Accès aux aliments / Disponibilité alimentaire	•
Diversité du régime alimentaire	•
Access à l'eau / Approvisionnement en eau	•
Dénuement / Déplacement	•
Sécurité civile	•
Mécanismes d'adaptation	•
Problèmes structurels	•
Avoirs relatifs aux moyens d'existence	•

3.3 Avant de commencer...

Les grilles d'analyse sont tout d'abord un outil efficace d'enregistrement des informations, qui vous aidera par la suite à classer les phases. La présentation des données sous forme de matrice est également plus facile à analyser par le lecteur qui comprendra mieux votre choix de classification. Signalons que les grilles ont une double utilité pour les analystes: d'une part, elles servent à stocker et présenter vos données; d'autre part, elles contribuent à la constitution d'une base de données qui assure la transparence et la responsabilité de l'IPC auprès de la communauté des acteurs humanitaires et de la sécurité alimentaire.

Les grilles sont divisées en trois parties. La Partie 1 (où sont regroupés les sujets abordés dans les modules 2 et 3) est une grille dans laquelle vous inscrivez vos preuves (la présence actuelle et/ou imminente des indicateurs d'alerte), ce qui permet de procéder à la classification. La Partie 2 vous aide à analyser l'impact des risques immédiats sur les moyens d'existence de façon à envisager les stratégies d'intervention immédiate. La Partie 3 aborde les mêmes sujets en mettant l'accent sur les causes sous-jacentes, leur impact sur les moyens d'existence et les stratégies d'intervention à long terme.

1.4 Etape 1: À quoi faut-il penser avant d'enregistrer vos données

1.4.1 Passer en revue vos données et les risques, et décider comment procéder à l'analyse

La première étape consiste à identifier la zone à analyser et classer (ligne 1).

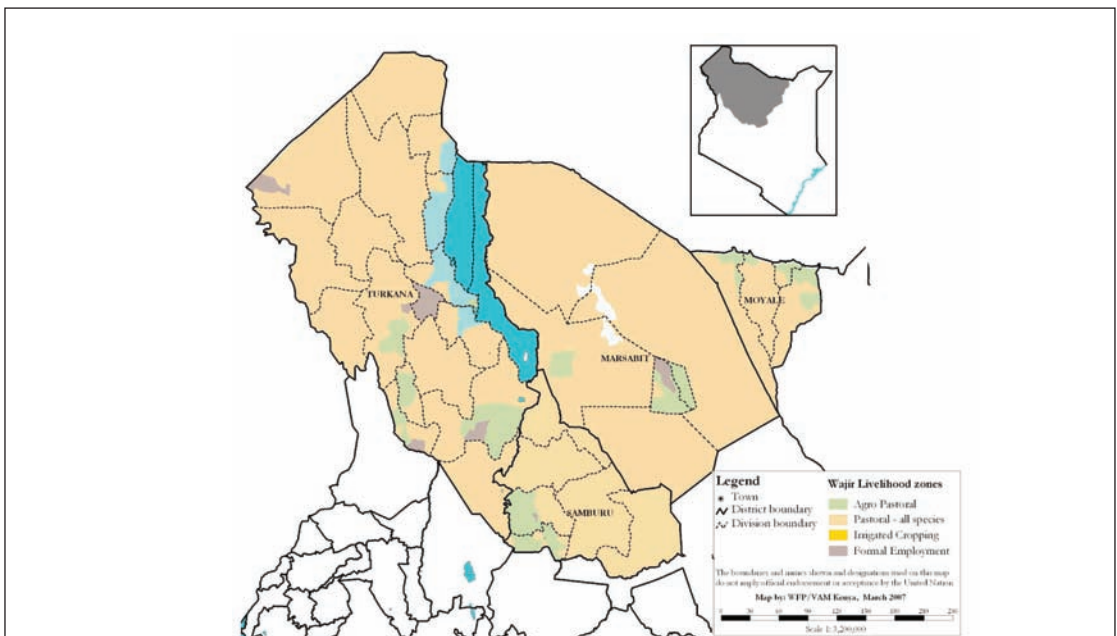
En règle générale, il vaut mieux sélectionner les zones dans lesquelles il y a une répartition homogène des moyens d'existence et où les populations sont menacées par un danger ou affectées par un choc de la même manière. Par exemple, les communautés pastorales ne seront pas frappées par la sécheresse de la même façon que les cultivateurs sédentaires car leurs moyens d'existence de base sont différents (respectivement le bétail et les récoltes). Par conséquent, il est évident qu'ils ne procéderont pas de la même manière au réajustement

des stratégies relatives aux moyens d'existence (les communautés pastorales vont plutôt déplacer leur bétail vers les pâturages disponibles; tandis que les cultivateurs chercheront par exemple des solutions de travail temporaire).

Néanmoins, les zones administratives sont souvent choisies comme unité d'analyse étant donné que les éléments d'information sont organisés selon les unités administratives par les ministères ou autres institutions et ne sont pas toujours disponibles en termes de moyens d'existence. Dans certains pays, la détermination spatiale des zones relatives aux moyens d'existence n'a pas été développée. Dans beaucoup de cas, on utilise un mélange d'informations relatives aux zones administratives ou de moyens d'existence: au Kenya par exemple, plusieurs districts sont regroupés et l'analyse est faite à partir de la zone de moyens d'existence (la zone ME) au sein de ce groupement. Une approche similaire est pratiquée au Soudan du Sud où l'Etat ou le groupement de deux ou trois Etats sont pris comme unité pour faire l'analyse initiale, tandis que les zones ME sont ensuite analysées au sein de chaque groupement. Pour faire le choix de l'unité géographique d'analyse (zone ME ou autre unité), il est important d'étudier si la vulnérabilité change plutôt **au sein de la population d'une même zone ME** donnée ou plutôt **entre les zones ME** face à tel ou tel risque. A titre d'exemple, les gens très démunis peuvent subir un même risque d'une zone ME à l'autre tandis que les catégories plus aisées pourraient être moins vulnérables à l'intérieur d'une zone ME déterminée – dans ce cas de figure, il serait plus pertinent de choisir comme unité d'analyse les catégories démunies plutôt que les zones ME.

Dans certaines situations, l'impact des risques ou des catastrophes auxquels les populations sont exposées peut déterminer la façon de conduire l'analyse et en particulier le nombre de grilles à remplir. Par exemple, durant les violences postélectorales de 2008 au Kenya, il y avait deux types de populations totalement différents qui n'ont pas subi le même impact: les populations déplacées internes et les agriculteurs non déplacés qui tout en restant sur leurs terres ont été affectés différemment. Dans ce cas de figure, il serait plus pertinent de faire deux grilles: une grille pour le groupe des populations déplacées internes et une autre pour le groupe des agriculteurs non déplacés. Ou encore, citons, à titre d'exemple, l'impact causé par une inondation sur des groupes différents selon leur proximité de la zone inondée. Il est alors pertinent de remplir deux grilles: l'une comprendra les données relatives aux groupes qui ont été directement touchés par l'inondation, et l'autre portera sur ceux qui ont subi un impact indirect.

Figure 1.3: Zones de Moyens d'existence du Cluster Pastoral au Nord du Kenya



Dans la mesure où votre pays décide de désagréger les données et les analyses, une grille d'analyse séparée sera remplie pour chaque zone (administrative, de moyens d'existence ou autre unité). Par exemple, dans le cluster pastoral du Nord-Ouest du Kenya, (Districts de Turkana, Marsabit, Moyale et Samburu), il serait plus pertinent d'analyser les zones pastorales et les zones agro-pastorales à l'aide de deux grilles séparées, en mettant de côté les zones d'emploi formel (voir figure 1.3).

1.4.2 Orientations générales

La colonne 2 est la partie principale de la grille dans laquelle vous pouvez inscrire les données qui seront par la suite interprétées. Pour remplir cette colonne, il serait plus aisé de passer en revue un par un tous les indicateurs en y renseignant toutes les données disponibles. Il est important d'y noter *toutes* les données que vous avez collectées avec le plus de détails possible.

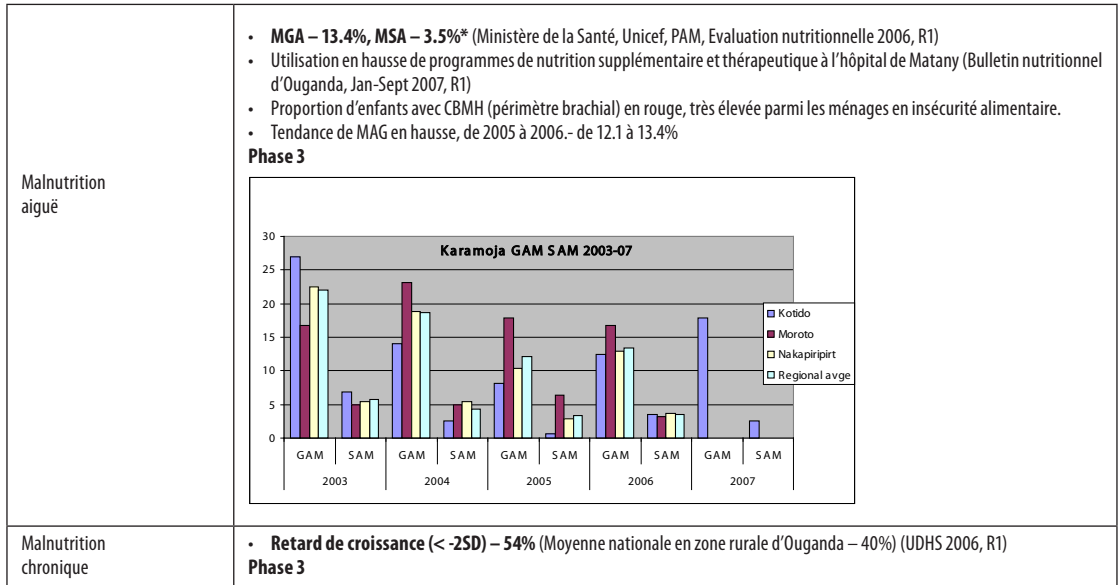
Il ne suffit pas seulement de se baser sur des documents qui contiennent des données analysées (des rapports, des comptes rendus) pour faire une classification ou pour aboutir à des conclusions fiables. Par exemple, notre analyse ne peut pas être construite sur la base d'informations telles que « on a constaté une baisse des récoltes de maïs ». En revanche, un tableau sur une production chiffrée, dans une zone donnée, montrant la différence entre les pourcentages actuels et la moyenne pour une période prolongée, peut nous renseigner d'une façon précise sur la disponibilité alimentaire. Ce tableau pour le Kenya en est une bonne illustration:

Figure 1.4: Exemple d'une présentation des informations relatives à l'accessibilité alimentaire

Accès aux aliments / Disponibilité	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux aliments <ul style="list-style-type: none"> ○ Sources alimentaires Production interne: La production de maïs et de haricots a pratiquement atteint les objectifs du Ministère de l'Agriculture (MA). Les pertes dues aux violences postélectorales représentent 24% pour les récoltes de maïs et 9% pour les récoltes de haricots: 			
	Le grand district de Nakuru	Maïs (sacs)	Haricots (sacs)	Pommes de terre (tonnes)
	Production prévue 2007	1,886,307	441,556	108,650
	Pertes post électorales	450,000	40,000	15,500
	% des pertes	24	9	14
<p>Les agriculteurs non déplacés signalent que les récoltes sont bonnes et que le bilan des pertes est tout à fait normal. Comme auparavant, les stocks contiennent une quantité qui est trois fois supérieure à leurs besoins annuels (30 sacs de maïs: 1,4 sacs par personne/par an = 9,8 sacs par ménage par an). De plus, certains agriculteurs non déplacés peuvent avoir accès aux champs de maïs des agriculteurs déplacés, augmentant ainsi leurs stocks potentiels en aliments. La production du lait reste stable, ainsi que sa consommation.</p> <p>Source d'information: le MA et les enquêtes auprès des agriculteurs pendant l'Evaluation de Courte Période de Pluies en 2008. Niveau de confiance = 1.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Sources de revenus: Les revenus proviennent principalement de la vente des excédents. Les contraintes d'accès au marché rendent les ventes difficiles. Les prix de vente sur les exploitations sont de 16% (maïs) et 38% (haricots) inférieurs aux prix de gros. 				

Il est également pertinent de compléter le narratif avec des diagrammes en vue de comparer et situer dans le temps l'évolution d'un phénomène, comme on peut l'observer sur ce diagramme de Karamoja en Ouganda:

Figure 1.5: Exemple d'un diagramme présentant l'évolution d'un indicateur



*GAM-Global Acute Malnutrition (MAG-Malnutrition aiguë globale); SAM-Severe Acute Malnutrition (MAS-Malnutrition aiguë sévère); SFP – programme de nutrition supplémentaire; TFP- programme de nutrition thérapeutique.

Prendre en considération un intervalle de temps suffisamment grand est particulièrement important quand il s'agit des variations saisonnières qui sont en fait caractéristiques du fonctionnement normal d'un phénomène (les prix de produits de base ont tendance à baisser après les récoltes et à augmenter en période de pénurie pendant la période de soudure). Un indicateur manifestant un caractère anormal pour une saison donnée peut s'avérer préoccupant et doit être mentionné.

Preuves directes et indirectes

Afin de mener à bien le processus d'analyse et de classification, il est important de comprendre la différence entre les preuves directes et indirectes. Les *preuves directes* comprennent les données et les méthodes qui se rapportent spécifiquement à des indicateurs d'impact utilisés par l'IPC dont la valeur comparée aux seuils permet de déterminer directement la phase dans laquelle on se trouve (voir Tableau de référence). Les *preuves indirectes*, quant à elles, comprennent les éléments qui ne permettent pas de mesurer directement la valeur de l'indicateur d'impact de référence utilisé par l'IPC, ce qui ne permet donc pas de la comparer avec les seuils de référence. Par exemple, une enquête de qualité qui contient l'indice poids/taille fournira une preuve directe relative à l'indicateur d'impact de référence, en l'occurrence la malnutrition aiguë. La valeur de cet indicateur peut être alors comparée aux seuils de référence de la malnutrition aiguë.

Dans le cas de Karamoja, mentionné ci-dessus, le taux de MAG (malnutrition aiguë globale), égal à 13,4%, correspond à la phase de « Crise Alimentaire et de Moyens d'existence aiguë » (dont les seuils sont de 10% à 15 %) à Kotido, d'autant plus que ce chiffre est en hausse entre 2005 et 2006 et dépasse la moyenne régionale (bien que les preuves fournies ne contiennent ni la date de l'enquête, ni aucun élément concernant les variations saisonnières possibles). Quant aux *preuves indirectes* relatives à la malnutrition aiguë, il peut s'agir de données provenant de centres médicaux ou nutritionnels signalant l'observation d'une augmentation ou d'une baisse des taux de malnutrition aiguë, ou énumérant l'évolution du nombre d'admissions dans le centre. Notez que même si ces sources reposent sur des données anthropométriques, les preuves restent toujours indirectes car elles ne rendent probablement pas compte de la situation de la population dans son ensemble (comme c'est le cas pour une enquête menée selon les standards internationaux en terme d'échantillonnage) et, dans cette perspective, les preuves ne peuvent pas être comparées aux seuils de malnutrition aiguë.

Afin de faire la distinction entre les preuves directes et indirectes, il serait recommandé de mettre **en gras** ou **en couleur** les preuves directes.

ENCADRÉ 1

Important: Toutes les preuves sont importantes et doivent être consignées dans les grilles d'analyse. Les preuves directes ne sont pas toujours disponibles ou ont une faible fiabilité. Les preuves indirectes sont également importantes en soi et ne servent pas seulement à supporter ou à trianguler les preuves directes. Il existe toujours un moyen de classer les phases, même si les preuves directes ne sont pas disponibles, on peut se baser sur les preuves indirectes (voir Module 2 sur la classification de la phase).

Source d'information

Pour répondre aux exigences de transparence et de fiabilité, il est important de signaler la source des données rapportées dans les grilles d'analyse. Pour la même raison, il est important de dater les informations, surtout pour les indicateurs dont « la durée de conservation » peut être rapidement périmée.

Fiabilité

Dans ce cas de figure, il s'agit d'un indice plutôt subjectif estimé par 1= très fiable; 2=assez fiable; 3= non confirmé. Les deux paramètres principaux à garder à l'esprit sont: a) la qualité des données d'origine fiable; les méthodes de collecte; la pertinence et la compatibilité par rapport aux autres données; et b) la validité des données, surtout en fonction de leur actualité. Le dernier paramètre dépend de la nature de l'indicateur, étant donné qu'à l'état actuel il n'y a pas de consignes précises concernant la durée de validité des indicateurs. Toutefois, une enquête nutritionnelle même la plus réussie ne sera évidemment pas très utile si elle date de plus de 6 mois, hormis pour l'analyse comparative quand il s'agit de comparer les anciennes données avec les nouvelles informations. Bien entendu, la durée de validité des données sera encore plus courte dans les régions où la situation alimentaire subit des changements considérables en fonction des saisons, même pendant les années «normales». Au final, ce sont les analystes chargés d'établir la classification qui porteront leur jugement sur la fiabilité des données.

Disponibilité/non disponibilité des données

Si certaines sources de données directes ou indirectes ne sont pas disponibles, il est conseillé d'inscrire dans la case correspondante « non disponible » plutôt que de la laisser vide, ce qui peut créer des ambiguïtés.

Preuves contradictoires

Quand vous êtes en possession de preuves contradictoires, il est utile de les expertiser avec plus de précision. Les preuves contradictoires concernent parfois des poches d'insécurité alimentaire situées à l'intérieur d'une région ou d'une zone de moyens d'existence jouissant par contre de meilleures conditions (voir figure 1.6).

Figure 1.6: Exemple de preuves contradictoires du FSAU
(Unité d'analyse de la sécurité alimentaire pour la Somalie)

<p>Accès aux aliments / Disponibilité</p>	<p>SOURCES ALIMENTAIRES</p> <p>Production interne de céréales – Secteur agro-pastoral</p> <ul style="list-style-type: none"> ◊ Les récoltes de Deyr'06/7 sont bonnes (à l'exception de certaines parties des districts Hudur et Tieglow), la production est estimée à 398% pour Deyr PWA et >2000% pour la production de Gu 06 - Le début des récoltes est prévu pour fin Jan.-début Fev. 07. Source: FSAU Post-Deyr 06/7; Production agricole/Data; R=1 ◊ Le secteur agro-pastoral a eu accès au Maïs Précoce/niébé; Source: FSAU Post-Deyr'06/7; Évaluation et observation des cultures agricoles; R=1 ◊ Le lait est produit par l'élevage des ovins (chèvres et moutons) en Deyr '06 (Nov.-Dec.), en revanche les bovins ne produisent pas de lait. Les mises bas des bovins sont prévues pour la période de février-mars 2006, tandis que celles des ovins pour la période de mai-juin 2006; (Source: FSAU Post-Deyr '06; Evaluation Pastorale; R=1) <p>Preuves contradictoires</p> <ul style="list-style-type: none"> ◊ Des récoltes médiocres sont prévues (pour le secteur agro-pastoral) dans les zones de Tieglow et Hudur étant donné que les cultures (RATOON) ont des rendements faibles voire défaillants sous l'effet des pluies et maladies; Évaluation et observation des cultures agricoles FSAU Post-Deyr'06/7; R=1 ◊ Manque de réserves en céréales (agro-pastoralisme pauvre et moyen) à la suite des saisons de sécheresse (production faible de céréales à Bakool: Gu'05 36%, Deyr '05/6 13% et Gu'06 58% de PWA); Source: FSAU rapport de Post-Gu'05, Post-Deyr'05/6 et Post-Gu'06 rapports techniques; R=1
---	---

Rapport

Il arrive souvent que, pour un indicateur donné, vous ayez un grand nombre de preuves dont certaines puissent être contradictoires. Cela arrive régulièrement pour l’indicateur “Accès aux aliments et disponibilités”: lorsque le lecteur passe en revue tous les composants d’un indicateur (sources alimentaires, dépenses, revenus, etc.), la signification n’en est pas toujours immédiatement évidente. Par conséquent, il appartient aux analystes de fournir des rapports clairs explicitant les preuves, tout en permettant aux lecteurs d’examiner les preuves en détail. **Pour ce faire, il est conseillé de terminer les sections de preuves pour chaque indicateur par un petit texte explicitant la situation.** L’exemple de Somalie ci-dessous l’illustre bien (Figure 1.7).

Figure 1.7: Comment rédiger un rapport pour les indicateurs complexes, multiples et à nature variable

<p>Accès aux aliments/ Disponibilités</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Access aux aliments: Sources alimentaires: <p style="background-color: #e6f2ff; padding: 5px;">Le résultat de récoltes lors de ce Deyr représente 33% par rapport au Deyr 06/07 et 36% de PWA et 34% en comparaison avec la moyenne des 5 dernières années. La sécurité alimentaire se détériore à la suite d’une baisse de production saisonnière ce qui se traduit par une faible production pour les secteurs du bétail et des cultures, par des ruptures de stocks céréaliers, par un affaiblissement de revenus, et par une forte augmentation des prix des produits de base et d’autres aliments. Par ailleurs, nous sommes en présence de conflits fondés sur le partage des ressources, ainsi que de pressions financières dues à l’afflux des personnes déplacées internes au sein des familles d’accueil. On constate une légère augmentation du prix du bétail qui pourrait ralentir la détérioration de la sécurité alimentaire, bien que ce fait ne soit profitable que pour les classes aisées.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Production interne: Le résultat des récoltes de Deyr 07/08 est largement plus bas que la norme. Le total de production céréalière de la région de Hiran s’élève à 2,390MT ce qui représente 33% par rapport à la fin de Deyr 06/07; 36% par rapport à PWA, 34 % en comparaison avec la moyenne étalée sur 5 années. ○ Production interne en argent liquide: Presque tous les ménages agro-pastoraux ont planté différents types de cultures céréalières, mais la production prévue est extrêmement basse, et même parfois sans aucun rendement, à la suite des précipitations faibles et des maladies, 50-70% par rapport à la moyenne de long-terme). Presque toutes les éco-zones ont échoué, hormis une petite région dans le district de Jalalaqsi qui a, néanmoins, un rendement faible. Source: FSAU and Partner post Deyr assessment, R=1 ○ Production interne de lait: Dans l’ensemble, la production de lait par l’élevage bovin et ovin est plus basse que la norme en raison de la mauvaise qualité des herbages ce qui se traduit par un faible taux de rendement dans la région. Source: FSAU and Partner post Deyr 07/08 assessment, R=1 ○ Prix du marché (Produits de base: céréales): Les prix des céréales ont augmenté. Les prix de sorgho et de maïs ont augmenté de 22% et de 24%, 13% et 12%, 35% et 105% en déc.07 par rapport au mois de juillet Gu07, déc.06 et la moyenne étalée sur 5 années respectivement. Source: FSAU market update, Dec.07, R=1 ○ Disponibilité du marché de céréales: La disponibilité de céréales (sorgho et maïs) sur les marchés principaux est bien plus basse que la norme, ce qui se traduit par une augmentation considérable des prix à la suite de la défaillance de récoltes durant Deyr 07/08 et d’un affaiblissement successif de la production prévue. Toutefois, une distribution de sorgho rouge dans la région de Hiran est assurée par CARE ce qui a permis de diminuer le prix de sorgho en nov. et déc.07. Source: FSAU and Partner post Deyr 07/08 crop survey, R=1 ○ Prix du sucre: Le prix du sucre a légèrement augmenté. En déc. 07, les prix ont augmenté de 10%, 22%, 46% par rapport au mois de juillet Gu07, au même mois de l’année dernière et par rapport à la moyenne étalée sur 5 années respectivement.
---	--

Sources et types de données

Tous les outils d’analyse de sécurité alimentaire ont besoin de données en quantité suffisante, raisonnablement à jour et de qualité acceptable. Bien qu’il n’y ait pas de règles bien établies quant à la qualité et la quantité des données, il est évident que plus vous disposerez de données de qualité et en quantité, plus votre analyse de la sécurité alimentaire ainsi que la classification de la phase seront fiables. Dans cette optique, l’IPC comme tout autre outil d’analyse similaire, dépend indéniablement de la qualité des données. Pour appuyer ce constat, nous vous conseillons vivement de consulter l’Annexe 1 à la fin de ce guide qui contient un exemple d’une grande utilité sur les types de données à utiliser et les sources possibles. Là encore, il ne s’agit que d’un exemple, et en aucun cas vous ne devez vous laisser impressionner par telle ou telle étape... mais il est utile de le parcourir avant de commencer la constitution de votre propre corpus d’informations.

Même si cette annexe fournit quelques consignes sur le niveau optimal de données rassemblées, il est important de comprendre qu'aucun pays n'aura toutes les données disponibles à un moment précis, et qu'il n'est pas nécessaire de disposer de toutes les données possibles pour procéder à la classification (voir Module 2, étape 1, partie 3). Au final, il ne faut pas sous-estimer l'importance des données pour l'analyse, et il est souvent très pertinent de réaliser initialement un exercice d'organisation de données pour identifier leur disponibilité et leurs sources (voir Module 8, étape 2, partie b, ainsi que l'Annexe 1 pour mieux comprendre cette étape).

1.5 Etape 2: Remplir la première colonne de la grille d'analyse 1: un indicateur d'après le guide d'indicateur

A. Taux de mortalité

Preuves directes. Le **Taux brut de mortalité** (TBM, ou le Taux Brut de Décès, TBD) correspond au nombre de personnes décédées dans l'ensemble de la population durant une période spécifique, généralement exprimé en **décès/10000/jour**. Cette période spécifique peut parfois couvrir un mois, d'où la présentation suivante: décès/1000/mois, auquel cas, le nombre de décès sera calculé sur 1000 personnes. Dans le cadre de l'IPC et pour des raisons pratiques, il convient d'adopter un système commun pour exprimer le taux de décès afin d'écarter toutes les confusions auprès des lecteurs néophytes. Dans cette optique, le système retenu est décès/10000/jour.

ENCADRE 2

Le facteur de conversion est égal à $30.4/10 = 3.04$ (étant donné qu'un mois comprend en moyenne 30.4 jours); pour convertir l'unité: décès/10000/jour en unité: décès/1000/mois, il suffit de multiplier par 3.04. De même, pour exprimer l'unité: décès/1000/an (la période est égale à 1 an). Le facteur de conversion est égal à $365/10 = 36.5$; pour convertir l'unité: décès/10000/jour en unité: décès/1000/an, il suffit de multiplier par 36.5. Ces différents systèmes d'expression du TBM sont équivalents et peuvent facilement être convertis de l'un à l'autre.

Figure 1.8 Résultats de référence de l'IPC—Taux brut de mortalité

Résultats de référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée/limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence humanitaire	Famine/ catastrophe humanitaire
		1 A et 1B	2	3	4	5
Taux brut de mortalité N de décès sur 10 000 personnes par jour		TBM < 0.5 TMM5 <= 1	TBM < 0.5 TMM5 <= 1	TBM 0.5 - 1 en hausse TMM5 1-2	TBM 1-2, en hausse, ou >2x taux de référence TMM5 > 4	TBM > 2 (exemple: 6000 décès/ 1,000,000 personnes/ 30 jours)

Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5) Il est important de bien distinguer ces deux notions: TBM et TMM5. Le Manuel de l'IPC utilise l'indicateur TMM5 qui est communément utilisé dans les situations d'urgence, est plus sensible aux changements rapides et est similaire au TBM. Dans le cadre d'évaluation du TMM5, on calcule le nombre d'enfants âgés de 0 à 5 ans décédés durant une période déterminée. Là encore, on utilise le même indicateur: **décès/10000/jour**. On peut rencontrer les écarts de terminologie dans ce domaine: « taux de décès des moins de 5 ans » ou « taux de décès des enfants âgés de 0 à 5 ans ».

A ne pas confondre avec l'indicateur servant à calculer le risque de décès avant l'âge de 5 ans, (c'est-à-dire, la menace qu'un enfant né une année donnée meure avant ses 5 ans). Dans ce cas précis, le taux de décès est calculé sur la base de 1000 naissances déclarées. Cette démarche d'évaluation est plus souvent utilisée comme indicateur principal dans les contextes

de développement à long terme et/ou lors d'une étude qui vise à évaluer les changements démographiques et l'état de santé (par exemple, les enquêtes sur la population et la santé, Demographic and Health Surveys - DHS). Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans peut être mesuré par ces deux indicateurs, mais les concepts, ainsi que le mode de calcul et les résultats chiffrés sont un peu différents.

En règle générale, au sein de l'IPC, nous utilisons la première méthode car elle est plus pratique quand il s'agit d'analyser les changements qui se produisent d'une manière très rapide. De plus, cet indicateur dispose d'un système de seuils reconnu au niveau international, ce qui est utile pour la classification de la phase. Cependant, partant du principe que toutes les preuves sont d'une grande utilité, même les estimations sur TMM5 moyennant l'indicateur « décès/1000 naissances déclarées » peuvent nous être utiles en tant qu'information indirecte. Les résultats obtenus par cette formule sont à peu près cinq fois supérieurs à ceux obtenus par « décès/10000/jour », par conséquent, il n'est pas possible de calculer l'un à partir de l'autre.

Preuves indirectes: Les informations obtenues à l'aide du TBM et du TMM5 peuvent provenir de sources qui ne sont pas représentatives de toute la population, et ne peuvent pas de ce fait être considérées comme preuves directes. Tel est le cas, par exemple, des systèmes d'information relatifs au secteur de la santé incluant les données provenant des dispositifs médicaux et sanitaires; des centres thérapeutiques et nutritionnels; et même de données plus anecdotiques provenant d'informateurs sur le terrain. Toutes ces sources d'information sont utiles, mais elles n'auront pas le même niveau de *fiabilité*.

B. Malnutrition Aiguë

Il s'agit d'une courte période durant laquelle la population connaît une malnutrition prononcée, dénommée « malnutrition aiguë ». Cet état se manifeste par une « maigreur » voire une atrophie (par exemple on constate une perte de poids aggravée par d'autres symptômes de malnutrition chronique tandis que les autres paramètres, la taille par exemple, ne changent pas).

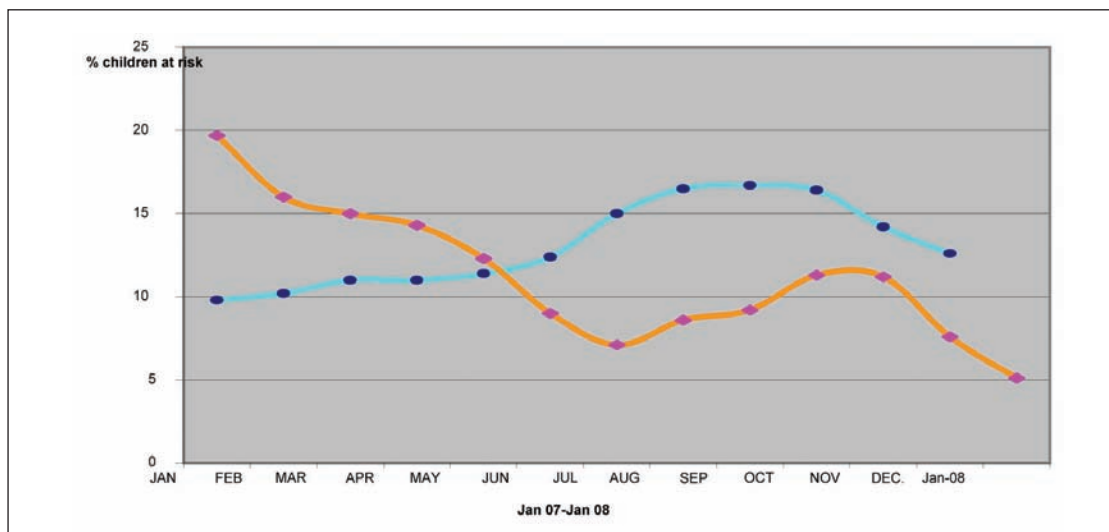
Tableau 1.9 IPC Résultats de référence de l'IPC— Malnutrition Aiguë

Résultats de référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ catastrophe humanitaire
		1A et 1B	2	3	4	5
Malnutrition Aiguë (indice poids/taille < -2 z -scores)		<3%	>3% mais < 10%, ampleur habituelle, stable	10-15%, >habituel, en hausse	>15%, > habituel, en hausse	>30%

Preuves directes: La malnutrition aiguë est exprimée par un indice poids-taille (p/t) par rapport à Z- scores, qui exprime un écart par rapport à la courbe normale. Pour transcrire la malnutrition aiguë, la méthode ancienne utilise le pourcentage d'enfants qui sont à 80% au dessous de la courbe de croissance: cette démarche est admise comme une évaluation approximative, par contre les spécialistes de l'IPC optent pour l'utilisation des z-scores en vue de valoriser la comparabilité (notez que vous pouvez convertir en z-scores si vous avez l'ensemble des données brutes pour l'enquête). Pour être utilisées comme preuves directes, les données comprenant un échantillon de population doivent être représentatives, et pour ce faire, elles doivent être recueillies par une étude nutritionnelle bien menée et basée sur une méthodologie standardisée. A noter qu'une étude basée sur l'indice poids/taille peut se centrer sur l'état nutritionnel des enfants âgés de 1 à 5 ans étant donné que ce sont eux qui sont les plus sensibles aux effets de malnutrition. Les résultats d'une telle étude peuvent fournir des informations sur l'état de l'ensemble de la population.

Preuves indirectes: La Circonférence du bras à mi-hauteur (CBMH) est également un bon moyen pour évaluer l'état d'amaigrissement, bien que les résultats obtenus ne puissent pas être directement comparés avec ceux utilisant l'indice poids/taille. Dans bien des cas, les données de la CBMH sont plus faciles à obtenir, étant donné qu'il s'agit d'un moyen plus abordable qu'une étude basée sur l'indice poids/taille. Par conséquent, le suivi basé sur la CBMH peut être applicable dans tous les recoins du pays et d'une manière régulière; il peut de plus être d'une grande utilité en tant qu'indicateur de malnutrition aiguë, avec comme valeur ajoutée la capacité d'analyser l'évolution et les tendances. Pour illustrer ces propos, montrons un exemple du Kenya où la CBMH est mesurée mensuellement dans les sites sentinelles de tous les districts ASAL. Cette mesure permet de suivre l'évolution en enregistrant les changements et en les comparant avec les moyennes saisonnières pour une période de longue durée, comme on peut le voir dans la figure 1.10 ci-dessous.

Figure 1.10 Tendances de la malnutrition aiguë (indice CBMH) à Garissa en 2007 par rapport à la moyenne à long terme 2001-2006



D'autres sources d'information pour les preuves indirectes peuvent provenir des dispositifs tels que les hôpitaux, les centres médicaux, nutritionnels, thérapeutiques, etc. Ces informations sont indispensables pour avoir une idée précise de ce qui se passe sur le terrain et pour mieux comprendre les tendances et les causes possibles de la malnutrition aiguë.

C. Retard de croissance

Le retard de croissance est une des conséquences de la malnutrition chronique prolongée. Cet état se manifeste par un déficit de croissance par rapport à la moyenne à la suite d'une alimentation inadéquate et/ou par des infections répétées, comme par exemple la diarrhée.

Figure 1.11 Résultats de référence—Retard de croissance

Résultats de référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ Humanitarian Catastrophe
		1A et 1B	2	3	4	5
Retard de croissance (taille/âge <-2z scores)		<20%	20-40%	CND1	CND	CND

CND – Caractéristique non définitoire

Preuve directe: Pour mesurer le retard de croissance, on utilise l'indice taille/âge, exprimé en z-scores tout comme le rapport poids/taille. L'indicateur de référence n'est valable que pour les deux premières phases de l'IPC qui correspondent davantage à un état d'une malnutrition prolongée, étant donné qu'elles ne sont pas considérées comme une situation de crise. Les résultats de référence pour les phases 3-5 ne concernent pas le retard de croissance. Comme pour la malnutrition aiguë, pour être utilisées comme preuve directe, les données comprenant un échantillon de population doivent être représentatives et, pour ce faire, elles doivent être recueillies par une étude nutritionnelle bien menée et basée sur une méthodologie standardisée.

Preuves indirectes: Les données relatives au paramètre taille/ âge sont recueillies dans le cadre des systèmes spécialisés sur le contrôle de croissance au sein des établissements médicaux dans la zone urbaine et rurale. De ce fait, on peut accéder assez facilement à ces données grâce aux systèmes d'informations sanitaires présents dans beaucoup de pays. Bien que ces données soient indirectes du fait qu'elles sont fournies par des dispositifs sanitaires divers et qu'elles ne soient pas représentatives étant donné qu'elles ne reflètent pas l'ensemble de la population, elles sont toutefois pour nous d'une grande utilité. L'analyse fondée sur plusieurs périodes serait une bonne pratique pour ce type de données, au lieu de les analyser d'une manière ponctuelle.

D. Maladies

Tout d'abord, il est important de préciser qu'il n'y a pas de seuil reconnu pour les résultats de référence dans ce domaine, étant donné que la prévalence dépendra du type de maladie. En ce qui nous concerne, pour obtenir une vue d'ensemble, l'IPC utilise les termes généraux d'endémie, épidémie et pandémie, ainsi que les connaissances sur l'impact de différentes maladies.

Il est important d'examiner les implications de maladie avec les autres indicateurs, tels que l'accès aux aliments, à l'eau, ainsi que leur disponibilité. Les maladies peuvent devenir les principaux responsables de l'augmentation des taux de malnutrition. Par contre, la mauvaise qualité d'eau et les défaillances du système pédiatrique (par exemple, dans les parties Sud du Soudan) peuvent provoquer des maladies et la hausse des taux de malnutrition, davantage que l'accès limité aux aliments ou leur disponibilité réduite.

Figure 1.12 Les résultats de référence de l'IPC — Maladies

Résultats de référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ catastrophe humanitaire
		1A et 1B	2	3	4	5
Maladie	CND	CND	Poussée épidémique; en hausse	Poussée pandémique	Poussée pandémique	

CND – Caractéristique non définitoire

Par analogie avec une étude nutritionnelle, les preuves relatives à l'état sanitaire seront considérées comme directes si elles sont recueillies par le biais d'une étude réussie incluant les enquêtes sur les maladies. Ces données ont tous les éléments pour être représentatives pour l'ensemble de la population. Dans ce contexte, les preuves indirectes seront basées sur les informations fournies par les dispositifs sanitaires ou les témoignages divers.

E. L'accès aux aliments et la disponibilité alimentaire

De toute évidence, ces données serviront en tant qu'indicateur principal pour l'analyse de sécurité alimentaire et la classification de la phase. Concernant l'accès à l'alimentation, le critère de base pour les preuves directes est la quantité d'aliments consommés par personne par jour. Cette consommation mesurée en kilocalories (Kcal) a un seuil critique qui ne doit pas être inférieur à 2100 Kcal par jour.

ENCADRÉ 3

Seuil de référence de l'IPC: Une consommation alimentaire quotidienne égale ou supérieure à 2100 Kcal par personne correspond à la phase "Généralement en sécurité alimentaire" ou "Insécurité alimentaire modérée/ limite", tandis qu'une consommation inférieure à 2100 Kcal par personne par jour indique la phase « Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë » ou pire, selon le niveau de déficience calorique.

Tableau 1.13 Indicateurs d'impact de référence IPC — Accès aux aliments / Disponibilité

Effets de Référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ Catastrophe Humanitaire
		1A and 1B	2	3	4	5
Accès aux aliments/ Disponibilité		Généralement adéquat, stable (2100kcal par personne/jour)	Presque adéquat, instable (2100kcal par personne/jour)	Absence de garanties (2100kcal par personne/jour); besoins minimums satisfaits par dilapidation des avoirs relatifs aux moyens d'existence	Grave insuffisance des garanties, incapacité de satisfaire les besoins minimums	Insuffisance extrême des garanties, Disponibilités très inférieures à 2100kcal par personne/jour

En réalité, il est difficile de réunir un nombre suffisant de preuves directes basées sur la consommation individuelle en Kcal. De plus, certains analystes signalent que le seuil de référence établi à 2 100 Kcal peut prêter à confusion, et ne devrait pas être utilisé indifféremment pour tous les groupes de population, tranches d'âge, genres, et situations sociales. Dans cette perspective, il est conseillé d'utiliser les seuils énergétiques comme référence de base, tout en complétant avec d'autres preuves pour appuyer votre analyse de l'accès et la disponibilité alimentaires.

Heureusement, pour effectuer votre analyse, il existe une vaste palette de *preuves indirectes* qui sont, en règle générale, de bonne qualité et très fiables. Pour illustrer ces propos, nous vous proposons de consulter ci-dessous l'extrait d'une grille d'analyse sur l'accès aux aliments et leur disponibilité (Figure 1.14).

Les différents types d'indicateurs rendent compte de l'ampleur des preuves indirectes pouvant être utilisées pour l'analyse: les volumes de ventes au détail sur les marchés locaux, les prix des denrées sur le marché, la production agricole aux niveaux local et national, les niveaux de revenu actuels pour les différents types de moyens d'existence, les importations et bien d'autres facteurs pouvant affecter le pouvoir d'achat, les disponibilités alimentaires de base et/ou l'accès des populations à l'alimentation.

Figure 1.14: Partie de la grille d'analyse consacrée à l'accès/disponibilité alimentaires

Aire d'analyse (région, district ou zone de moyens d'existence)	
Indicateurs d'impact de référence	Preuves directes et indirectes correspondant à la phase dans un laps de temps déterminé
Accès aux aliments / Disponibilité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux aliments: <ul style="list-style-type: none"> o Sources d'alimentation: o Sources de revenus: o Mode de dépense: o Pouvoir d'achat: o Accès Social: • Disponibilité alimentaire <ul style="list-style-type: none"> o Production: o Filières d'approvisionnement: o Bilan céréalier: • Autres informations directes et indirectes:

En utilisant ces informations, il faut prendre en considération le fait que les implications relatives à la consommation actuelle des aliments **sont comparées à la consommation normale** pour une période donnée de l'année afin de vérifier **si les preuves disponibles rendent compte d'une anomalie**.

Par exemple, en analysant les données relatives aux prix pratiqués sur le marché dans une région particulière, vous pouvez constater une augmentation de prix sur les céréales. Ce fait n'est pas nécessairement lié aux contraintes causées par un accès limité aux aliments, par conséquent, il faut procéder à une clarification en utilisant les questions suivantes:

- Quelle est la situation habituelle des prix des céréales pour cette période de l'année ?
- Les prix augmentent-ils d'habitude en fonction des saisons (par exemple, avant la récolte), et si oui, les prix pratiqués sont-ils inférieurs ou supérieurs au prix normal?
- L'accès aux aliments n'étant pas influencé uniquement par les prix, une autre question se pose: quel est l'état actuel des revenus des ménages par rapport au revenu de base?
- Les prix de bétail sont-ils en hausse ou en baisse pour les communautés pastorales? Et comment leur pouvoir d'achat est-il influencé par les prix des céréales en hausse ?
- Quant aux agriculteurs, est-ce que leurs récoltes étaient assez bonnes pour qu'ils puissent profiter de la hausse des prix en vendant leurs surplus ?

Vous comprendrez aisément qu'au lieu d'être centrée sur les individus, l'analyse cherche à examiner une tranche de population selon son niveau financier et social ou en se basant sur les moyens d'existence. Cette démarche est très importante, compte tenu des interactions complexes qui régissent l'accès aux aliments et leur disponibilité.

Le mieux est d'examiner comment les interactions entre les sources d'alimentation, les sources de revenus, les modes de dépenses et les stratégies d'adaptation influencent l'accès aux aliments. Dans bien des cas, cette démarche est bien plus facile à réaliser en se concentrant sur un système particulier de moyens d'existence. En réunissant toutes les preuves indirectes disponibles et en identifiant leurs implications sur la consommation alimentaire pour un groupe particulier par rapport à la situation normale, vous pourrez mener à bien une analyse fiable sur l'accès aux aliments et leur disponibilité.

Rappelons que l'IPC n'est pas une méthodologie pour les analyses de sécurité alimentaire et que ce processus reste ouvert à toutes les idées concernant la collecte et l'étude des données. Il est fort possible qu'il existe déjà dans votre pays une méthode basée sur des preuves indirectes en présence qui permet d'étudier et de surveiller l'accès aux aliments et leur disponibilité. Si c'est le cas, vous devriez en tirer parti en l'intégrant dans l'analyse de l'IPC. Dans cette optique, *l'Approche de l'économie des ménages* (AEM) nous servira d'exemple. Cette méthode a bien marché pour analyser l'accès aux aliments et leur disponibilité dans un grand nombre de pays (y compris la Somalie où l'IPC est né), et elle constitue par différents aspects un moyen idéal pour remplir la section de la Grille d'Analyse consacrée à l'accès aux aliments et leur disponibilité. Toutefois, d'autres méthodologies peuvent aussi être appliquées, l'idéal étant de choisir l'approche que vous jugerez la plus pertinente pour votre pays. La plupart des méthodes d'analyse basées sur les moyens d'existence (les approches de l'économie des ménages, du panier des ménages, etc.) prennent en considération deux concepts expliquant la menace d'insécurité alimentaire à laquelle les ménages peuvent être exposés: l'émergence d'événements adverses (sécheresses, conflits, flambée des prix des carburants) et la vulnérabilité des ménages face à ces perturbations (il s'agit de stratégies particulières, comme par exemple les stratégies d'adaptation et les stratégies alimentaires, qui sont centrées sur les moyens d'existence, les sources de revenus, les avoirs). Théoriquement, une analyse commence par une large collecte des données de base ayant rapport avec les dispositifs et les stratégies relatifs aux moyens d'existence dans une zone donnée. Quant à la façon d'y procéder, il est important d'analyser l'impact potentiel causé par un élément perturbateur particulier et d'en estimer l'effet de gravité sur les moyens d'existence des ménages dans cette zone. Par ailleurs, il faudra également observer comment les ménages réagissent aux changements de mode de consommation et de dépense. Un déficit alimentaire peut être calculé en unités énergétiques (Kcal) ou en argent liquide, par rapport à la consommation normale des ménages. Ces estimations peuvent être utilisées comme preuves indirectes pour faire la classification de la phase dans l'analyse IPC.

Par exemple, une hausse de 20 % des prix des céréales pourrait pousser un ménage pastoral très modeste à vendre un animal afin d'augmenter ses revenus (diminuant ainsi son capital) à réduire sa consommation habituelle des céréales, et à ramasser davantage de bois de chauffage destiné à la vente (s'écartant alors de l'élevage et, par là, de leur principale source d'approvisionnement en lait). L'AEM estimera la baisse spécifique de l'accès à l'alimentation, ce qui permettrait d'effectuer la classification de la phase basée sur l'accès aux aliments et leurs disponibilités pour ce groupe. L'exemple de la Somalie ci-dessous montre comment utiliser l'AEM pour compléter cette partie de la Grille d'analyse:

Figure 1.15: Exemple de AEM (Approche de l'économie des ménages) utilisée pour compléter la section accès à l'alimentation / disponibilité alimentaire dans la grille d'analyse pour la zone de moyens d'existence de Riverine, en Somalie

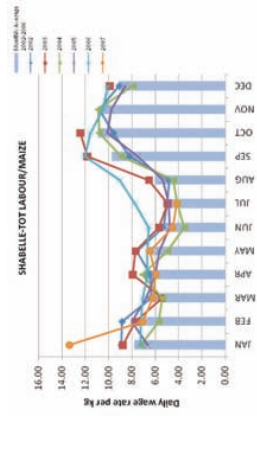
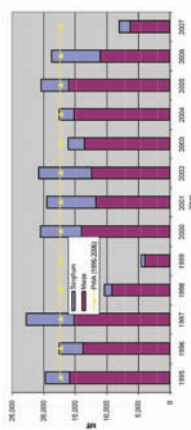
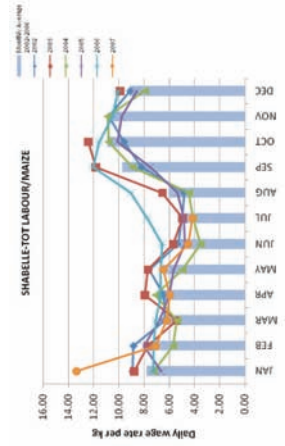
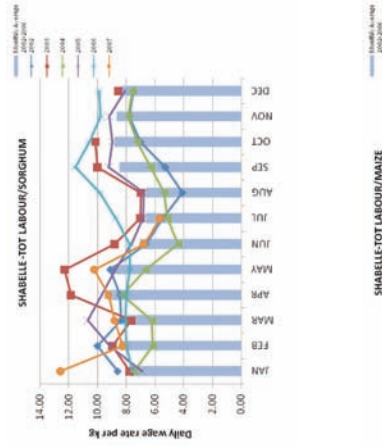
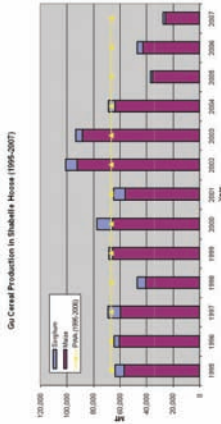
Partie 1: Région touchée, Classification de la phase, Preuves à l'appui pour la Classification de la Phase et pour les Niveaux d'alerte rapide				
<p>Région touchée Période déterminée: Région, District et /ou zone de moyens d'existence</p>	<p>Indicateurs d'impact de référence</p> <p>Référence principale applicable pour l'IPC La déclaration de la phase</p> <ul style="list-style-type: none"> Identifier la classification de la phase pour chaque élément de preuve (i.e. GSA, IAM/L, CAMEA, UH, F/CH) Déclaration des résultats de référence démontrés par les preuves 	<p>Preuves Directes et Indirectes</p> <ul style="list-style-type: none"> Preuves indirectes à l'appui de la classification de la phase de l'IPC Source des preuves Niveau de fiabilité des preuves (1=très fiable, 2=assez fiable 3=non confirmé) 	<p>Classification générale de l'IPC et niveau d'alerte rapide</p> <p>Cocher la case adéquate</p>	
<p>Régions touchées: Jowhar, Marka Balad, Qoriolo, Afgoye, K'warey et Sablaale</p> <p>Zone de moyens d'existence: Fluviale</p> <p>Période déterminée: Juillet-Dec.2007</p> <p>Période prévue de la Phase de l'IPC: Jan.- Juin 2007</p> <p>CF</p>	<p>Accès aux aliments</p> <p>Phase de l'IPC: UH et CAMEA</p> <ul style="list-style-type: none"> Accès aux aliments: Grave insuffisance des garanties; incapable de satisfaire les besoins minimums: 2100kcal/pair personne/par jour. 	<p>Sources Alimentaires Production interne Rapport général: La production de maïs, principale source d'alimentation pour les populations locales, en Gu 07 est très inférieure à la normale et il n'y a pas de réserves de céréales pour les groupes défavorisés car il y a moins de terres cultivées et les revenus du travail agricole sont limités en raison d'un faible rendement saisonnier et d'un afflux élevé des déplacés internes. Par conséquent, les groupes défavorisés sont incapables de satisfaire leurs besoins de base durant une période de 6 mois (juillet-décembre 2007).</p> <p>Production interne: En Gu 07, la production totale de céréales pour Shabelle Riverine est estimée à 35,270Mt dont 27,295Mt vient de Lower Shabelle (41% of Gu PWA, 58%Gu06) et 7,975Mt de M/Shabelle (43% of PWA 1995-2006, 46 Gu06). Cette production est à son plus bas niveau observé entre 1995 et 2006). (Source: FSUAU post-Gu'07 Crop Assessment and FSUAU crop data; R=1).</p> <ul style="list-style-type: none"> Les perspectives de la production agricole en Deyr 07/08 sont aussi incertaines étant donné la dégradation du système d'irrigation, et le prix élevé d'intrants agricoles. Réserves des céréales: Tandis que la production générale est inférieure à la normale, le tonnage total de la saison Gu à Lower Shabelle Riverine correspond à 6 mois de céréales par personne au sein des groupes aisés (classes moyenne et supérieure) (Source: Gu Season Crop Survey, July/August 2007, R=1). 	<p>Classification de la phase de l'IPC: Généralement en Sécurité Alimentaire</p> <p>Insécurité alimentaire modérée/ limite</p> <p>✓ Crise alimentaire et de moyens d'existence aiguë</p> <p>✓ Urgence Humanitaire</p> <p>Famine</p> <p>Niveau d'alerte rapide: Pas d'alerte rapide</p> <p>Alerte</p> <p>Risque modéré</p> <p>✓ Haut risque</p> <ul style="list-style-type: none"> o CAMEA o UH (X) o Famine/CH 	
		<p>Achats sur le marché – Produits de base: Rapport général: Les prix des céréales ne cessent d'augmenter depuis janvier et sont supérieurs de 9% à la moyenne de juillet pour une période de 5 ans. Les prix continueront d'augmenter étant donné que l'on constate une baisse de production en Gu 07. Par conséquent l'approvisionnement des marchés en céréales sera difficile, vu les prévisions d'augmentation des prix.</p> <ul style="list-style-type: none"> Prix de céréales: Bien que les prix de maïs ne cessent pas d'augmenter depuis 6 mois, ils ne sont qu'à 9% supérieurs à la moyenne de juillet pour une période de 5 ans. Cependant, on prévoit une tendance ascendante pour 6 prochains mois (juillet-décembre 2007). Approvisionnement du marché en céréales: L'approvisionnement en céréales est en baisse suite à la faible production en Gu 07 et l'approvisionnement limité en sorgho. En plus, les riverains pauvres n'ont aucune réserve et les céréales disponibles sur le marché sont pratiquement inaccessibles suite à une forte augmentation des prix. (Source: FSUAU post-Gu'07 Assessment; R=2) 		
				

Figure 1.15 (suite)

Accès aux aliments



▪ **Pouvoir d'achat (Termes de l'échange):** Les termes de l'échange des céréales (maïs) par rapport aux salaires de la main-d'œuvre sont à 23% au-dessous de la moyenne sur 5 années (en juillet 07: 4,14kg, tandis qu'en juillet 06:7,73). Cette tendance s'explique par un faible rendement de céréales, un besoin réduit en main-d'œuvre, ainsi qu'une grande offre de main-d'œuvre due à l'afflux des déplacés internes (Source: FSAU Market Data Update July 2007; R=1).

Achats sur le marché (Produits non vivriers)

Rapport général: Large accès aux produits vivriers du à l'hyperinflation à court terme des principaux produits importés suite à la dévaluation du Somali Shilling et la baisse du volume des importations commerciales.

▪ **Les prix des produits importés** sont en hausse. Les prix du sucre et de l'huile de cuisson ont augmenté de 16% et 44% respectivement entre janvier 07 et juin 07 et sont de 32% et 58% supérieurs par rapport à la moyenne sur 5 ans. Le prix de carburant a également atteint son point culminant, 13% au-dessus du « record » enregistré en juin 2004. Les principales causes en sont les pénuries d'approvisionnement, la dépréciation du \$oSh, la hausse des taxes et la situation d'insécurité qui règne sur le marché de Bakaara. (Source: Market Data Update, July 07).

Autres Sources d'Alimentation

Rapport général: Les ressources alimentaires sauvages et le support social diminuent suite à une pression générale au sein de tous les groupes de moyens d'existence sous l'effet de l'inflation, de l'absence d'activités économiques et d'une faible production agricole.

▪ **Consommation des aliments sauvages:** Les rivières défavorisées ont accès aux aliments sauvages (méliphars, végétaux sauvages, poisson) dans les régions qui ont connu les inondations. Cependant, la consommation de mangues est plus répandue partout dans les régions fluviales. (Source: FSAU Post Gu 2007 Assessment, July/August 2007).

▪ **Soutien social/don de nourriture:** Le soutien social basé sur la culture de zaka est en baisse en raison de la faible production de Gu 07. De même, les populations agropastorales voisines subissent des pertes de production agricole (Source: FSAU Post Gu 07 Assessment, R=1).

Sources de revenus:

Vente de Production Interne

Rapport général: L'ensemble des revenus provenant des récoltes a diminué, à cause de la faible production en Gu 07. De plus, la production de Hagai-sésame, la principale culture vendue en liquide, a baissé.

▪ **Les ventes de céréales** diminuent à cause d'une baisse de la production estimée à 50% de Gu PWA à Shabelle Valley. Cependant, la situation varie selon les districts de la région.

▪ **Le revenu en liquide relatif à la vente de Hagai sésame** est quasi nul à cause de l'échec de « Hagai showers » et d'un mauvais système d'irrigation (engorgement des canaux, ruptures etc).

▪ **L'accès aux revenus** provenant des ventes des fourrages (herbe, plantes fourragères, fanes, etc.) est limité une demande accrue en aliments de bétail (Source: FSAU post-Gu 07 Assessment; R=1).

F. Diversité alimentaire

Différentes méthodes de collecte et d'analyse sont actuellement utilisées mais aucune n'a été suffisamment testée pour établir une standardisation. Par exemple, le PAM se sert d'une méthode basée sur un groupe de 12 aliments, avec une période de rappel de 7 jours, et inclut un score de consommation alimentaire dans l'analyse. La FAO a, par ailleurs, adopté la méthode FANTA qui englobe 16 groupes alimentaires recueillis sur la base de 24 heures de rappel. Ceux-ci sont divisés en groupes de 12 aliments pour calculer le score de Diversité alimentaire des ménages (Household Dietary Diversity Score (HDDS)). Aucun accord n'est encore survenu sur les seuils internationaux pour l'un ou l'autre.

Dans l'esprit inclusif de l'IPC, l'analyse peut se faire en utilisant l'une ou l'autre méthode: avec le temps et l'expérience, il serait possible dans l'avenir de suggérer un standard. Il faut aussi standardiser l'interprétation des méthodes DDI (index de Diversité alimentaire). En plus des données délimitées dans le temps, le DDI peut être utile pour surveiller les tendances de la diversité, ce qui permet de comprendre les normes et anomalies saisonnières pour des groupes différents en fonction des moyens d'existence. Des analyses détaillées des groupes alimentaires peuvent contribuer à établir des domaines spécifiques de carences alimentaires, tels que les aliments riches en vitamines A. Ainsi, il est possible d'identifier les axes potentiels d'intervention. Cela pourrait être pertinent dans les situations où la Diversité alimentaire reste faible et a un impact important sur l'ensemble de la situation de la sécurité alimentaire et /ou le statut nutritionnel.

Figure 1.16. Indicateurs d'impact de référence de l'IPC—Diversité alimentaire

Effets de Référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ Catastrophe Humanitaire
		1A et 1B	2	3	4	5
Diversité alimentaire		Régime alimentaire diversifié de qualité et quantité constante	Diversité insuffisante et chronique du régime alimentaire	Diversité très insuffisante du régime alimentaire	Consommation régulière de 3 grands groupes d'aliments ou moins	CND

NDC – Not a Defining Characteristic

Figure 1.17 Exemple de Diversité alimentaire, Somalie

Déficit alimentaire	<p>Rapport général: La Diversité alimentaire est acceptable (l'aide alimentaire représente une source considérable), par contre, les problèmes constatés concernent la fréquence des repas chez les enfants et l'exercice des soins.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation nutritionnelle: L'Étude nutritionnelle d'oct-nov 2007 signale que 96,1% des ménages évalués consomment plus de 3 groupes alimentaires. Les sources alimentaires comprennent surtout des céréales et graines, de l'aide alimentaire et une quantité accrue de fruits et légumes et du lait (Source: FSAU Nutrition Assessment, Oct-Nov 2007, R=1).
Déficit chronique de la Diversité alimentaire	<p>Les pratiques alimentaires des enfants: sont préoccupantes avec 98,8% des enfants prenant des aliments complémentaires avant l'âge recommandé de 6 mois (Source: FSAU/Partner Nutrition). La Diversité alimentaire est acceptable. L'aide alimentaire représente une source considérable, par contre, les problèmes constatés concernent la fréquence des repas chez les enfants et l'exercice des soins.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Étude nutritionnelle d'oct-nov 2007 rapporte que 96,1% des ménages évalués consomment plus de 3 groupes d'aliments. Les sources alimentaires comprennent surtout des céréales et graines provenant de l'aide alimentaire et une quantité accrue de fruits, de légumes et du lait. (Source: FSAU Nutrition Assessment, Oct-Nov 2007, R=1). • Les pratiques alimentaires des enfants sont préoccupantes avec 98,8% des enfants prenant des aliments complémentaires avant l'âge de 6 mois (Source: FSAU/Partner Nutrition Assessment, Oct-Nov 2007, R=1).

g) Accès et Disponibilité en eau

C'est un autre critère dont les Indicateurs d'impact de référence (qualité d'eau consommée) sont difficiles à trouver dans beaucoup de pays, à l'exception des populations spécifiques des camps (déplacés internes ou réfugiés). Plusieurs méthodes indirectes ont été développées pour calculer notamment le trajet (ou temps) mis par les ménages pour atteindre le point d'eau le plus proche pour les besoins ménagers; et le trajet entre le pâturage et l'eau, surtout dans les zones pastorales ou agropastorales. Toutes ces méthodes sont valides.

ENCADRÉ 4

Accès à l'eau et Disponibilités vs. Qualité

Toutefois, une erreur fréquente peut survenir si on utilise la qualité d'eau dans cette partie de la grille d'analyse. Bien que cet indicateur soit important, il est plus approprié au domaine de la santé et devrait être utilisé comme preuve indirecte dans la section concernant les maladies.

Figure 1.18 Indicateurs d'impact de référence de l'IPC—Accès à l'eau/ Disponibilités

Effets de Référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ Catastrophe Humanitaire
		1A et 1B	2	3	4	5
Accès à l'eau/ Disponibilités		Généralement adéquat, Stable (>15 litres par personne par jour)	Presque adéquat, instable (>15 litres par personne par jour)	7,5 – 15 litres par personne par jour, satisfaction des besoins minimums obtenus par dilapidation des avoirs relatifs aux moyens d'existence	<7,5 litres par personne par jour (uniquement pour consommation humaine)	< 4 litres par personne par jour

h) Dénouement/Déplacement

Le dénuement est considéré comme état de pauvreté extrême, dans lequel les individus, les groupes ou les ménages, ayant épuisé leurs avoirs relatifs aux moyens d'existence, deviennent dépendants des autres pour subvenir à leurs besoins fondamentaux. Il est évident que le dénuement est associé directement ou indirectement à l'insécurité alimentaire aiguë (comme cause et effet), car privés d'accès à l'alimentation, les ménages vendent ou se séparent de leurs biens, et de ce fait, ils sombrent dans un état d'insécurité alimentaire. *Le déplacement* est une situation dans laquelle les individus ou groupes se trouvent obligés de se déplacer de leur habitat habituel, généralement à la suite d'un choc tel que conflit, inondation, sécheresse etc. S'ils doivent se déplacer en laissant leurs biens et leurs moyens d'existence habituels, ils deviennent particulièrement vulnérables et peuvent être mis classés comme personnes démunies. Il est important de distinguer ce phénomène de la migration normale ou même anormale qui se fait soit en déplaçant les biens (comme celle des pasteurs nomades avec leur bétail), soit comme élément des stratégies d'adaptation qui peuvent suivre d'une manière régulière les saisons, comme c'est le cas des migrations à la recherche d'un emploi saisonnier.

Il est important aussi de comprendre si les gens sont vraiment dans le besoin: par exemple, un groupe de femmes et enfants pourrait paraître démunie mais, en réalité, ils sont tout simplement séparés des hommes chefs de famille qui sont en train de travailler ou de faire paître leurs troupeaux ailleurs tout en envoyant de l'argent pour assurer ainsi la subsistance habituelle de la famille. Bien que ces deux aspects soient traités ensemble dans l'IPC, il est évident que, selon les circonstances, ils peuvent être abordés séparément ou ensemble: donc, une personne déplacée peut être démunie ou ne pas l'être, et une personne démunie peut être déplacée ou ne pas l'être².

² Il existe un débat quant à savoir si le dénuement ou le déplacement devraient être rassemblés en un même indicateur de l'IPC ou s'ils devraient être séparés et être considérés comme deux indicateurs distincts. C'est là une des questions qui pourrait être précisée dans les prochaines versions de l'IPC, mais pour l'instant il faut les considérer comme un seul indicateur.

En ce qui concerne les grilles d'analyse, comme on peut le constater ci-dessus, il est difficile de chiffrer le dénuement ou le déplacement étant donné que les facteurs et variations peuvent être associés aux deux conditions. Les preuves directes seraient généralement valides dans une situation où les groupes spécifiques sont inclus dans une sorte d'évaluation, et où l'on connaît l'ampleur du déplacement/dénuement (par exemple, des estimations fiables du nombre des personnes touchées), la cause du déplacement ou dénuement et sa gravité. Les preuves indirectes seraient plutôt de nature ponctuelle, anecdotique.

Pour la classification, cet indicateur d'impact de référence IPC n'est pris en considération que dans les phases (3-5) de crises pour des raisons évidentes, et se définit selon l'ampleur du problème (phénomène naissant/ diffus – phase 3; phénomène concentré/ en hausse – phase 4; et phénomène concentré à grande échelle – phase 5. (Voir p. 28 du Manuel technique). Cette différenciation rend compte du caractère évolutif de la phase de tel ou tel phénomène, avec la phase 3 (phénomène naissant/diffus) qui peut être considérée comme le début d'une situation qui pourrait empirer.

Figure 1.19 Indicateurs d'impact de référence de l'IPC—Dénouement / Déplacement

Effets de Référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ Catastrophe Humanitaire
		1A et 1B	2	3	4	5
Dénouement / Déplacement	CND	CND	CND	Phénomène naissant / diffus	Phénomène concentré/ en hausse	Phénomène concentré à grande échelle

CND – Caractéristique non définitoire

Les indications du Manuel technique doivent être enrichies par des connaissances locales sur les moyens d'existence et les comportements des personnes concernées. Il est utile d'inclure quelques informations sur l'ampleur du dénuement/déplacement (la gravité au niveau des ménages ou individuel). Il est toujours important d'identifier les causes immédiates ou sous-jacentes.

I. Sécurité Civile

Comme pour le dénuement/déplacement, l'insécurité civile est étroitement liée à l'insécurité alimentaire, et peut en être une cause ou un effet. Cet indicateur d'impact de référence peut porter à se concentrer sur les conflits visibles, mais il est aussi important de prendre en compte des conflits moins évidents, qui peuvent empêcher l'accès de certaines personnes aux activités et ressources essentielles pour assurer leur subsistance. De même que l'indicateur précédent, l'insécurité civile est difficile à estimer. De plus, elle peut être spécifique à un contexte donné quant à son impact sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. Les phases IPC se fondent sur la gravité et l'intensité du conflit (violent ou non-violent) – voir tableau 1.20 ci-dessous et p.28 du Manuel technique, et la figure 1.21 comme exemple.

ENCADRÉ 5

Par exemple, une tension accrue entre les groupes en conflit peut déstabiliser le fonctionnement commercial ou limiter l'accès au marché (comme c'était le cas après les violences au Kenya à la suite des élections présidentielles contestées en 2007/8), ou encore restreindre les déplacements d'un groupe pastoral.

Figure 1.20 Indicateurs d'impact de référence de l'IPC — Sécurité Civile

Indicateurs d'impact de référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ Catastrophe Humanitaire
		1A et 1B	2	3	4	5
Sécurité Civile		Paix prévalente et structurelle	Instable, tension perturbatrice	Conflit à portée limitée et de faible intensité	Conflit généralisé et de forte intensité	Conflit généralisé et de forte intensité

Figure 1.21: Un exemple de l'insécurité civile à Bahr el Ghazal du Nord (S. Soudan)

Sécurité Civile	<ul style="list-style-type: none"> • La situation extrêmement tendue à BeG du Nord. • Incidents de vol de bétail entre Tonj de l'Est et Rumbek du Nord entraînant l'insécurité [R=2] • La route commerciale entre Meram et la ville de Aweil n'est pas accessible à cause de problèmes d'insécurité, actuellement les commerçants empruntent la route de Abyei- Gok-Machar.
-----------------	--

Normalement, dans le contexte d'insécurité observée, les données quantitatives confirmées concernant les morts et/ou les blessés seraient considérées comme preuves *directes*. Pour les phases moins extrêmes, les comportements observés tels que l'exclusion d'un groupe de ses activités normales relatives aux moyens d'existence seraient des données pertinentes. Les preuves indirectes concernent les informations de nature plutôt anecdotique puisque basées sur des données quantitatives non confirmées.

J. Stratégies d'adaptation

Les stratégies d'adaptation sont importantes en tant que comportement permettant aux individus d'absorber dans une certaine mesure l'impact du choc, en fonction du degré de résilience des moyens d'existence, des individus et des ménages. Les stratégies d'adaptation varient d'un endroit à l'autre et d'un moyen d'existence à l'autre, mais, en règle générale, on peut les classer en trois catégories: a) stratégies d'assurance, b) stratégies de crise et c) stratégies de détresse (*voir p.29 du Manuel technique pour plus de détails*). Elles doivent être prédéfinies dans un pays ou une zone particuliers, de préférence par zone relative aux moyens d'existence.

Les *preuves directes* sont normalement disponibles après une évaluation, un sondage ou un système de contrôle durant lesquels on pose des questions liées à ces trois catégories (ci-dessus). Dans le meilleur des cas, le pays concerné aura développé un indice de stratégie d'adaptation (CSI, *coping strategies index*), ce qui permet à l'indicateur d'être exprimé numériquement.

Les *preuves indirectes* seront moins rigoureuses et plutôt anecdotiques (« les gens sautent les repas » etc.) ne renseignant pas sur les degrés d'adaptation ou l'impact de tels comportements à long terme. Il s'agit néanmoins d'une information importante à inclure dans les grilles d'analyses.

Les stratégies d'adaptation et les indices de stratégie d'adaptation sont spécifiques au contexte et il est difficile d'établir des seuils même au niveau local en vue de la classification. Les traits distinctifs entre les stratégies d'*assurance*, de *crise* et de *détresse*, nous servent de base pour la classification des phases (voir Figure 1.22 ci-dessous). Un exemple est présenté dans la Figure 1.23.

ENCADRÉ 6

L'indicateur d'adaptation n'est pas pertinent pour la phase 1, où les stratégies d'adaptation ne sont pas nécessaires, ni pour la phase 5 où les stratégies d'adaptation ont par définition failli.

Figure 1.22. Indicateurs d'impact de référence de l'IPC — Stratégies d'adaptation

Indicateur d'impact de référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ Catastrophe Humanitaire
		1A et 1B	2	3	4	5
Stratégies d'adaptation	CND		Stratégies d'assurance	Stratégies de crise; Indice de stratégie d'adaptation (CSI) > à la référence en hausse	Stratégies de détresse; Indice CSI nettement > à la référence	CND

CND – Caractéristique non définitoire

Figure 1.2: Un exemple de stratégies d'adaptation à Bahr el Ghazal du Nord (S. Soudan)

Stratégies d'adaptation	<p>Pas de mécanisme de stratégie de détresse observé; les mécanismes d'adaptation sont standard.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La culture commerciale de tabac a augmenté. • Le prélèvement d'aliments sauvages, ainsi que le ramassage du bois de chauffage et du charbon de bois sont généralisés. • Les femmes ramassent et vendent de la paille. • Le petit bétail est vendu et/ou troqué contre des céréales <p>[FARM Africa observation, Jan – March, 08 - R=1]</p> <p>BeG du Nord</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le petit commerce est la source principale de revenus. • Vente de paille et de poteaux. • Culture et vente du tabac. • Cueillette de fruits sauvages. <p>Lacs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pêche • Culture et vente du tabac. • Cueillette de fruits sauvages [lulu, noix de pump] • Vente de bois de chauffage et de paille. • Petit commerce.
-------------------------	---

K. Dangers:

Un danger est un événement menaçant qui doit être pris en compte parallèlement à la vulnérabilité afin de comprendre l'impact ou le risque potentiel d'insécurité alimentaire qui en résulte. Par exemple, de faibles précipitations engendrent un risque élevé d'insécurité alimentaire pour un fermier pauvre (vulnérable) dépendant de la pluie, mais un moindre risque pour un fermier utilisant un système d'irrigation. Il est donc important d'examiner conjointement le *danger*, la *probabilité* qu'il se réalise et la *vulnérabilité* des personnes face à ce danger afin de comprendre l'impact potentiel sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence (*ce qui est exposé dans la partie suivante de la grille d'analyse qui porte sur l'analyse des risques*). Une autre caractéristique importante des dangers est leur fréquence, il y a donc un plus grand risque associé aux dangers récurrents.

Figure 1.24. Indicateurs d'impact de référence de l'IPC — Dangers

Indicateur d'impact / caractéristique de référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ Catastrophe Humanitaire
		1A et 1B	2	3	4	5
Dangers		Probabilité du danger et/ou vulnérabilité faible à modérée	Récurrents, assortis d'une forte vulnérabilité	CND	CND	CND

CND - Caractéristique non définitoire

L. Eléments structurels

En termes d'IPC, il s'agit ici des éléments qui affectent la sécurité alimentaire et exigent une stratégie de long terme, tels que les structures de gouvernance, les infrastructures, les politiques commerciales, la dégradation de l'environnement, ainsi que des questions plus sociales comme celle des inégalités. Ces questions sont souvent négligées lorsque l'on traite le domaine humanitaire de l'insécurité alimentaire, car elles relèvent des politiques et des structures de développement à long terme. Toutefois, au sein de l'IPC, il est important de prendre en considération les questions structurelles afin d'effectuer une analyse globale, et d'identifier les causes immédiates aussi bien que sous-jacentes. Les conditions structurelles ne sont utilisées comme caractéristiques de référence clé que pour faire la distinction entre les phases 1 et 2, mais elles sont souvent présentes dans des phases plus graves en tant que causes sous-jacentes. Dans cette optique, il est important d'aborder les questions structurelles dans la partie 3 de la grille d'analyse dans laquelle sont analysées des questions sous-jacentes et des réponses possibles. Les questions structurelles ne sont pas faciles à mesurer et varient fortement d'un endroit à l'autre. De ce fait, ce n'est pas un indicateur objectif, et il faut rester vigilant quant à son importance au moment de procéder à la classification de la phase.

Figure 1.25. Indicateurs d'impact de référence IPC—Conditions structurelles

Indicateur d'impact de référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ Catastrophe Humanitaire
		1A et 1B	2	3	4	5
Éléments structurels		CND	Entraves sous-jacentes prononcées	CND	CND	CND

CND - Caractéristique non définitoire

M. Avoirs relatifs aux moyens d'existence (5 capitaux):

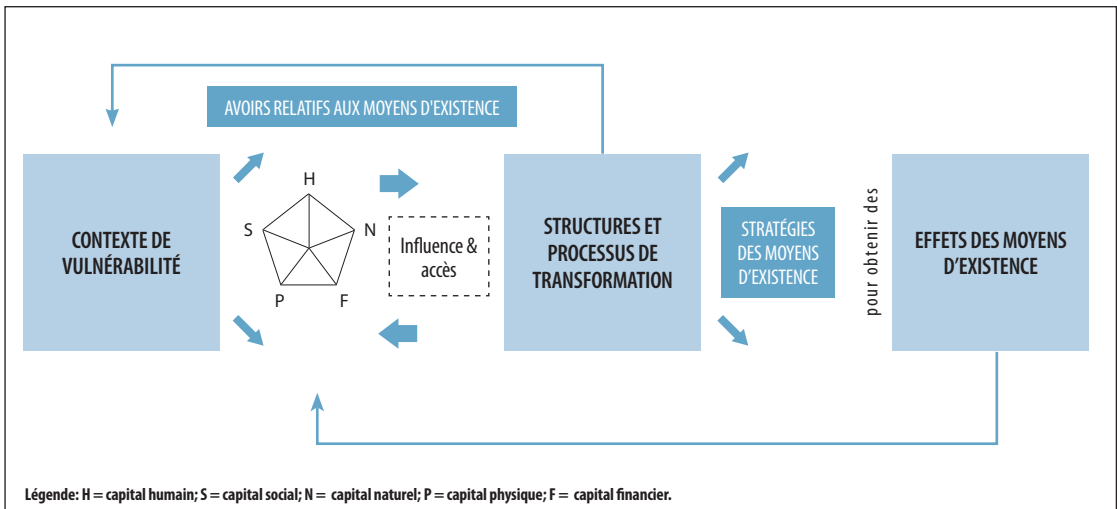
Les moyens d'existence constituent un concept implicite dans le cadre de l'IPC: la classification des phases est basée sur l'approche des moyens d'existence (par exemple, pour la phase « Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë »). Selon cette approche, on accorde autant d'importance à la sauvegarde des moyens d'existence qu'à la protection des vies: « ... il est généralement reconnu que sauver des vies est un objectif stratégique important mais limité pour les interventions en matière de sécurité alimentaire et humanitaires. Il est également important de soutenir simultanément les moyens d'existence afin d'accroître la résilience et d'améliorer le bien-être général des populations. La sécurité alimentaire est donc abordée par une approche holistique et durable, et la probabilité de dépendance face à l'aide en est diminuée. De ce fait, la sauvegarde des moyens d'existence constitue un objectif stratégique en soi.» (page 31 du Manuel technique IPC Version 1.1).

Selon l'approche relative aux moyens d'existence durables (AMED), les moyens d'existence sont définis comme suit:

« Les moyens d'existence englobent les **capabilités**, les **avoirs** (y compris les ressources matérielles et sociales), ainsi que les **activités** indispensables pour assurer sa subsistance. Les moyens d'existence sont durables s'ils peuvent supporter les tensions et les chocs et s'en remettre; et s'ils arrivent à entretenir et renforcer leurs capabilités et avoirs dans la situation actuelle ainsi que dans l'avenir, sans endommager les ressources naturelles de base. »

Afin d'aider à mieux comprendre et d'illustrer les différents composants de ce concept, un cadre de moyens d'existence a été élaboré ci-dessous (Figure 1.26).

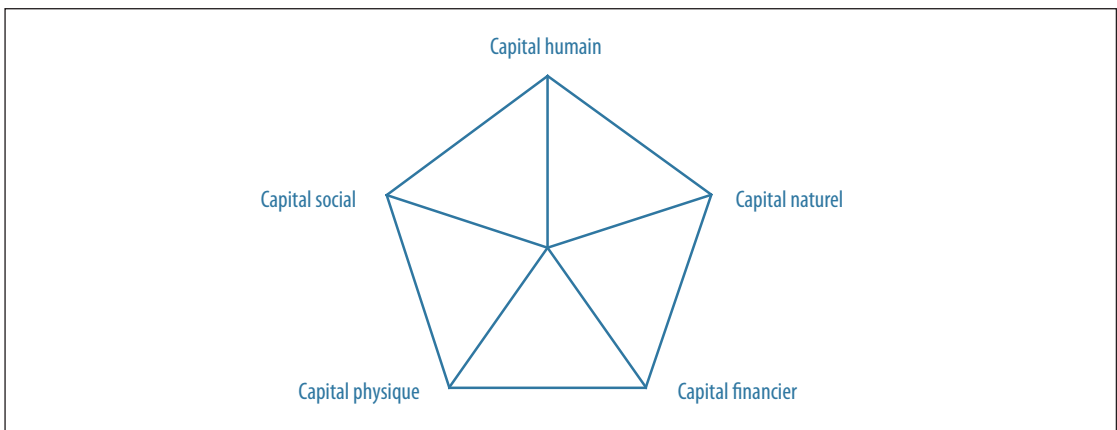
Figure 1.26 Cadre des moyens d'existence durables



Source: DFID, Sustainable Livelihoods Guidance Sheet 1, 1999 (www.livelihoods.org)

Afin de pouvoir soutenir les moyens d'existence, il faut déjà avoir une bonne compréhension des moyens d'existence en question. Dans le cadre de l'IPC, la composante « moyens d'existence » est axée sur les avoirs relatifs aux moyens d'existence, soit cinq capitaux étroitement liés, tels qu'ils figurent dans la Figure 1.27.

Figure 1.27: Une illustration de cinq capitaux interreliés



Le Capital humain représente les compétences, les connaissances (y compris l'éducation), l'aptitude au travail et la bonne santé, qui tous ensemble permettent aux individus d'adopter des stratégies variées et d'atteindre leurs objectifs relatifs aux moyens d'existence.

Le Capital social comprend les ressources sociales dont les individus dépendent pour la réalisation de leurs objectifs relatifs aux moyens d'existence. En règle générale, ces ressources sont développées à travers les réseaux, l'interconnexion, l'appartenance à des groupes plutôt formels, ainsi qu'à travers les relations de confiance et les échanges mutuels (les filets de sécurité informels). Ce capital comprend aussi l'inclusion et la capacité d'expression politiques.

Le Capital naturel représente les stocks de ressources naturelles à partir desquels les individus puisent leurs ressources relatives aux moyens d'existence – par exemple les espaces naturels, la fertilité du sol, les arbres, les zones de pêche, etc.

Le Capital physique comprend les infrastructures et biens de production de base indispensables pour soutenir les moyens d'existence tels que les ponts, routes, marchés et télécommunications.

Le Capital financier englobe les ressources financières que les individus utilisent pour atteindre leurs objectifs relatifs aux moyens d'existence. Le capital financier peut inclure les flux ainsi que les stocks, et peut contribuer à la consommation aussi bien qu'à la production. En règle générale, ce capital comprend les revenus, les versements, les dons, l'épargne et l'accès au crédit.

Il va de soi que les cinq capitaux sont, dans une certaine mesure, interchangeables: par exemple le capital financier peut être converti en capital humain à travers les frais de scolarité. Une analyse AMED prend en considération l'interaction entre les cinq capitaux et au travers des institutions, en vue d'analyser les résultats de l'ensemble en termes de moyens d'existence.

Il s'agit d'une distinction importante, car les analystes utilisant l'IPC pour la première fois remplissent souvent cette partie de la grille avec une analyse basée de type AMED, au lieu d'examiner l'impact d'aléas ou d'événements adverses sur les moyens d'existence et d'évaluer la perte des avoirs qui en résulte. Par exemple, lors d'une analyse basée sur l'AMED, notre étude pourrait être axée sur les avoirs en bétail des groupements pastoraux comme principale ressource (capital physique) en matière de moyens d'existence et l'interaction de ce capital avec d'autres capitaux. Cependant, au sein de l'IPC, nous nous intéresserons davantage aux effets d'un événement adverse particulier tel qu'une sécheresse ou une maladie sur les avoirs (Figure 1.28). Par conséquent, dans les grilles d'analyses, nous nous attendons à voir des preuves de diminution des avoirs relatifs aux moyens d'existence. Citons à titre d'exemple un énoncé suivant: « 40% de perte de bétail suite à une attaque de peste bovine ». Un exemple provenant de Somalie (Figure 1.29) illustre cette distinction.

ENCADRÉ 7

Au sein de l'IPC, les cinq capitaux sont utilisés d'une manière plus simple qui met l'accent sur leur accès, le taux d'érosion, la possibilité qu'ils s'effondrent complètement et leur durabilité. A même titre, on prend en compte l'importance relative de ces avoirs pour tous les moyens d'existence d'un groupe de la population. Cette information peut être présentée sous forme d'un énoncé narratif avec une référence aux preuves citées.

Figure 1.28. IPC Indicateurs d'impact de référence—Avoirs relatifs aux moyens d'existence

Indicateurs d'impact de référence	PHASE	Généralement en sécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée / limite	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Urgence Humanitaire	Famine/ Catastrophe Humanitaire
		1A et 1B	2	3	4	5
Avoirs relatifs aux moyens d'existence, (5 capitaux: humain, social, financier, naturel, physique)		Utilisation généralement durable	Utilisation non durable accentuée	Épuisement critique et accéléré ou perte d'accès	Épuisement ou perte d'accès presque totale et irréversible	Perte totale effective; effondrement

Figure 1.29: Exemple d'analyse des moyens d'existence à Hiran (Somalie)

<p>Avoirs relatifs aux moyens d'existence (5 capitaux)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Capital naturel: En saison Deyr la pluie a commencé tôt dans la région de Hiran. Le niveau de précipitations est largement inférieur à la moyenne, 50 – 70% par rapport à la moyenne de long terme, information confirmée par la réalité de terrain. Par conséquent, la production de l'élevage a diminué en raison des herbages réduits. Source: (FSAU/Partner assessment et FEWS NET satellite imagery, Dec.07), R=1. ● Capital physique: Les réseaux routiers et les infrastructures sont en mauvais état et se dégradent d'année en année à cause du manque d'entretien et de la réhabilitation défailante depuis plus d'une décennie. De plus le mauvais état des infrastructures publiques augmente les coûts de transport. Plusieurs canaux principaux restent encombrés. Des canalisations, des ponts et des rives sont en état déplorable dans plusieurs parties de la région à cause des dégâts causés par des inondations consécutives dans les zones fluviales. Source: FSAU/Partner post Deyr'07/08 assessment, R = 1) ● Capital social: le soutien social dans la communauté agro-pastorale est profondément affaibli durant cette saison étant donné la baisse du rendement saisonnier, ce qui restreint les dons et les paiements de Zakat. Source: (FSAU/partner post Deyr'07/08 assessment, R = 1) ● Capital humain: Aucun accès ou accès limité à l'éducation officielle (écoles), mais des écoles coraniques existent dans la plupart des régions. Cependant, la fréquentation scolaire et la qualité d'éducation dans certains districts tels que Beletweyn et Buloburte se sont améliorées. La plupart des parents n'ont pas de qualifications et dépendent fortement du travail agricole et d'autres activités autonomes comme le ramassage et la vente des ressources de brousse. <p>Accès limité ou inexistant aux soins médicaux dans les zones rurales, à l'exception des villages principaux et des zones urbaines. (FSAU/partner post Deyr 07/08 Assessment, R=1)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Capital financier: Selon l'enquête menée par FSAU (cf. source) dans la région de Hiran, il y a une légère croissance du capital en bétail pour toutes les espèces. Entre avril et décembre 2007, la croissance est de 6% pour les chameaux, de 16% pour les ovins, et de 23 % pour les bovins. Même si les résultats de cette saison sont faibles, la croissance est le fruit de résultats antérieurs. L'endettement de la population agro-pastorale va continuer à augmenter, vu que leurs revenus sont limités et que les prix des produits de base et d'autres articles de consommation restent élevés avec une tendance à la hausse. Source: (FSAU/partner post Deyr'07/08 assessment, R = 1)
--	--

Pour conclure ce Module...

Bravo! Vous venez de terminer une grande partie du travail indispensable pour faire une analyse IPC, et une fois que vous avez complété la *colonne 2* pour toutes les zones géographiques et de moyens d'existence, vous êtes prêts à effectuer la classification dans le module suivant. Mais avant de continuer, il est utile de prendre un instant pour se demander:

- Avez-vous inclus toutes les données pertinentes, **directes** ou indirectes ?
- Les données sont-elles présentées de la meilleure manière, la plus concise possible ?
- Avez-vous identifié la source de chaque preuve ?
- Avez-vous bien évalué le niveau de fiabilité de chaque preuve ?

Vous aurez certainement quelques lacunes dans vos preuves, soit à cause du manque de données, soit en raison du manque de fiabilité; vous pourrez aussi avoir des preuves directes incomplètes. Mais, quoiqu'il en soit, vous pourrez quand même procéder à la classification. Certes, plus vous aurez de preuves, plus vous serez sûr de votre analyse.

MODULE 2

ÉTABLIR LA CLASSIFICATION DE LA PHASE

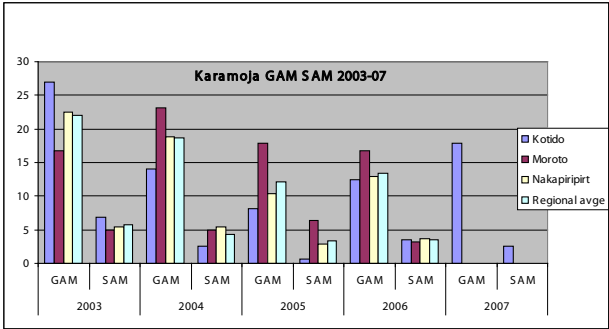
2.1 Objectifs et finalités du module

- **L'objectif** est de vous guider à juger de la classification de la phase à l'aide d'une bonne analyse de vos données
- **Vous serez capable de:**
 - o analyser les preuves directes et indirectes en les classifiant en fonction des indicateurs
 - o rassembler vos preuves et en analyser la convergence
 - o établir la classification finale de la phase en y attribuant un score de confiance

2.2 Vous avez besoin:

- ✓ de personnes compétentes en la matière pour arriver à un consensus technique en faisant la classification (à voir aussi le Module 8 « Comment mettre sur pied l'IPC dans votre pays »)
- ✓ d'une grille complète d'analyse des preuves, partie 1 colonne 2

Figure 2.1: Colonnes 1 et 2 d'une grille d'analyse complète (Partie 1)

Région analysée: Sous-région de Karamoja; Production de céréales, Sorgho-bétail, Pastoral	
Résultats de référence (tels que définis par le tableau de référence IPC)	Preuves directes et indirectes pour une Phase durant une période déterminée <ul style="list-style-type: none"> • Enumérez les preuves directes et indirectes (par ex. des proxies ou des indicateurs de processus) des effets (notez les preuves directes en gras) • Notez la source de la preuve • Notez le niveau de fiabilité des preuves (1=très fiables, 2=assez fiables 3=non confirmées) • Identifiez la classification de la phase pour chaque élément de preuve • Notez 'Non applicable' ou 'non disponible' si nécessaire
<i>Taux brut de mortalité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans – 174 sur 1000 naissances déclarées – très élevé par rapport à la moyenne nationale • Le taux de mortalité infantile est aussi très élevé (...) (UDHS 2006, R1)
<i>Malnutrition aiguë</i>	<ul style="list-style-type: none"> • MGA – 13.4%, MSA – 3.5% (Ministère de la Santé, Unicef, PAM, Evaluation nutritionnelle 2006, R1) • Utilisation en hausse de programmes de nutrition d'appoint et thérapeutique à l'hôpital de Matany (Bulletin nutritionnel d'Ouganda, Jan-Sept 2007, R1) • Proportion des enfants avec CBMH (périmètre brachial) en rouge, très élevée parmi les ménages en insécurité alimentaire. • Tendence de MGA en hausse, de 2005 à 2006 - de 12.1 à 13.4% Phase 3 

- ✓ de la section 4.2 du Manuel technique, Impacts de référence clés (P.13-24)
- ✓ du tableau de référence axé sur les phases et les indicateurs d'impact de référence (voir page 4 du Manuel technique):

Figure 2.2: Tableau de référence de l'IPC

Classification de la phase		Résultats de référence clés
		<i>Effets immédiats ou imminents sur les vies humaines et les moyens d'existence; sur la base de preuves directes et indirectes convergentes, plutôt que sur des seuils absolus. Il n'est pas nécessaire de disposer de tous les indicateurs pour procéder à la classification</i>
1	Généralement en sécurité alimentaire	<p><i>Taux brut de mortalité</i> < 0,5 / 10,000 / jour</p> <p><i>Malnutrition Aiguë</i> <3 % (indice poids-taille <-2 z-scores)</p> <p><i>Retard de croissance</i> <20% (taille-âge <-2 z-scores)</p> <p><i>Accès à l'alimentation/Disponibilité</i> généralement adéquats (> 2,100 kcal par personne/ jour), stable</p> <p><i>Diversité du régime alimentaire</i> régime alimentaire diversifié, de qualité et quantité constantes</p> <p><i>Accès à l'eau/Disponibilité</i> généralement adéquat (> 15 litres par personne/ jour), stable</p> <p><i>Dangers</i> probabilité et vulnérabilité faibles ou modérées</p> <p><i>Sécurité Civile</i> paix établie et structurelle</p> <p><i>Avoirs relatifs aux moyens d'existence</i> utilisation généralement durable (de 6 capitaux)</p>
2	Insécurité alimentaire modérée/ limite	<p><i>Taux brut de Mortalité</i> <0.5/10,000/jour; TMM5 <1/10,000/jour</p> <p><i>Malnutrition Aiguë</i> >3% mais <10 % (indice poids-taille <-2 z-scores), fourchette habituelle, stable</p> <p><i>Retard de croissance</i> >20% (taille/âge <-2 z-scores)</p> <p><i>Accès à l'alimentation /Disponibilité</i> presque adéquat (2100 kcal par personne/jour): instable</p> <p><i>Diversité du régime alimentaire</i> diversité chroniquement insuffisante du régime alimentaire</p> <p><i>Accès à l'eau /Disponibilité</i> presque adéquat (15 litres par personne/jour); instable</p> <p><i>Dangers</i> récurrents, avec une vulnérabilité élevée des moyens d'existence</p> <p><i>Sécurité Civile</i> Instable; tension perturbatrice</p> <p><i>Stratégie d'adaptation</i> "stratégies d'assurance"/stratégies d'adaptation</p> <p><i>Avoirs relatifs aux moyens d'existence</i> Utilisation perturbée et non durable (des avoires relatifs aux moyens d'existence)</p> <p><i>Conditions structurelles</i> Importantes entraves sous-jacentes à la sécurité alimentaire</p>
3	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	<p><i>Taux brut de Mortalité</i> 0.5-1 /10,000/jour, TMM5 1-2/10,000/jour</p> <p><i>Malnutrition Aiguë</i> 10-15 % (indice poids-taille <-2 Z-scores), > à la normale, en augmentation</p> <p><i>Maladies</i> épidémies, en augmentation</p> <p><i>Accès à l'alimentation /Disponibilité</i> manque de garanties; 2 100 Kcal par personne/jour, obtenues par dilapidation des avoires relatifs aux moyens d'existence</p> <p><i>Diversité alimentaire</i> Diversité très insuffisante du régime alimentaire</p> <p><i>Accès à l'eau /Disponibilité</i> 7,5-15 litres par personne/jour, obtention par dilapidation des avoires relatifs aux moyens d'existence</p> <p><i>Dénuement /Déplacement</i> tendance nouvelle; diffusée</p> <p><i>Sécurité Civile</i> conflit peu diffus, de faible intensité</p> <p><i>Stratégies d'adaptation</i> "stratégies de crise"; indice de stratégie d'adaptation (CSI) > à la référence; en hausse</p> <p><i>Avoirs relatifs aux moyens d'existence</i> épuisement, ou perte accélérée et critique d'accès,</p>
4	Urgence Humanitaire	<p><i>Taux brut de Mortalité</i> 1-2 / 10,000 / jour, >2x taux de référence, en augmentation; TMM5 > 4/10,000/jour</p> <p><i>Malnutrition aiguë</i> 15 % (indice poids-taille <-2 Z-scores), > à la normale, en augmentation</p> <p><i>Maladies</i> Pandémie</p> <p><i>Accès à l'alimentation /Disponibilité</i> grave insuffisance des garanties; incapacité d'accéder à 2 100 Kcal par personne/jour</p> <p><i>Diversité du régime alimentaire</i> consommation régulière de 2-3 grands groupes d'aliments, ou moins</p> <p><i>Accès à l'eau /Disponibilité</i> < 7,5 litres par personne/jour (utilisation par l'homme uniquement)</p> <p><i>Dénuement //Déplacement</i> Concentré; en augmentation</p> <p><i>Sécurité civile</i> conflit diffus, de forte intensité</p> <p><i>Stratégies d'adaptation</i> "stratégies de détresse"; indice nettement > à la référence</p> <p><i>Avoirs relatifs aux moyens d'existence</i> épuisement, ou perte d'accès, quasi total et irréversible</p>
5	Famine/ Catastrophe Humanitaire	<p><i>Taux brut de Mortalité</i> > 2/10,000 /jour, TMM5>4/10</p> <p><i>Malnutrition aiguë</i> > 30 % (poids/taille <-2 z-scores)</p> <p><i>Maladies</i> Pandémie</p> <p><i>Accès à l'alimentation /Disponibilité</i> insuffisance extrême des garanties; disponibilités très inférieures à 2 100 Kcal par personne/jour</p> <p><i>Accès à l'eau /Disponibilité</i> < 4 litres par personne/jour (utilisation par l'homme uniquement)</p> <p><i>Dénuement /Déplacement</i> À grande échelle, concentré</p> <p><i>Sécurité Civile</i> conflit diffus, de forte intensité</p> <p><i>Avoirs relatifs aux moyens d'existence</i> perte effective totale; effondrement</p>

2.3 Avant de commencer...

Après avoir consigné toutes vos données et preuves dans la colonne 2 de la Partie 1 de la grille d'analyse, vous êtes prêt à procéder à la **classification de la phase**. La clé de ce processus est le concept de la « *convergence de preuves* » qui permet de classer sur la base des preuves disponibles, en se servant des indicateurs d'impact de référence comme guide. *Il ne faut pas considérer tel ou tel indicateur ou preuve comme étant plus important que l'autre*. Vu qu'il s'agit d'une situation très complexe avec un grand nombre de variables, il est indispensable de prendre en considération les connaissances locales.

« Il s'agit essentiellement d'effectuer une analyse améliorée de la situation sur la base des données disponibles et de notre compréhension du contexte. »

Au premier abord, la démarche peut sembler difficile mais dans la pratique, elle est rarement problématique car en général nos preuves tendent à nous mener aux conclusions évidentes. Dans certaines situations, il arrive qu'un indicateur particulier entre en contradiction avec les autres, ce qui nous incite à nous interroger soit sur la fiabilité des données, soit sur les raisons possibles pour lesquelles cette information nous mène à des conclusions différentes des autres.

Le cas du Soudan du Sud en est bon exemple, où des niveaux élevés persistants de malnutrition aiguë (poids/taille) ont été rapportés dans des régions où d'autres indicateurs de sécurité alimentaire indiquent que la situation est assez bonne (normalement en phase 2). En débattant de la question, il apparaît vite que la cause de la malnutrition élevée n'est pas directement liée à l'accès à l'alimentation ou à sa disponibilité mais qu'elle est plutôt le résultat d'une mauvaise qualité de l'eau conjuguée à de mauvaises pratiques dans les soins infantiles.

En d'autres termes, il ne faut pas prendre un impact de référence (en l'occurrence la malnutrition aiguë) comme seule preuve pour classer la région, même si cette preuve est fiable et supérieure à un seuil d'urgence. Dans ce cas particulier, nos collègues au Soudan du Sud ont classifié la région selon la phase 2 car toutes les preuves soutenaient cette phase. Ils ont cependant mis en exergue la question de la malnutrition aiguë et de ses causes dans leurs rapports écrits développant l'analyse de la situation. Il s'agit d'un exemple qui illustre le type de débats favorisés par le processus IPC.

Avant de poursuivre la classification, il est important d'expliquer la situation appelée « *masquée* » qui concerne des contextes humanitaires dans lesquels l'aide apportée a un impact positif sur les indicateurs des effets et, dans un sens, contribue à masquer la situation sous-jacente. Il est plus facile de mesurer l'effet de l'assistance humanitaire dans une situation contrôlée, par exemple dans un camp, où les données exactes sont disponibles, y compris l'aide alimentaire, l'eau, les dispositifs sanitaires, etc. et où la population des camps a un accès limité ou nul aux autres ressources. Il est plus difficile d'étudier un grand nombre de personnes quand elles ne sont pas déplacées, en particulier quand l'appui humanitaire diminue, ce qui rend impossible la projection de la phase sous-jacente.

Le cas du Darfour est un bon exemple d'une situation dans laquelle les personnes déplacées à la suite du conflit sont presque totalement dépendantes de l'aide humanitaire. **Même dans ce type de cas, votre classification doit être basée sur les preuves disponibles, sous peine de saper l'essence même de l'IPC.** Ce cas de figure peut paraître contradictoire, d'autant plus que si vous classifiez une situation comme étant hors de crise, les décideurs humanitaires en déduiront que les secours n'y sont plus indispensables, et pourtant, vous savez très bien que si l'assistance humanitaire est suspendue, cette situation se transformera en crise. Or, bien qu'il soit important de faire la classification à partir des preuves, il est également indispensable de transmettre un message aux décideurs qui, dans ce cas précis, pourrait être formulé ainsi: « les efforts d'assistance réussie ont contribué à améliorer les indicateurs d'impact jusqu'au niveau normal, néanmoins, les personnes déplacées sont entièrement dépendantes de l'aide humanitaire qui doit être maintenue pour éviter la dégradation vers les phases 3, 4 et 5 ». De plus, la présence de l'aide doit être signalée et justifiée dans votre grille d'analyse. A titre d'exemple, notons que l'aide alimentaire sera listée sous le titre de « accès aux aliments et disponibilité. N'oubliez pas que l'assistance représente une partie considérable de l'ensemble de la sécurité alimentaire. Pour l'instant, l'effet de masquage n'est pas suffisamment couvert dans les protocoles cartographiques, ce qui rend les commentaires écrits très importants. Ces lacunes cartographiques ont été reconnues et des efforts ont été entrepris aux niveaux régional et international pour créer un nouveau symbole afin d'interpréter les effets des situations « masquées ».

2.4 Étape 1: Classification de chaque indicateur cas par cas

Il existe plusieurs méthodes pour effectuer la classification, mais il est plus aisé de classer les phases pour chaque impact de référence/ preuve afin d'avoir une vision plus claire sur la convergence des preuves. A ce sujet, il est important de se référer à la *Partie 4.2 « Indicateurs d'impact de référence clés »* du Manuel technique pour classer chaque résultat. Cette section du Manuel contient beaucoup d'informations et des conseils pour assigner les phases et l'objet de ce guide n'est pas de les reproduire. **Au moment de procéder à la classification de chaque indicateur, il est bon de garder à l'esprit quelques éléments qui pourraient faciliter la démarche:**

1. Les phases doivent être *courantes et imminentes, et avoir une période de validité*. Cela est important parce que nous tenons à fournir à tous les décideurs une analyse situationnelle qui se veut dynamique et prévoyante plutôt qu'une analyse statique et figée dans le temps. Comme on l'a constaté dans le module précédent, les résultats de l'IPC devraient avoir une période de validité définie. Donc, en classant chaque indicateur, il faut l'analyser dans le contexte présent en se posant des questions telles que: « *Quelle est la situation en cours?* », tout en évaluant les tendances prévisibles dans la période de validité de l'analyse: « *Quels sont les événements à venir dont je suis sûr qu'ils vont se produire?* ».

La période de validité va varier d'un pays à l'autre parce qu'elle est liée aux saisons agro-climatiques et au calendrier agricole. En règle générale, une analyse IPC se fera vers ou à la fin de la saison des pluies, et sa validité va s'étendre jusqu'au même moment, c'est-à-dire, à la fin de la prochaine saison des pluies. Dans certains cas, il serait plus pertinent de faire une revue de mi-saison, ce qui ne suppose pas une analyse « complète », les informations obtenues peuvent toutefois être utilisées pour avertir les décideurs sur le rendement de la saison (*l'étape 2 contient plus d'informations sur ce sujet*).

2. **Les preuves directes et indirectes:** Comme expliqué dans le module précédent, vous aurez un mélange des preuves directes et indirectes et, dans la plupart des cas, faute de données, vous aurez plus des preuves indirectes que directes. Cela ne pose pas de problème, par contre, il faut réfléchir à la façon d'interpréter les différentes données. Les données les plus simples à classer dans l'IPC sont les données quantitatives fiables qui sont liées directement à un indicateur d'impact ayant un seuil reconnu. Les indicateurs comme la malnutrition aiguë et la mortalité seront classés dans ce groupe. D'autres preuves directes qui ne sont pas quantitatives ou qui n'ont pas de seuil sont classifiées sur la base d'une description qui sera la plus spécifique possible. La sécurité civile, les maladies, le dénuement/le déplacement et les moyens d'existence sont des exemples de ce type de preuves. Même si ces preuves peuvent être plus ou moins imprécises, elles décrivent la situation directement.

De l'autre côté, les *preuves indirectes* décrivent un impact de référence donné à travers des proxies et des indicateurs de processus qui sont, par définition, indirects. Pour cette raison, **il vous revient de faire l'association appropriée entre vos preuves indirectes et un impact de référence particulier**, en prenant en considération le contexte relatif aux moyens d'existence et les interactions avec les autres facteurs. Il est donc important d'interpréter chaque preuve indirecte avec une bonne compréhension des liens entre ces preuves et les impacts pour des moyens d'existence ou des communautés spécifiques.

ENCADRÉ 1

En étudiant l'accès à l'alimentation, les prix des céréales et du bétail sont souvent utilisés comme preuves indirectes. Pourtant, leur impact sur les différentes personnes ne sera pas le même: une rapide augmentation des prix de céréales et une baisse des prix de bétail peuvent être interprétées, par exemple, comme des facteurs de dégradation des termes de l'échange pour les populations pastorales. Cependant, ces mêmes facteurs peuvent être avantageux pour les agriculteurs en leur permettant de vendre leurs surplus céréaliers et ainsi d'augmenter leurs revenus.

3. **Confiance:** Quand les gens – surtout les analystes de la sécurité alimentaire - voient l'outil IPC pour la première fois, ils s'inquiètent souvent de ne pas avoir assez de données pour faire une classification. Cela peut en effet sembler effrayant... mais dans la pratique, il est possible de faire une classification même si les données sont rares.

Bien évidemment, le niveau de confiance de cette classification ne sera pas aussi élevé que pour une classification disposant de données plus complètes ou d'une meilleure qualité, mais elle est néanmoins possible. Si vous êtes inquiet à ce propos, pensez au fait que les décisions concernant la sécurité alimentaire seront prises à partir des preuves disponibles (ou même en l'absence des preuves) – il est bien sûr préférable d'informer les décideurs à travers l'analyse systématique des données existantes.

Il est important d'informer les utilisateurs finaux des résultats de l'IPC sur le niveau de confiance de la classification finale. Au fur et à mesure que vous classifiez chaque impact de référence, vous devez développer une échelle de référence que vous pouvez utiliser pour informer les gens sur le niveau de confiance.

Cette échelle de référence est le produit de trois facteurs:

- La fiabilité des preuves (vous aurez déjà évalué le degré de fiabilité de chaque preuve en remplissant les grilles d'analyse);
- La quantité et la cohérence des preuves, vu qu'une preuve est moins convaincante que deux ou trois preuves provenant de sources différentes et se corroborant;
- La solidité des preuves indiquant l'impact de référence.

Une fois que vous avez classé tous les indicateurs d'impact de référence, vous pouvez passer à l'étape suivante.

2.5 Étape 2: Convergence des preuves et Classification générale

Comme mentionné dans la partie 2.3, le concept central est la **convergence des preuves**, autrement dit, quelle est l'histoire collective reflétée par vos indicateurs?

Le tableau suivant (Figure 2.3) qui concerne un exemple du Sud du Soudan est un outil intéressant pour résumer la phase de classification de chaque impact de référence, permettant de voir clairement la convergence des preuves. Notez qu'ici le résultat de la malnutrition sévère était en phase 3 (comme vu précédemment), mais la phase finale assignée était la phase 2.

Ce tableau se limite à présenter un résumé ou une vue d'ensemble de la grille d'analyse détaillée avec toutes vos preuves, et en tant que tel, il pourrait être utilisé comme guide pendant la phase de classification. Il est utile d'élaborer le moyen – ou la phase la plus populaire – pour vous aider à établir votre jugement, mais ceci n'est qu'un guide et non pas un processus mathématique.

Tableau 2.1: Tableau récapitulatif de la classification IPC sur la base des données de la zone relative aux moyens d'existence au Sud du Soudan

Effet de référence	Degré de fiabilité (1,2 or 3)	Classification* (1-5)
TBM	2	1
Malnutrition aiguë	2	3
Retard de croissance	-	-
Maladies	2	2
Accès à l'alimentation / disponibilité	2	2
Diversité du régime alimentaire	1	2
Accès à l'eau/ Disponibilité	2	2
Dangers	2	2
Sécurité civile	2	2
Stratégie d'adaptation	1	2
Avoirs relatifs aux moyens d'existence	2	2
Conditions Structurelles	2	2
SYNTHÈSE	2	2

*GSA=1; IAML=2; CAMEA=3; UH=4; FCH=5

En règle générale, votre classification doit être basée sur les *plus vulnérables* dans la région ou dans la ZME³. Nous savons bien que toutes les personnes ne seront pas affectées de la même façon par les dangers: dans la plupart des cas, les avoirs des personnes démunies seront plus vulnérables alors que certaines personnes pourront même en profiter. Dans cette situation, il est important de souligner ce que vous tenez à communiquer. Par exemple, si une petite proportion de population se trouve dans une situation critique et a besoin d'une aide urgente, il est important de classer toute la zone en se basant sur les personnes vulnérables. Dans le *Module 4*, nous verrons comment représenter les différentes populations estimées pouvant se trouver dans des phases différentes au sein d'une même phase générale, afin de communiquer la nature de l'insécurité alimentaire.

Les indicateurs ne sont pas pondérés au sein de l'IPC, et en principe, chaque indicateur est aussi important qu'un autre. Toutefois, en pratique, nous essayons d'intégrer autant que possible une différenciation de leur poids sur la base des connaissances locales. Si, par exemple, nous savons que tel ou tel indicateur (citons à ce titre l'accès aux aliments suite à l'hyperinflation) est central dans la résolution des problèmes relatifs à la sécurité alimentaire, nous accorderons plus de poids à cet indicateur plutôt qu'à un autre, jugé moins important à nos yeux. **Finalement, c'est à vous de formuler le meilleur jugement à partir des preuves disponibles et de vos propres connaissances.**

De la même façon que pour l'étape 1, votre classification doit inclure la situation actuelle et celle en devenir – le « présent » et le « futur proche » dans le cadre d'une période précise de validité importante pour l'analyse. Comme mentionné plus haut, une analyse IPC typique pourrait se faire généralement durant ou vers la fin de la saison de pluies, et sa validité s'étendrait à la même période de la saison de pluies suivante. Dans certains cas, il est pertinent de faire une revue de mi-saison, ce qui ne constitue pas une analyse IPC « complète », mais est utile pour fournir aux décideurs un avertissement précoce sur les performances de la saison.

De toute évidence, une analyse devrait être faite d'une manière plus appropriée et réactive, s'il s'agit, par exemple, un danger soudain comme un tremblement de terre ou un conflit. A cet égard, signalons que l'alerte rapide dans le cadre de l'IPC exprime la probabilité qu'une situation se détériore en passant à une phase de gravité supérieure durant la période de validité. Ceci est différent d'une situation émergente où nous communiquons sur une situation imminente et qui va se produire de façon certaine (*voir Module 3. Analyse des risques*). Notez que la phase courante/émergente que vous choisirez communiquera sur les deux situations et informera les décideurs sur les réponses les plus appropriées; elle représente donc un aspect très important de l'analyse.

Une fois que vous avez choisi une phase, il peut s'avérer utile de la vérifier en la comparant au tableau descriptif de la Phase Générale à la p.19 du Manuel technique (*voir ci-dessous*) pour voir comment votre conclusion s'accorde avec la description générale, même si ces descriptions peuvent ne pas s'accorder à tous les cas.

³ Cette zone est actuellement discutée aux niveaux national, régional et international en vue d'affiner le processus de l'IPC et de fournir des indications plus détaillées pour son application.

Figure 2.4: Tableau descriptif de la phase générale

Phase		Description Générale
1	Généralement en sécurité alimentaire	Généralement l'accès à l'alimentation est adéquat et stable avec un risque modéré ou faible d'entrer dans Phases 3, 4, ou 5.
2	Insécurité alimentaire modérée/ limite	Accès à l'alimentation limité avec un risque récurrent élevé (dû à des dangers probables et une haute vulnérabilité) d'évoluer vers les Phases 3, 4, ou 5.
3	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë	Manque d'accès à l'alimentation très accentué et critique avec une malnutrition élevée et au-dessus de la normale et un épuisement accéléré des avoirs relatifs aux moyens d'existence, qui en cas de prolongation pourrait faire passer la population en Phase 4 ou 5 et/ou peut entraîner une pauvreté chronique.
4	Urgence Humanitaire	Manque sévère d'accès à l'alimentation avec mortalité excessive, malnutrition élevée et croissante, et épuisement irréversible des moyens d'existence.
5	Famine/ Catastrophe Humanitaire	Bouleversement social extrême avec absence complète d'accès à l'alimentation et/ou autres besoins fondamentaux, où la famine, la mort et les mouvements de déplacés sont évidents.

Pour arriver à un score fiable, il faut suivre le même processus que dans l'étape 1, mais en attribuant un score pour la classification globale. Le tableau de synthèse (Figure. 2.3) sera utile pour le processus, mais là encore, le but est de donner une vue d'ensemble à votre classement de confiance pour chaque impact de référence plutôt que d'essayer de faire un exercice mathématique. Comme dans l'étape précédente, pour indiquer une phase, les **priorités** sont *la fiabilité des données, le caractère global et la force des preuves* en vue. Pour ce faire, il existe plusieurs méthodes, mais rappelez-vous qu'il faut informer les décideurs d'une manière transparente sur votre niveau de confiance (et celui de vos collègues) concernant la classification de la phase que vous avez attribuée.

Au début de ce module, dans la partie 1.2 intitulée « ce dont vous avez besoin », le premier point indique « de personnes compétentes en la matière ». Ceci est très important parce que l'approche de convergence des preuves implique que deux analystes possédant les mêmes informations et des connaissances comparables du contexte local arriveront au même jugement concernant la classification de la phase.

Réunir les personnes « adéquates » autour de la table sera utile parce qu'il y aura plusieurs contributions venant de perspectives différentes, ce qui permettra d'obtenir un consensus sur la classification de la phase. Qui sont ces personnes « adéquates »? Ce point est abordé dans le *Module 8*, mais pour résumer, le groupe de travail en charge de l'analyse proviendrait normalement d'un niveau technique avec des compétences dans le domaine de la sécurité alimentaire (incluant la santé, l'eau, la nutrition etc.), des parties prenantes clés, incluant le gouvernement, les Nations Unies, les ONG et certaines organisations internationales telles que la Croix Rouge et des projets techniques tels que FEWS NET. La formation d'un groupe hybride de personnes œuvrant sur le terrain et basées dans le pays est un bon moyen de s'assurer que les connaissances locales s'ajoutent à l'équation.

Normalement, le procédé d'analyse sera divisé en groupes de 5 ou 6 personnes chargés de remplir un nombre de grilles d'analyse qui couvre des groupes distincts (*comme défini au début du module 1*). Chaque groupe fera au moins une phase de classification qui serait provisoire à ce stade. Quand les phases de toutes les régions/zones relatives aux moyens d'existence dans le pays sont rassemblées, un processus de révision par les pairs doit être fait pour établir un consensus plus élargi de votre classification et effectuer les changements nécessaires (voir *Module 7*: Vérifier la qualité des données collectées – Revue du processus par les pairs).

Dès que vous avez réalisé ce processus à deux étapes décrit ici et que vous êtes parvenu à établir une classification de la phase pour toutes les grilles d'analyse, vous pouvez passer au module suivant consacré à *l'Analyse des Risques*.

MODULE 3

PROCÉDER À L'ANALYSE DES RISQUES

3.1 Objectifs et finalités du module

- **Objectif:** vous guider dans l'élaboration d'une analyse des risques ainsi que pour remplir les colonnes restantes de la Partie 1 de la grille d'analyse.
- **Vous serez capable de:**
 - o distinguer entre les indicateurs de processus et les effets
 - o élaborer une analyse des risques en utilisant des indicateurs de processus et compléter la partie 1 de la grille d'analyse
 - o combiner l'analyse des risques avec l'expertise locale pour évaluer la probabilité d'une phase de se détériorer une phase plus grave (surtout une phase d'urgence: 3, 4 ou 5)

3.2 Vous avez besoin de:

- ✓ la partie 1 de la grille d'analyse complétée, avec colonnes 2 (preuves) et 3 (classification de la phase)
- ✓ vos données, souvent des indicateurs de processus provenant d'un système d'alerte rapide
- ✓ la matrice d'analyse des risques tirée du Tableau de Référence pour la Classification de la Phase (page 5 du Manuel technique)

Figure 3.1: Tableau de Référence IPC pour l'analyse des risques

Risque d'aggravation	Probabilité	Sévérité	Description générale des dangers et variations dans les indicateurs de processus	Implications pour l'action
Surveillance	Inconnue/encore à définir	Sans Objet	<p>Dangers : occurrence ou prévision d'occurrence d'événements adverses ayant un impact négatif sur les moyens d'existence en présence d'une vulnérabilité faible ou incertaine</p> <p>Indicateurs de processus : occurrence ou prévision d'occurrence d'événements adverses ayant un impact négatif sur les moyens d'existence en présence d'une vulnérabilité modérée</p>	Surveillance étroite et analyse attentive
Risque modéré	Probabilité accrue/possible	Précisée par la classification de la phase prévue et indiquée par la couleur des rayures diagonales sur la carte	<p>Dangers : occurrence ou prévision d'occurrence d'événements adverses ayant un impact négatif sur les moyens d'existence en présence d'une vulnérabilité modérée</p> <p>Indicateurs de processus : variation négative importante par rapport à la normale</p>	Surveillance étroite et analyse attentive Préparation des plans de contingence Renforcement des interventions correspondent à la phase actuelle
Risque élevé	Probabilité élevée «plus probable qu'improbable»		<p>Dangers : occurrence ou risque élevée d'occurrence d'événements adverses ayant un impact négatif sur les moyens d'existence en présence d'une vulnérabilité élevée</p> <p>Indicateurs de processus : importantes et multiples variations négatives</p>	Mise en œuvre d'interventions préventives – avec urgence accrue pour les populations à haut risque

3.3 Avant de commencer...

La classification de la phase nous fournit une analyse situationnelle qui est courante et émergente, avec une « durée de vie » ou période de validité bien définie – la plupart de temps jusqu'à la prochaine saison agro-climatique. Donc, même s'il s'agit d'un élément de **projection**, l'analyse met à notre disposition des éléments qui vont se produire, d'une manière sûre, pendant la période de validité. Cependant, l'alerte rapide mesure davantage la probabilité d'évolution future de la situation.

Dans le système IPC, nous examinons le *risque* relatif d'une zone ou communauté de passer d'une phase à une autre phase plus sévère. **Il ne s'agit donc pas** de classer la probabilité d'un risque qui se dégrade au sein d'une même phase.

Le risque varie en fonction de deux éléments principaux: l'exposition au danger (un événement menaçant), et la vulnérabilité d'une communauté ou d'un individu à ce danger particulier (notez que différentes communautés seront vulnérables à différents dangers: un éleveur de bovin peut être vulnérable à la peste bovine alors qu'un éleveur de chameau ne le sera pas).

La vulnérabilité se rapporte au phénomène de *résilience*, qui comporte deux volets: premièrement, la capacité d'un système (communauté, foyer etc.) à absorber les effets d'un danger et de rester dans un état donné [*résistance*]; et deuxièmement, la capacité d'un système de « se relever » après un choc et de reconstruire les conditions préexistantes (ou nouvelles). Le concept de stratégies d'adaptation et de flexibilité est incorporé dans ces deux « types » de résilience: ceux qui ont une plus grande capacité de faire face et de s'adapter rapidement aux nouvelles circonstances, (d'une manière temporaire ou permanente) sont généralement plus résilients que ceux qui ont une plus faible capacité d'adaptation et de flexibilité. Un autre aspect de la résilience prend en considération le fait que tout changement peut représenter une opportunité pour une communauté/foyer/système résilient; alors que pour un système non résilient, le changement peut souvent être un désastre.

Dans le système IPC, il n'y a actuellement pas de façon spécifique d'enregistrer les preuves relatives à l'état d'alerte rapide, cependant, il est utile d'énumérer et de décrire les dangers pertinents auxquels les communautés peuvent être exposées, la probabilité qu'un danger se produise, ainsi que la vulnérabilité de la communauté concernée par le danger s'il se produit. Comme cette analyse est de caractère prédictif, les données relatives aux effets ne sont pas directement fiables. Il faut, pour ce faire, utiliser les indicateurs de processus généralement appliqués dans les systèmes d'alerte rapide existant au niveau national ou sous-national.

ENCADRÉ 1

En quoi consistent les indicateurs de processus?

Ce sont des facteurs qui contribuent à un effet final, souvent comme une chaîne des causes et des effets interdépendants. Par exemple, une pluie saisonnière moins importante donnerait lieu à une production agricole inférieure, qui mènera à une disponibilité réduite des aliments (du moins au niveau local), et une augmentation conséquente des prix, limitant l'accès à l'alimentation et la consommation. Si cette séquence d'événements se produit, elle pourrait avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire des personnes défavorisées, et se manifesterait par l'augmentation de malnutrition aiguë. Les indicateurs de processus dans cet exemple sont: la pluie, la production agricole, l'accès aux aliments, le prix du marché, les termes de l'échange (accès aux aliments sur le marché), la diversité alimentaire et les stratégies d'adaptation (par exemple, sauter des repas). Le résultat est une malnutrition aiguë (un impact de référence de l'IPC), et les preuves directes de ce résultat contiendront les paramètres anthropométriques de malnutrition aiguë tels que l'indice poids/taille.

3.4 Étape 1: Elaboration d'une matrice d'analyse des risques

Pour vous aider dans l'organisation des données de processus et pour entrer les informations principales sur le danger et la vulnérabilité, il est utile de remplir la matrice d'analyse des risques présentée dans la Figure 3.2.

Figure 3.2: Matrice IPC d'analyse des risques

Danger	Probabilité qu'un événement se produise	Vulnérabilité au danger	Impact probable et magnitude
1.			
2.			
3.			

La partie « Danger » fait allusion à toute menace qui a de fortes chances de se produire (il n'est probablement pas pertinent d'énumérer tous les dangers imaginables) et qui pourrait avoir un impact significatif sur les moyens d'existence. La partie « *Probabilité* qu'un événement se produise » est, la plupart du temps, basée sur des éléments qui sont assez subjectifs. Par conséquent, dans la mesure du possible, il faut essayer d'inclure autant de preuves que vous pouvez, telles que des rapports de prévisions climatiques, tendances à la hausse des prix des produits de base ou des rapports sur des tensions croissantes dues aux conflits intercommunautaires. La partie « *Vulnérabilité* au danger » doit expliquer pourquoi la communauté en question est, selon vous, vulnérable à chacun des dangers. Finalement, la partie « Impact probable et magnitude » expliquera comment le danger peut affecter les moyens d'existence ou comment il a affecté les populations par le passé (des preuves historiques sont ici utiles), sur les stratégies probables que les populations adopteront face à cet impact, et sur le nombre estimé de personnes menacées. Votre matrice d'analyse des risques peut être intégrée dans votre grille d'analyse si vous le jugez utile, ou bien vous pouvez tout simplement l'utiliser comme outil d'analyse.

ENCADRÉ 2

Par exemple: une communauté qui vit à coté du bassin fluvial, est plus vulnérable aux inondations; des éleveurs démunis peuvent être vulnérables à la hausse des prix des aliments, étant donné leur forte dépendance du marché et leurs revenus faibles et instables; des exploitants agricoles des zones arriérées dépendant des eaux pluviales seront vulnérables en cas de faibles précipitations à cause de leurs méthodes de production, niveaux de pauvreté et mauvais accès aux sources alternatives de revenu.

3.5 Étape 2: Prévision des risques

Il faut rappeler que les estimations dont il s'agit ici concernent le risque relatif d'une communauté (quelle que soit l'unité analytique que vous utilisez) de passer d'une phase à une phase plus grave pendant la période de validité de l'analyse. Dans bien des cas, cette démarche consiste à passer d'une phase calme (phases 1 et 2) à une phase de crise (3, 4 ou 5) ou d'une phase de crise à une autre plus critique. Cette dégradation peut sauter des phases, il vous faut donc considérer l'impact possible d'un danger. Par exemple, une communauté en phase 1 peut passer directement à la phase 5 si un événement adverse éclate soudainement tel qu'un tremblement de terre causant une destruction des avoirs et des déplacements qui éloignent les individus de leurs moyens d'existence.

Par conséquent, la première chose à prendre en considération est la probabilité relative du danger qui peut survenir au cours de la période d'analyse. En ce qui concerne les dangers dus aux changements climatiques (sécheresses et inondations), les bilans nationaux et régionaux à ce sujet peuvent fournir une orientation précoce pour la saison à venir, même s'ils sont souvent imprécis. D'autres indicateurs précoces incluent notamment la date du début de la saison par rapport au rendement habituel ainsi qu'au rendement précoce. Notez bien que des inondations peuvent être dues à de fortes pluies dans des zones éloignées ou même dans un autre pays, comme ce fut le cas lors d'inondations au sud de la Somalie dues à de fortes pluies en Ethiopie.

L'impact probable dépend du niveau de vulnérabilité face aux dangers. Dans cette optique, il est important de prendre en considération les paramètres de résilience, tels que la capacité à absorber les chocs grâce à des stratégies alternatives de survie et/ou d'adaptation des moyens d'existence. La magnitude est également un élément, à savoir le nombre de personnes ou la proportion de la communauté qui seraient frappés par le danger. L'ensemble de ces facteurs permet de discerner si un événement adverse redouté, en se produisant, peut entraîner une communauté dans une phase plus grave selon son degré de vulnérabilité face au danger et sa capacité à surmonter/s'adapter à ce contexte, tout en informant également sur l'étendue potentielle de la dégradation de la sécurité alimentaire.

Si ce constat indique que les conséquences d'un danger peuvent être sévères, la phase finale du risque est basée sur la probabilité relative que l'événement adverse se produise (modérée, élevée, ou sévère). Voir l'exemple présenté dans la Figure 3.3.

Figure 3.3: Preuves du risque d'aggravation de la phase ou de l'ampleur et classification du niveau de risque

Période analysée: février 2008						
Phase prévue pour la période analysée (entourez ou mettez en gras la phase adéquate)	Preuves des risques d'aggravation de la phase ou de magnitude (énumérez les dangers et les indicateurs de processus)				Niveau de risque (entourez ou mettez en gras le niveau de risques approprié et la sévérité attendue, si garantie)	
<p>■ Crise alimentaire et des moyens d'existence aigüe</p>	<p>Dangers:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reprise violente de conflit due à l'échec des négociations portant sur le partage du pouvoir et/ ou la formation du gouvernement de coalition. • Tensions interethniques prolongées empêchant le retour rapide dans les zones agricoles. 				<p>■ Risque modéré</p> <p>○ UH</p>	
		Mais	Blé	Haricots		Pommes de terre
	Terres cultivables 2007	75,778	16,182	17,173		8,431
	Terres cultivables susceptibles d'être sans production, 2008	24,101	1,430	5,589		2,303
	Terres cultivables net 2008	44,069	11,337	9,584		4,048
	% des terres susceptibles d'être sans production 2008	31.8	8.8	32.5		27.3
<p>• Si le retour dans les fermes est possible, le semis est très en retard par rapport à la date optimale, les coûts des intrants agricoles sont en hausse, y compris la location des tracteurs, les engrais et les semences.</p> <p>• L'Aide humanitaire diminue à cause du dysfonctionnement des transports ou du manque de ressources.</p> <p>Vulnérabilité:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déplacements continus, impossibilité d'accéder aux terres aux biens de production. Impossibilité de produire des aliments; pas de sources de revenus; dépendance continue envers l'aide humanitaire dans les camps ou les familles d'accueil. • En cas de retour dans les fermes: le semis tardif et les coûts élevés de production réduisent les récoltes et revenus potentiels; l'élevage n'a pas repris et les revenus issus de la production de lait sont limités ou inexistant (risque sur le long terme de violences et des déplacements supplémentaires si les problèmes fonciers sous-jacents ne sont pas réglés). • La forte dépendance envers l'aide humanitaire rend les déplacés très vulnérables à de réduction ou l'interruption de l'aide. 						

MODULE 4

LE JEU DE CHIFFRES – ESTIMER LES POPULATIONS CONCERNÉES POUR CHAQUE PHASE

4.1 Objectif et finalités du Module

- **Objectif:** vous guider dans les estimations des populations touchées par différents niveaux de sévérité d'insécurité alimentaire.
- **Vous serez capable de:**
 - o élaborer une grille d'analyse de population et attribuer une phase aux populations étudiées
 - o justifier vos jugements sur la magnitude des problèmes relatifs à la sécurité alimentaire
 - o faire la distinction entre les estimations sur les populations confrontées à l'insécurité alimentaire et les estimations sur le nombre des bénéficiaires, généralement calculées pour des interventions spécifiques telles que les projets d'aide alimentaire.

4.2 Vous avez besoin:

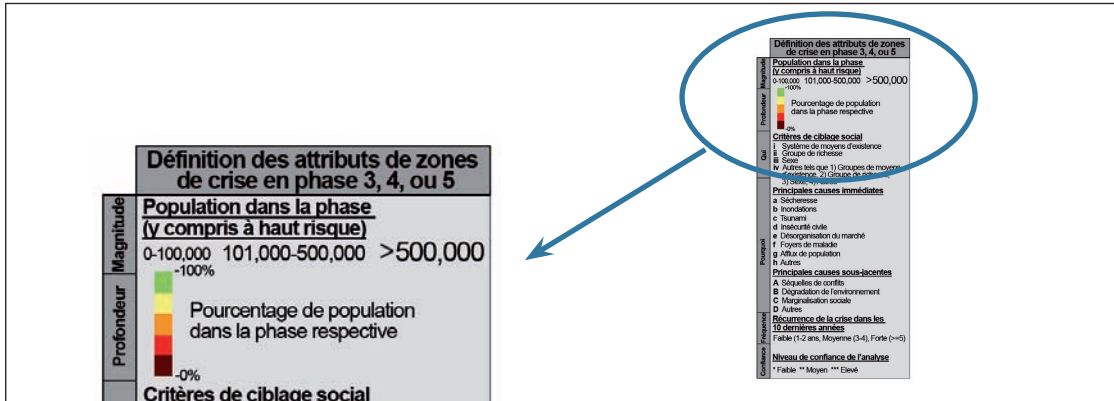
- ✓ des personnes compétentes pour arriver à un consensus technique en remplissant les grilles d'analyse démographique. Il est important pour le participant de ne pas envisager cet exercice comme un moyen direct visant à obtenir le nombre de bénéficiaires, bien que ces données puissent être importantes en vue de programmer et d'analyser les interventions.
- ✓ des données relatives à votre pays à un niveau approprié de désagrégation sur la population, l'échelle de richesse ou des méthodes similaires pour estimer la vulnérabilité évaluée en fonction des avoirs ou du niveau de pauvreté; d'autres données relatives aux dangers (par exemple, la population qui vit dans des zones exposées aux inondations).
- ✓ Section 5.3 du Manuel technique « Grilles démographiques standardisées »:

Figure 4.1: Tableau de la population estimée par région en situation d'urgence humanitaire et de crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë

Régions touchées	Population estimée des régions affectées 1	Population estimée en situation de CAACME et UH		
		Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë (CAACME) ²	Urgence humanitaire (UH) ²	Total en situation de CAACME ou UH en % de la population de la région
Nord				
Bari	235.975	45.000	0	19
Nugal	99.635	20.000	0	20
Sanag	190.455	55.000	0	29
Sool	194.660	50.000	0	26
Togdheer	302.155	40.000	0	13
Littoral (pêche)		20.000		
SOUS-TOTAL	1.022.880	230.000	0	22
Centre				
Galgadud	319.735	40.000	0	13
Mudug	199.895	20.000	0	10
SOUS-TOTAL	519.630	60.000	0	12
Sud				
Bakol	225.450	45.000	105.000	67
Bay	655.686	135.000	395.000	81
Gedo	375.280	80.000	180.000	69
Hiran	280.880	55.000	0	20
Joba du bas	329.240	60.000	115.000	53
Juba du centre	244.275	50.000	120.000	70
SOUS TOTAL	2.110.811	425.000	915.000	63
TOTAL	3.653.321	715.000	915.000	45

- ✓ Définir la légende des caractéristiques (nouvelle version modifiée) des protocoles cartographiques:

Figure 4.2: Définir la légende des caractéristiques



4.3 Avant de commencer...

Dans toute situation d'analyse, il est important d'inclure la sévérité de la situation (classification de la phase), l'étendue géographique et l'échelle relative au nombre de personnes, en y ajoutant d'autres éléments, comme, par exemple, les causes. Nous avons traité les deux premiers éléments dans les trois premiers modules en tant que partie du processus de classification de la phase. Il est très important d'estimer l'échelle de la situation (surtout pendant les phases de crise) pour faire passer le message sur la gravité de la situation aux décideurs et, par la suite, élaborer l'échelle de l'intervention qui devrait être mise en œuvre.

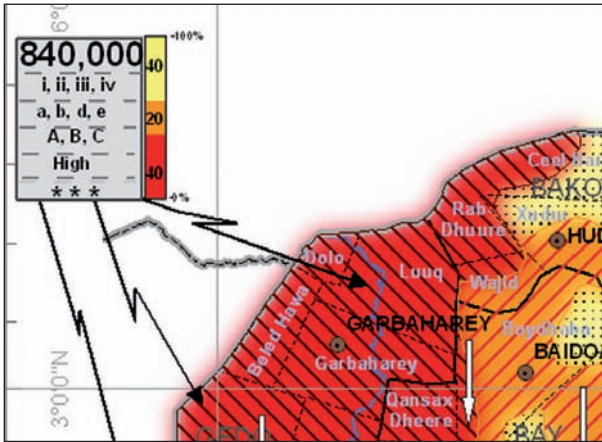
Cette partie du processus IPC peut être parfois très difficile à réaliser, sur le plan technique d'une part, mais surtout car certaines influences peuvent interférer en voulant faire paraître la situation meilleure ou pire qu'elle ne l'est. La raison en est notamment que les estimations combinent d'ordinaire l'analyse de la situation avec la programmation des interventions, et en particulier avec l'estimation des populations dans le besoin (aide alimentaire, semences, outils ou autres types d'aide). Le processus de programmation des interventions est presque toujours une action politique avant d'être une action basée sur une analyse situationnelle, puisqu'il s'agit d'une intervention centrée sur la distribution des ressources. Par conséquent, il est vraiment important d'exposer les choses clairement afin de pouvoir effectuer une estimation démographique indépendamment de ces sortes d'influences et de préserver l'objectivité de notre analyse situationnelle.

ENCADRÉ 1

Estimation de la population, pour quelle raison? Une clarification

L'outil IPC sert à développer une analyse situationnelle que nous essayons de rendre aussi objective et transparente que possible. En effectuant des estimations démographiques, nous nous intéresserons, avant tout, au nombre de personnes calculé pour chaque phase de crise (3, 4 ou 5). Cela signifie qu'en classifiant une zone dans une phase de crise, nous devons calculer le nombre d'habitants de cette zone géographique en fonction des différentes phases, étant donné que, de toute évidence, les habitants de cette zone ne seront pas affectés de la même manière par le danger: certains seront dans une phase moins sévère tandis que d'autres pourront même profiter de cette situation. Ce faisant, nous mettons à la portée des décideurs un constat sur la phase globale d'une zone géographique ou de moyens d'existence, ainsi que sur la profondeur et la sévérité de la situation alimentaire. A ce stade, les estimations sont faites en évitant tout jugement sur les besoins possibles ou les options d'intervention. De ce fait, l'objectivité de l'analyse situationnelle est préservée, vu que l'on ne l'utilise pas lors de l'analyse ni de la programmation des interventions. Sur une carte, les estimations démographiques sont présentées de deux manières. Premièrement, la population estimée dans la zone en crise: dans ce contexte, les encadrés de légende comprennent le nombre de personnes incluses dans la plus extrême des phases. Deuxièmement, la population estimée dans chaque phase comme un pourcentage, indiqué par la barre de niveau à côté de l'encadré de légende. Voir l'exemple présenté dans la Figure 4.3.

Figure 4.3: Estimations de population présentées sur la carte



Il n'y a pas de façon prédéfinie pour faire des estimations démographiques et il est nécessaire pour les pays de développer leurs propres méthodes suivant les mêmes principes généraux. Notons qu'il est important de développer une méthode vous permettant de faire des estimations démographiques de la même façon dans le temps (c'est-à-dire lors des futurs cycles d'analyse) et dans l'espace. Cela signifie que vous effectuerez les estimations en suivant le même processus à chaque fois, et que vous pourrez informer vos utilisateurs sur les méthodes suivies de façon transparente.

Principes généraux pour faire des estimations démographiques:

1. Les populations sont estimées sans aucun jugement en ce qui concerne tout type d'aide dont les personnes peuvent avoir besoin ou pas.
2. Les populations sont estimées par rapport au niveau de sévérité de l'insécurité alimentaire auquel elles sont exposées.
3. Au sein d'une phase de crise, les personnes sont affectées de façon plus ou moins grave, et par conséquent toute la population vivant au sein d'une même phase de crise ne sera pas exposée au même degré d'insécurité alimentaire. Il s'ensuit que certaines personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire de niveau « Crise Humanitaire » dans une zone classée comme phase 4, tandis que d'autres peuvent être exposées à des phases moins sévères – ce qui justifie la conception et l'utilisation d'une barre de niveau dans les boîtes de légende (voir ci-dessus).
4. Afin de faire la distinction entre ces groupes et d'estimer leurs proportions dans l'ensemble de la population, il est nécessaire d'avoir des informations relatives aux personnes vulnérables vivant dans la zone. Ces informations peuvent comprendre des éléments tels que l'échelle de richesse ou le niveau de pauvreté (étant donné que les pauvres sont plus vulnérables aux dangers).
5. La distinction entre des groupes au sein de la phase dépendra de plusieurs éléments, incluant le degré d'homogénéité au sein de la zone géographique ou de la zone de moyens d'existence, ainsi que l'impact des dangers: dans certaines situations telles que les tremblements de terre, l'entière population dans l'épicentre peut être affectée.
6. Les estimations démographiques sont bien des estimations, et non pas des chiffres exacts. Elles informent les décideurs sur l'ampleur du problème d'insécurité alimentaire, mais ne sont en général pas suffisamment précises pour permettre de formuler ou cibler les réponses, qui nécessitent des évaluations plus détaillées.⁴

ENCADRÉ 2

Il est plus important de développer une bonne analyse des chocs et de la vulnérabilité au sein de votre zone géographique/de moyens d'existence, que d'estimer mécaniquement des populations en fonction uniquement de l'accès aux richesses ou des niveaux de pauvreté. Il est également très important d'explicitement votre méthodologie afin que les autres puissent comprendre la base de vos calculs; ceci est une condition indispensable pour préserver la crédibilité de votre analyse situationnelle. Rappelez-vous que, bien qu'il s'agisse de faire des estimations démographiques pour chaque phase, certaines personnes penseront, avant tout, au nombre de bénéficiaires. Dans cette perspective, il est vraiment important d'explicitement comment vous avez effectué ces calculs sur la population.

⁴ Notez que ces principes rendent compte des idées courantes concernant les estimations démographiques. Ce domaine de l'IPC est considéré comme prioritaire par les groupes directeurs, et peut être objet d'éventuels révisions et réajustements.

4.4 Étape 1: Estimations démographiques pour chaque phase.

La première chose à faire est d'organiser vos données démographiques selon la méthode la plus appropriée dans le cadre de votre analyse. En règle générale, cette démarche est assez simple si vous faites votre analyse sur la base des zones administratives, vu qu'elles contiennent la plupart des données démographiques. Par contre, si vous analysez une zone de moyens d'existence, vous devez calculer ou estimer la population de cette zone. De la même façon, vous devrez estimer les populations qui se trouvent dans une situation spécifique de risque qu'un danger (inondation par exemple) se produise. Les calculs démographiques seront faits en fonction de la distance entre la zone géographique de population estimée et la zone exposée aux inondations.

L'étape suivante traite les données basées sur l'échelle de richesse ou les niveaux de pauvreté qui se reflètent autant que possible dans vos estimations démographiques et l'unité d'analyse. Vos connaissances sur la zone, la dynamique de moyens d'existence et la vulnérabilité seront essentielles à ce stade pour pouvoir calculer le nombre des personnes à identifier pour chaque phase. En d'autres termes, si une zone géographique/une zone de moyens d'existence est classifiée comme phase d'urgence humanitaire, vous avez toutes les justifications pour classer votre couche sociale défavorisée (pauvre ou très pauvre) dans la phase 4. Si vous n'avez pas de données basées sur l'échelle de richesse, vous pouvez utiliser les données sur la pauvreté que la plupart des pays ont collectées: les personnes faisant partie du « noyau dur » de la pauvreté seront classées, par analogie, comme pauvres ou très pauvres selon les approches basées sur l'échelle de richesse. La population considérée comme classe moyenne ou « relativement pauvre » (selon les enquêtes sur la pauvreté) pourrait être placée en phase 3 en fonction de la qualité d'analyse des dangers et de l'impact possible sur ces groupes; et les couches aisées, « riches » ou « non pauvres » seront placées en phase 1 ou 2. Ce type d'analyse vous permettra de calculer combien de personnes par rapport à la population entière dans une zone donnée se trouveront dans des phases différentes tout en étant classées à l'intérieur d'une même phase, ce qui se reflète dans la formule suivante:

$D1 * X1 * X2$ = nombre total des personnes affectées par la phase dans toute la zone de la phase,

Où:

D1 = District (ou équivalent de la zone administrative);

X1 = pourcentage de population dans une zone particulière de moyens d'existence ou autre unité analytique (par exemple, une zone inondée);

X2 = pourcentage de groupe pauvre (selon l'échelle de richesse ou l'enquête sur la pauvreté) vivant au sein de la zone de moyens d'existence ou autre unité analytique.

Par la suite, un réajustement sera fait pour préciser si la totalité ou une partie seulement d'un groupe particulier (aisé ou défavorisé) se trouvera dans la même phase. Par exemple, en cas de sécheresse, si les précipitations ont été abondantes dans une zone, les estimations démographiques de la phase de crise ne comprendront pas la zone ayant une bonne pluviométrie. Ceci permettra de rajouter un autre « X » dans la formule:

$D1 * X1 * X2 * X3$ = nombre total des personnes affectées par la phase dans toute la zone de la phase,

Où:

X3 = est le pourcentage de personnes démunies dans la phase de crise (i.e. ceci ne comprendra pas le pourcentage des groupes démunis qui ne sont pas considérés par l'analyse comme étant dans la situation de crise en raison de l'analyse menée, prenant en compte par exemple la répartition des précipitations).

S'il y a plusieurs zones de moyens d'existence à l'intérieur du district, il convient de répéter la même démarche pour toutes les zones en additionnant les résultats. Un exemple d'estimation démographique réalisée par la FSAU figure dans l'annexe 3.

4.5 Étape 2: Validation et revue par les pairs

Cette partie de l'analyse étant à la fois importante et éventuellement contestable, il serait judicieux de consulter des personnes compétentes pour analyser les résultats et parvenir à un consensus concernant les estimations démographiques. Il est conseillé d'enregistrer les estimations démographiques d'une manière accessible (en utilisant les tableaux démographiques du Manuel technique) et de les présenter au groupe élargi de vos interlocuteurs.

Lors du processus de revue par les pairs (voir *Module 7*), au moment où l'analyse entière est révisée par une équipe élargie (et si possible un panel d'« experts externes »), il faut attacher une attention particulière aux estimations démographiques pour chaque phase.

Dès lors qu'un consensus est atteint, l'étape suivante consistera à élaborer les barres de proportion et incorporer les estimations obtenues dans les protocoles cartographiques.

MODULE 5

PROCÉDER À L'ANALYSE D'IMPACT ET SAVOIR L'UTILISER

5.1 Objectifs et finalités du Module

- **Objectif:** vous guider dans l'analyse de l'impact d'un danger sur les moyens d'existence, identifier les causes principales et immédiates et décrire quelques options d'intervention possibles
- **Vous serez capable de:**
 - o remplir la partie 2 de la grille d'analyse, y compris l'analyse d'impact, les causes immédiates d'un danger et des options d'intervention possibles qui devraient s'adresser aux besoins immédiats;
 - o remplir la partie 3 de la grille d'analyse, y compris l'analyse de l'impact et des causes sous-jacentes d'un danger et des options d'intervention possibles qui évoqueront quelques problématiques sous-jacentes.

5.2 Vous avez besoin:

- ✓ des grilles d'analyse vierges 2 et 3 (voir Figures 5.1 et 5.2)

Figure 5.1: Grille d'analyse 2 de l'IPC

Région analysée (région, province, zone agro-climatique, zone de moyen d'existence etc.)						Période analysée:	
ANALYSE						ACTION	
Classification de la Phase (cocher ou mettre en gras la phase de la partie 1)	Dangers immédiats (Forces majeures)	Problèmes directs de sécurité alimentaire (Accès, disponibilité, et/ou utilisation)	Effets sur les moyens d'existence (Description synthétique)	Population touchée (Caractéristiques & Pourcentage de la Population)	Tendance Prévue (Amélioration, Aucun changement, Aggravation, Signaux mixtes)	Facteurs de Risque à surveiller	Opportunités d'intervention (Intervention immédiate pour améliorer l'accès à l'alimentation)
■ Généralement en sécurité alimentaire 1A							

Figure 5.2: Grille d'analyse 3 de l'IPC

Région analysée (région, province, zone agro-climatique, zone de moyen d'existence etc.)				Période analysée:	
ANALYSE				ACTION	
Phase actuelle ou imminente (Cocher ou mettre en gras la case adéquate)	Causes sous-jacentes (Dégradation de l'environnement, sociale, mauvaise gouvernance, marginalisation, etc.)	Effet sur les avoires relatifs aux moyens d'existence (Description Synthétique)	Tendance Prévue (En progrès, Aucun changement, Aggravation, Signaux mixtes)	Opportunités de soutenir les moyens d'existence et traiter les causes sous-jacentes (Politiques, programmes et/ou plaidoyer)	
■ Généralement en sécurité alimentaire 1A		Capital physique:			
		Capital social:			
	■ Généralement en sécurité alimentaire 1B		Capital financier:		

- ✓ de vos données et de la grille d'analyse 1 complétée
- ✓ de données de base sur les moyens d'existence et de connaissances locales des systèmes et des stratégies relatifs aux moyens d'existence.

5.3 Avant de commencer...

Les grilles d'analyse 2 et 3 complètent l'analyse situationnelle en examinant en détail les impacts et causes possibles de la situation de sécurité alimentaire, et constituent une première étape vers l'analyse de l'intervention en examinant les interventions potentielles appropriées.

Précisons qu'il faut distinguer l'**analyse des interventions** et la **planification des interventions**: la première est une analyse des interventions possibles basée sur l'analyse situationnelle, sans prendre en considération les ressources, les capacités existantes sur le terrain ou autres aspects politiques. A cet égard, il s'agit d'une « *réflexion ouverte* » qui devrait être faite par des analystes de sécurité alimentaire, avec l'aide des personnes chargées des opérations. Au contraire, la planification des interventions est le processus par lequel les réponses sont développées en tant que plan opérationnel, et donc les questions relatives aux ressources et à la capacité sont aussi importantes que l'adéquation de la réponse. C'est aussi un processus fondamentalement politique car il prend en considération l'allocation des ressources (voir Figure A dans l'introduction de ce Guide de l'utilisateur pour le « Continuum Analyse-Intervention »).

C'est pour cette dernière raison que l'IPC s'arrête à l'analyse de l'impact, car le processus de la planification des interventions a tendance à influencer l'analyse situationnelle, ce qui comporte le risque de présenter la situation mieux ou pire qu'elle ne l'est réellement; ou amener les décideurs vers un type d'intervention qui correspondrait au mandat d'une agence en particulier ou à un impératif politique. Il faut préserver autant que possible l'analyse situationnelle de telles pressions pour pouvoir donner aux décideurs une analyse pondérée, objective et transparente et assurer sa crédibilité.

Cela étant dit, il est évidemment très important de faire le lien entre l'analyse situationnelle et l'intervention qui est mise en place, ce que nous faisons avec les parties 2 et 3 de la grille. Il est aussi important de noter que cette partie du processus est souvent omise ou négligée. Des évaluations peuvent produire des analyses indiquant une bonne situation, et le gouvernement et des agences utilisent cette information pour développer des réponses basées sur « *ce qu'ils ont toujours fait* » ou sur leur capacité/avantage comparatifs, **plutôt que** sur une analyse des besoins. Cette partie de l'analyse IPC est votre opportunité pour identifier les causes et les besoins (immédiats et fondamentaux) et formuler des recommandations sur ce qu'il *faudrait* faire, et non pas ce qui est habituellement fait.

5.4 Étape 1: Remplir la grille d'analyse 2e partie

La partie 2 est divisée en deux sections: analyse et action. Il va de soi que la partie analyse devra être remplie en premier et que la partie action doit être faite sur la base de l'analyse.

La section Analyse

Une partie des composants de l'analyse de cette grille peut être prise directement de la Partie 1, y compris la première colonne qui contient les informations sur la classification de la phase. La deuxième colonne comprend la liste des dangers directs, que vous devez avoir à votre disposition grâce à l'analyse des risques que vous aurez faite dans la partie 1 (*voir aussi Module 3*). La colonne suivante traite l'*effet* du danger sur les stratégies de moyens d'existence dans le domaine de l'analyse, se concentrant sur **la perte ou la perte d'accès** aux avoirs principaux de moyens d'existence tels que la production, les revenus, l'accès à la terre ou au pâturage, l'accès aux dispositifs de santé etc. Notez que ceci concerne l'effet du danger sur les moyens d'existence plutôt que des informations générales sur les capitaux de moyens d'existence, incluant aussi les actions des populations en ce qui concerne cet aspect.

ENCADRÉ 1:**N'oubliez pas de vous concentrer sur la perte ou la perte d'accès aux principaux avoirs de moyens d'existence !**

Par exemple, si la production est très basse, des personnes peuvent ajuster leurs stratégies relatives aux moyens d'existence (au moins temporairement), par exemple en cherchant un emploi non-agricole, ou par le petit commerce. Toutes les informations sur les stratégies d'adaptation des populations sont utiles ici.

L'estimation des populations touchées par le danger, ou par chaque danger s'il y en a plusieurs, devra être incluse dans la colonne suivante. Le travail fait sur l'estimation des populations touchées par une phase de crise sera utile ici, mais il faudra peut-être faire une analyse approfondie pour traiter chaque danger s'il s'agit des dangers multiples. Finalement la tendance prévue de chaque danger complète cette partie de la grille (amélioration, pas de changement, dégradation, signaux mitigés). Il est utile d'indiquer ici le degré de changement en même temps que le sens, par exemple, « se dégrade rapidement » fait percevoir une urgence qui manquerait l'on notait simplement que la situation se dégrade. Les messages mixtes font allusion à des situations où les signaux ne sont pas clairs ou sont contradictoires.

La section Action

La première colonne oriente les actions concernant le contrôle des facteurs de risque clés. Ces derniers mèneraient, s'ils se produisent, à la dégradation de la situation. Par exemple, le retour de déplacés internes après la période des semis; ou la menace qu'une rivière déborde à la suite de la montée des eaux; ou la présence de barrages routiers limitant l'accès aux marchés; ou l'arrivée de pluies à un moment critique pour le bon développement végétal, etc. La colonne suivante exige un bon niveau d'analyse de la situation afin d'identifier des réponses appropriées qui peuvent améliorer l'accès *immédiat* à la nourriture. L'analyse doit prendre en considération des phénomènes tels que:

- o **Les causes et besoins immédiats:** Votre première préoccupation sera de développer des options d'intervention possibles qui affrontent les causes et besoins immédiats.
- o **Fonctionnement du marché:** de principe général, il est préférable d'éviter toute intervention qui puisse distordre ou déstabiliser les marchés, cependant il peut être nécessaire d'intervenir directement sur le marché justement pour le stabiliser, en particulier pour maintenir les termes de l'échange des populations vulnérables. Lorsque les marchés fonctionnent bien et que les aliments sont disponibles, il est généralement plus pertinent de recommander une intervention basée sur les apports financiers plutôt que sur des aides alimentaires pour éviter toute distorsion et fragilisation des marchés. Par contre, si les denrées alimentaires ne sont pas disponibles, des apports financiers peuvent causer une inflation locale, et donc de nouveau une distorsion des marchés.
- o **Caractéristiques des moyens d'existence prédominants:** Quelles seraient la/les réponses appropriées pour protéger ou reconstruire des avoirs relatifs aux moyens d'existence?
- o **L'étape dans un cycle de crise:** Différentes interventions peuvent être nécessaires au début, au milieu et à la fin d'une crise, telles que la liquidation d'une partie du capital de bétail comme première réponse, et la reconstitution du capital comme intervention de redressement.
- o **Interventions existantes:** Éviter toute duplication, identifier plutôt les lacunes dans la couverture géographique et les secteurs.
- o **Priorités locales:** Quelles sont les priorités des ménages et des communautés, ainsi que des agences locales (et spécialement le gouvernement)?

Les actions ici devraient être discutées avec le groupe élargi effectuant l'analyse durant le processus de revue par les pairs. Dans la mesure du possible, ces actions devront être développées dans un cadre global d'intervention au niveau national.

Pour résumer: il s'agit d'une analyse d'intervention qui identifie les interventions les mieux appropriées, en se basant sur l'analyse de la situation. Il ne s'agit pas d'un plan d'intervention dans lequel les ressources, les capacités, la logistique et autres éléments seraient considérés.

L'exemple suivant (Figure 5.3) montre comment la partie 2 de la grille d'analyse examine la situation des déplacés internes au Kenya se trouvant dans la phase « Urgence Humanitaire » à la suite des violences postélectorales au début de 2008:

5.3 Exemple de grille d'analyse de preuves partie 2 dans le cas des Déplacés Internes de NAKURU, Kenya

Partie 2: Analyse des dangers immédiats, effets sur les stratégies des moyens d'existence et implications pour l'intervention immédiate							
Région analysée: (région, province, zone agro-climatique, zone de moyens d'existence, etc.) Déplacés Internes de NAKURU		ANALYSE			ACTION		
Phase actuelle ou imminente (coder ou mettre en gras la phase de la partie 1)	Dangers Immédiats (Forces majeures)	Problèmes directs de sécurité alimentaire (Accès/Disponibilité et/ou Utilisation)	Effets sur les stratégies relatives aux moyens d'existence (Description synthétique)	Population touchée (Caractéristiques, pourcentage et estimation générale)	Tendance prévue (Amélioration, Aucun changement, Aggravation, Signaux mixtes)	Facteurs de risque à surveiller	
<p>■ Crise Humanitaire</p>	<p>Reprise du conflit violent</p> <p>Tensions continues interethniques</p> <p>Si le retour aux fermes est possible, les semis ne se feront pas dans des conditions optimales vu le retard pris sur la saison</p> <p>L'assistance de secours réduite ou interrompue</p>	<p>Difficultés au retour sur les lieux de production des moyens d'existence (fermes et bétail).</p> <p>Pas de production de nourriture, réduction de la disponibilité de produits alimentaires.</p> <p>Accès à la nourriture limité à l'aide alimentaire.</p> <p>L'interruption de l'aide alimentaire en limiterait l'accès.</p> <p>Les semis tardifs diminuent le rendement et la disponibilité de la nourriture.</p>	<p>Si les déplacés internes ne peuvent pas retourner chez eux ou être réinstallés ailleurs, ils resteront par nécessité dans les camps de réfugiés, ou seront hébergés chez leurs proches. Dans tous les cas, ils seront largement dépendants des secours humanitaires pour subvenir à leurs besoins basiques. L'intensification du conflit risquerait d'interrompre les secours et provoquerait une catastrophe humanitaire si cette situation persistait. Des risques additionnels affectant le bien-être sont associés à la détérioration des conditions de vie dans les camps durant la saison des pluies (de mars à juillet)</p> <p>Si la situation politique continue de s'améliorer au niveau national et local, les déplacés internes pourront revenir dans leurs fermes si leur sécurité est garantie. Dans ce cas, les labours et semis seront probablement effectués trop tard par rapport au terme optimal, et le rendement sera défavorablement affecté. La perte de bétail, et plus particulièrement celle de vaches laitières, affecteront négativement les revenus si la reconstitution des troupeaux n'est pas entreprise.</p>	<p>128, 879 IDPs residing in camps and with host communities. Note the number of IDPs residing with hosts are not verified, and hence the total number of IDPs may be an underestimate</p>	<p>Signaux mitigés</p>	<p>Partage des pouvoirs politiques effectif au niveau national; instauration de la paix et réconciliation; résolution des causes sous-jacentes et perceptions au niveau local.</p> <p>Politiques gouvernementales et actions visant à faciliter le retour des déplacés internes dans les fermes et/ou leur réinstallation ailleurs.</p> <p>Programmation de retour (ou pas) en fonction du calendrier agricole. Un retour après mars entraînera un semis très tardif et une faible production.</p>	<p>Opportunités d'intervention (Intervention immédiate visant à améliorer l'accès à l'alimentation)</p> <ol style="list-style-type: none"> Continuer à subvenir aux besoins basiques des populations déplacées dans les camps et dans les familles d'accueil par des interventions d'assistance: nourriture, soins médicaux, eaux et dispositifs sanitaires adéquats, abris, éducation. Support psychosocial pour les personnes ayant été directement affectées par les violences et autres traumatismes. Support pour instaurer la paix et la réconciliation pour rétablir la confiance entre les communautés en conflit. C'est une condition incontournable pour assurer le retour des déplacés internes en toute sécurité et dans la paix. Fournir des intrants aux fermiers revenant à leurs exploitations (ou à ceux étant réinstallés sur d'autres terres agricoles). La priorité sera donnée aux subventions pour la location de tracteurs, les semences et les engrais. Outils agricoles selon les cas. Assistance en termes d'abris/logement aux déplacés internes dont les maisons ont été détruites durant les violences Redistribution de bétail, en priorité des bêtes laitières, aux déplacés ayant perdu leur bétail. Support à la résolution des problèmes sous-jacents, en particulier ceux concernant la propriété foncière.

5.5 Étape 2: Remplir la grille d'analyse, partie 3

La partie 3 de grille est similaire à la partie 2 que vous venez juste de remplir, mais elle se concentre sur les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire. Elle est composée des deux mêmes sections « Analyse » et « Action ».

La section Analyse

Comme pour l'étape 1, la première colonne est destinée uniquement à enregistrer la phase dans laquelle se trouve votre région/ZME analysée. La deuxième colonne examine les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire telles que les variations climatiques, l'exclusion politique prolongée, la marginalisation économique, la dégradation environnementale, etc.... Dans la troisième colonne, vous devez placer vos descriptions synthétiques concernant l'impact des causes sous-jacentes sur chaque capital de moyens d'existence. Vous verrez que la grille compte six capitaux au lieu des 5 plus conventionnels, avec le « capital politique local » en plus. Ce rajout dépend du contexte de votre pays, le capital politique peut être intégré au capital social ou peut être traité séparément (s'il est particulièrement important). La quatrième colonne sert à indiquer la direction des changements, comme dans la partie 2.

La section Action

Elle est similaire à la partie 2, vous devez y identifier les actions et interventions qui répondent aux causes sous-jacentes que vous avez déjà énumérées dans la section Analyse. Dans plusieurs cas, vous aurez les mêmes points (sujets, secteur) à traiter dans les parties 2 et 3, mais les options d'intervention seront probablement différentes. Par exemple, une pénurie d'eau aiguë peut avoir une cause immédiate et sous-jacente. La cause immédiate peut être la panne d'une pompe d'un puits à proximité. La réponse immédiate sera de réparer cette pompe (dans la mesure du possible) ou d'assurer l'approvisionnement en eau par des camions citernes. La cause sous-jacente peut être provoquée par un mauvais entretien de la pompe, ou un nombre insuffisant de puits dans la région. Dans ce cas, l'action recommandée peut comprendre la formation d'un comité de gestion de l'eau, ou encore l'installation de nouveaux puits dans la région.

ENCADRÉ 2:

Éviter les longues listes de recommandations !

Notez qu'il n'est pas nécessaire de faire des recommandations pour toutes les causes: il est possible qu'aucune intervention évidente ne se dégage, ou que ces recommandations soient si générales qu'elles ne seraient pas d'une grande utilité. En règle générale, il vaut mieux éviter une longue liste de recommandations, en se concentrant plutôt sur les actions prioritaires qui ont plus de chances d'être menées à bien.

Ceci est un exemple très simple, mais vous serez amenés à traiter des causes immédiates beaucoup plus complexes et de long terme. Pour exemple, dans le Soudan du sud, un taux élevé de malnutrition s'explique par une combinaison complexe de facteurs incluant l'hygiène, une mauvaise qualité de l'eau, l'accès difficile aux services médicaux et une mauvaise pratique des soins. L'action immédiate pourra comprendre un apport nutritionnel supplémentaire aux enfants pour sauver des vies, mais ceci ne résoudra pas le problème sous-jacent qui va requérir une approche multisectorielle sur le long terme.

Utilisant le même exemple relatif au Kenya, voici la façon dont la partie 3 a été complétée.

Figure 5.4: Exemple de grille d'analyse de preuves partie 3 dans le cas des Déplacés Internes de NAKURU, Kenya

Partie 3: Analyse des causes sous-jacentes, effets sur les avoirs relatifs aux moyens d'existence et opportunités pour l'amélioration de la situation à moyen et à long terme				
Région analysée (région, province, zone agro-climatique, zone de moyens d'existence, etc.); populations déplacées internes de Nakuru				
ANALYSE			ACTION	
Phase actuelle ou imminente (Cocher ou mettre) en gras la phase adéquate)	Causes sous-jacentes (Dégradation de l'environnement, déclin social, mauvais(e) gouvernance, marginalisation, etc.)	Effet sur les avoirs relatifs aux moyens d'existence (Description Synthétique)	Tendance Prévue (En progrès, aucun changement, aggravation, signaux mitigés)	Opportunités de soutenir les moyens d'existence et traiter les causes sous-jacentes (Politiques, programmes et/ou plaidoyer)
<p>■ Crise Humanitaire</p>	<p>Conflit dus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux différends politiques aux niveaux local et national; en particulier, déclenchés par des élections présidentielles contestées; • disputes historiques et contemporaines liées à la question foncière; • répartition inéquitable des ressources par les élites politiques; • croissance de la population et pression sur les ressources agricoles, avec peu de possibilités de générer des moyens d'existence alternatifs. 	<p>Capital physique: L'accès à la terre et à d'autres moyens de production est actuellement difficile en raison de la persistance de l'insécurité et des tensions ethniques. La perte de bétail (perte réelle et du matériel génétique) est une cause principale de l'érosion des moyens d'existence, ce qui exigera du temps et des ressources pour rétablir la situation.</p> <p>Capital social: Les tensions interethniques ont exclu les déplacés internes du dialogue politique dans certains cas.</p> <p>Capital financier: Les sources de revenus provenant de la production agricole et du commerce sont sérieusement réduites; l'accès au crédit a été perturbé et beaucoup de personnes risquent de ne pas honorer leurs échéances.</p> <p>Capital naturel: La plupart des déplacés internes sont privés des capitaux naturels dont ils jouissaient dans leurs exploitations (terres, eau, etc.)</p> <p>Capital humain: l'accès à l'éducation varie en fonction de l'emplacement du camp et de la stabilité qui y règne. L'accès aux soins de santé est adéquat dans les camps, mais pas dans des régions éloignées, dans les camps de petite taille et de caractère provisoire.</p> <p>Capital politique local: La polarisation et la sur-représentation ethnique des autorités politiques locales et nationales privent certaines populations déplacées internes d'un pouvoir politique efficace si le député n'appartient pas à leur groupe ethnique, mais à un camp rival.</p>	<p>Indicateurs divergents</p>	<ul style="list-style-type: none"> • efforts pour la paix et résolution du conflit • résolution des questions de longue date sur la propriété foncière • retour pacifique des déplacés internes chez eux, et / ou réinstallation ailleurs sur des terres fertiles • logement (dans des camps ou lieux de retour)
			Pas de changement	Plaidoyer visant à réduire les tensions ethniques et à renforcer la confiance entre les communautés
			Détérioration	Fourniture d'intrants agricoles pour aider les populations déplacées à reprendre leurs activités relatives moyens de d'existence.
			Pas de changement	
			Pas de changement, mais pourrait s'aggraver avec la prochaine saison des pluies	Veiller à ce que les services sanitaires et éducatifs soient maintenus dans les camps
			Pas de changement	

MODULE 6

DRESSER VOTRE CARTE – INFORMATIONS QUE VOUS DEVEZ FOURNIR A VOTRE TECHNICIEN GIS

6.1 Objectifs et finalités du module

- **Objectif:** vous rendre capable de sélectionner les informations pertinentes pour votre technicien GIS de sorte qu'il puisse dresser une carte IPC standard.
- **Vous serez capable de:**
 - o rassembler toutes les informations pour une carte IPC;
 - o remplir les boîtes de légende pour les zones en crise (ou pour les zones qui ne sont pas en crise, selon vos besoins)

6.2 Vous avez besoin:

- ✓ des grilles d'analyse complétées (parties 1,2 et 3)
- ✓ des protocoles cartographiques (révisés) du Manuel technique (section 5.2 p. 39):

Figure 6.1: Protocoles cartographiques révisés de l'IPC

Délimitation spatiale, risque d'aggravation et tendances prévues	Définition des attributs (relatifs aux zones de crise)														
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Phase actuelle ou imminente</p> <ul style="list-style-type: none"> 1A Généralement en sécurité alimentaire 1B Généralement en sécurité alimentaire 2 Insécurité alimentaire modérée/limite 3 Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë 4 Urgence humanitaire 5 Famine/Catastrophe humanitaire <hr/> <p>Risque d'aggravation</p> <ul style="list-style-type: none"> Surveillance } Lignes de couleur diagonales indique un changement de phase Risque modéré } Lignes noires indiquent une aggravation uniquement de l'ampleur Risque élevé } <p>Tendance prévue</p> <ul style="list-style-type: none"> ↑ Amélioration de la situation ↓ Aggravation de la situation ← Sans changement ↑↓ Situation mixte <hr/> <ul style="list-style-type: none"> Maintien de la Phase 3, 4, ou 5 >3 ans Zones de concentration de déplacés internes <p><small>Notes: 1. Les estimations de population n'incluent pas les déplacés internes ni les estimations en zones urbaines, et sont arrondies aux 10 000 les plus proches 2. Pour les explications relatives aux catégories, voir http://www.fsausomali.org</small></p> </div>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Définition des attributs de zones de crise en phase 3, 4, ou 5</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 10%;">Magnitude</td> <td>Population dans la phase (y compris à haut risque)</td> </tr> <tr> <td></td> <td>0-100,000 101,000-500,000 >500,000</td> </tr> <tr> <td>Profondeur</td> <td> <ul style="list-style-type: none"> -100% Pourcentage de population dans la phase respective -0% </td> </tr> <tr> <td>Qual</td> <td> <p>Critères de ciblage social</p> <ul style="list-style-type: none"> i Système de moyens d'existence ii Groupe de richesse iii Sexe iv Autres tels que 1) Groupes de moyens d'existence, 2) Groupe de richesse, 3) Sexe, 4) Autres <p>Principales causes immédiates</p> <ul style="list-style-type: none"> a Sécheresse b Inondations c Tsunami d Insécurité civile e Désorganisation du marché f Foyers de maladie g Afflux de population h Autres <p>Principales causes sous-jacentes</p> <ul style="list-style-type: none"> A Séquelles de conflits B Dégradation de l'environnement C Marginalisation sociale D Autres </td> </tr> <tr> <td>Pourquoi</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Fréquence</td> <td> <p>Récurrance de la crise dans les 10 dernières années</p> <p>Faible (1-2 ans), Moyenne (3-4), Forte (>=5)</p> </td> </tr> <tr> <td>Confiance</td> <td> <p>Niveau de confiance de l'analyse</p> <p>* Faible ** Moyen *** Elevé</p> </td> </tr> </table> </div>	Magnitude	Population dans la phase (y compris à haut risque)		0-100,000 101,000-500,000 >500,000	Profondeur	<ul style="list-style-type: none"> -100% Pourcentage de population dans la phase respective -0% 	Qual	<p>Critères de ciblage social</p> <ul style="list-style-type: none"> i Système de moyens d'existence ii Groupe de richesse iii Sexe iv Autres tels que 1) Groupes de moyens d'existence, 2) Groupe de richesse, 3) Sexe, 4) Autres <p>Principales causes immédiates</p> <ul style="list-style-type: none"> a Sécheresse b Inondations c Tsunami d Insécurité civile e Désorganisation du marché f Foyers de maladie g Afflux de population h Autres <p>Principales causes sous-jacentes</p> <ul style="list-style-type: none"> A Séquelles de conflits B Dégradation de l'environnement C Marginalisation sociale D Autres 	Pourquoi		Fréquence	<p>Récurrance de la crise dans les 10 dernières années</p> <p>Faible (1-2 ans), Moyenne (3-4), Forte (>=5)</p>	Confiance	<p>Niveau de confiance de l'analyse</p> <p>* Faible ** Moyen *** Elevé</p>
Magnitude	Population dans la phase (y compris à haut risque)														
	0-100,000 101,000-500,000 >500,000														
Profondeur	<ul style="list-style-type: none"> -100% Pourcentage de population dans la phase respective -0% 														
Qual	<p>Critères de ciblage social</p> <ul style="list-style-type: none"> i Système de moyens d'existence ii Groupe de richesse iii Sexe iv Autres tels que 1) Groupes de moyens d'existence, 2) Groupe de richesse, 3) Sexe, 4) Autres <p>Principales causes immédiates</p> <ul style="list-style-type: none"> a Sécheresse b Inondations c Tsunami d Insécurité civile e Désorganisation du marché f Foyers de maladie g Afflux de population h Autres <p>Principales causes sous-jacentes</p> <ul style="list-style-type: none"> A Séquelles de conflits B Dégradation de l'environnement C Marginalisation sociale D Autres 														
Pourquoi															
Fréquence	<p>Récurrance de la crise dans les 10 dernières années</p> <p>Faible (1-2 ans), Moyenne (3-4), Forte (>=5)</p>														
Confiance	<p>Niveau de confiance de l'analyse</p> <p>* Faible ** Moyen *** Elevé</p>														

- ✓ des « fichiers de formes » de vos régions/ZME analysées
- ✓ d'un technicien GIS

6.3 Avant de commencer...

La carte IPC est un élément important de l'outil, car elle est la partie la plus évidente. Elle doit être conçue méticuleusement de façon à présenter des informations complexes sous une forme claire et accessible pour un large public. Pour les décideurs disposant de peu de temps pour lire, la carte est un moyen efficace qui sert à montrer la délimitation spatiale des différentes phases ainsi que la menace d'amplification d'une phase. Ils peuvent regarder

avec plus d'attention et regarder les estimations démographiques, anticiper l'évolution de la situation et mieux comprendre ses causes immédiates et sous-jacentes. Les experts techniques, tels que les directeurs opérationnels du projet et planificateurs, procéderont à un examen plus pointu en analysant conjointement les boîtes de légende, les phases, et la menace d'amplification. Pour les médias et le public non technique, que trop de détails techniques pourraient confondre, il serait judicieux de dresser une carte simplifiée sans y intégrer les boîtes de légende et, éventuellement sans l'analyse de risques.

Bien que la carte IPC ait déjà fait ses preuves en tant qu'un moyen efficace pour faire passer les messages importants basés sur les analyses, elle a ses limitations inhérentes. Tout d'abord, il s'avère difficile de présenter des populations nomades sous une forme statique. Par conséquent, il serait très difficile d'inclure dans une carte IPC les zones où on peut constater des mouvements significatifs de population. Il serait également difficile de représenter de petits groupes de population d'une phase particulière, comme par exemple, les déplacés internes dans une situation d'urgence humanitaire qui sont éparpillés un peu partout dans une zone étant en sécurité alimentaire (en particulier si ces personnes sont hébergées par des familles d'accueil). Dans cette situation, la présence des déplacés internes sera signalée à l'aide des points rouges (ou d'une autre couleur correspondante à leur phase), ces points seront superposés sur la couleur de la zone. Toutefois, à première vue, ce système de signalisation peut prêter confusion avec les points noirs utilisés pour signaler les niveaux d'alerte.

Certes, la carte est un bon moyen pour faire passer les messages essentiels, néanmoins ce mode de communication doit être complété par des rapports descriptifs fournissant plus d'information sur les différentes phases. De plus, ces rapports peuvent attirer l'attention des parties prenantes sur des éléments « cachés » qui n'apparaissent pas clairement sur la carte. Par exemple, si les taux de malnutrition sont élevés (se rapportant à la phase 4), alors que tous les autres indicateurs correspondent à la phase 2; dans ce cas de figure, nous serons amenés à placer la zone en phase 2, étant donné la quantité dominante de preuves relative à cette phase. Par contre, les niveaux de malnutrition trop élevés doivent être signalés et traités dans les rapports descriptifs qui expliquent les raisons d'une telle situation. Ces rapports doivent également proposer des solutions à court et à long terme pour y porter remède.

6.4 Étape 1: Classification des phases de l'analyse spatiale (ZME; zones administratives, etc.), avec l'analyse des risques

A ce niveau, il s'agit tout simplement de fournir les classifications de la phase et l'analyse des risques à votre technicien GIS. Toutefois, afin de représenter les phases de façon spatiale, votre technicien GIS doit disposer des « shape files » ou « des fichiers de formes » pour votre région ou ZME. L'analyse par zone administrative ne posera probablement pas de problème car la plupart des pays ont des fichiers numériques contenant le découpage administratif du niveau national au niveau local. Si votre classification est basée sur les ZME ou d'autres régions (par exemple, des zones fluviales basses en cas d'inondations), il sera plus difficile de dresser une carte, à moins que les fichiers de formes soient disponibles pour ces unités. Un compromis courant consiste à établir un lien entre votre zone d'analyse et la plus petite unité administrative. Ainsi, un moyen d'existence particulier prédominant dans la plus petite unité administrative donnée peut être pris en compte pour toute la zone de moyens d'existence, et peut être associé à d'autres unités administratives ayant le même moyen d'existence. Ce faisant, vous aurez une large association de zones d'existence qui touchent un grand nombre de zones administratives. Cette démarche de découpage est assez complexe, et devrait être effectuée avant de procéder à l'analyse IPC.

En plus des phases et des risques, vous devez fournir des renseignements sur les tendances anticipées (amélioration, aggravation, absence de changements ou signaux mitigés) que vous pouvez trouver dans les parties 2 et 3 de la grille d'analyse; et indiquer si la zone a été classée dans une phase de crise pendant plus de 3 ans (cette situation sera signalée par une bordure violette sur la carte). La localisation d'importants foyers de déplacés internes ainsi que leurs phases doivent également être signalées sur la carte à l'aide des cercles d'une couleur appropriée. Au niveau local, d'autres questions pourraient également surgir nécessitant une explication (par exemple: à partir de quel moment les mouvements de déplacés internes ont été observés parmi la communauté d'accueil).

6.5 Étape 2: Réalisation des boîtes de légende pour les phases d'urgence (3-5) ou d'autres phases auxquelles vous souhaitez faire une référence particulière (y compris les estimations démographiques et les barres de niveau)

Les boîtes de légende sont conçues selon les protocoles cartographiques (voir la Figure 6.1 ci-dessus). Les boîtes sont utilisées de façon conventionnelle, afin de fournir plus de détails sur les zones en phase de crise (phase 3, 4 ou 5). Toutefois, vous pouvez également créer les boîtes de légende pour les phases hors crise, surtout si vous cherchez à attirer l'attention des décideurs sur des zones ou des questions particulières.

Les boîtes de légende comprennent **des estimations de populations** se trouvant dans la phase que vous pouvez obtenir à partir de vos grilles démographiques. La quantité de personnes touchées est présentée en chiffres (petite police de caractère pour un pour 0 à 100 000 personnes affectées, police intermédiaire pour 101 000 à 500 000, plus grande police pour un nombre supérieur à 500 000), et par une barre de niveau indiquant les proportions de population dans les différentes phases au sein de la phase globale donnée (voir le module 4 pour plus de détails).

Critères du ciblage social. Un code spécial est utilisé pour transcrire ces critères (I, II, III, etc.), le « code par défaut » étant: I = système de moyens d'existence; II = couches sociales et III = genre. Ce code peut être modifié en fonction du contexte et de l'analyse du problème de sécurité alimentaire⁵. Le plus important ici est de faire passer aux décideurs les éléments pour cibler au mieux les ressources sur les groupes de populations les plus affectés, afin que les ressources limitées aient le meilleur impact. Vous devez fournir ces critères à votre technicien GIS pour qu'il puisse modifier les symboles dans les boîtes de légende en fonction.

Les principales causes immédiates et sous-jacentes sont répertoriées dans les grilles d'analyse figurant dans les parties 2 et 3. Elles sont codées à l'aide des lettres et ont besoin d'être réajustées en fonction de votre contexte. Il faut signaler à votre technicien GIS le code que vous souhaitez utiliser pour chaque cause afin qu'il puisse modifier les symboles dans les boîtes de légende.

La récurrence de la crise au cours des 10 dernières années. Il est important d'indiquer la fréquence des crises dans la zone analysée, ce qui permettra d'estimer l'exposition de cette zone aux risques et l'état potentiel des moyens d'existence. Généralement, si une zone a été fréquemment exposée à des événements adverses, vous pouvez supposer que les moyens d'existence ont été endommagés. Cette exposition peut se mesurer de la façon suivante: faible = de 1 à 2 ans de crise au cours des 10 dernières années; modérée = de 3 à 4 ans; et élevée = plus de 5 ans. A cet égard, vous pouvez utiliser la définition de la «crise» reconnue au sein de l'IPC avec la référence aux phases 3, 4 ou 5. En expérimentant l'IPC dans votre pays, vous allez utiliser les descriptions préexistantes de la zone d'analyse, qui se veulent, dans une certaine mesure, conformes aux phases de crise de l'IPC.

Le niveau de confiance de l'analyse doit être estimé pour chaque indicateur dans le cadre de la classification de la phase, en même temps que pour l'ensemble de l'analyse. Reportez-vous au résumé de la matrice que vous avez développé dans le Module 2 (voir figure 2.3) pour vous aider à faire la classification de la phase.

6.6 Étape 3: Élaborer un titre précis pour la carte, incluant la période de validité

La période de validité est généralement la période allant de la date de l'analyse à la prochaine grande saison agricole. Cette période peut aussi être plus courte en fonction de la nature des événements adverses. Par exemple, une inondation peut affecter les moyens d'existence durant une courte période, de même qu'une maladie touchant le bétail si les mesures nécessaires sont prises à temps. Dans les situations de conflit, il peut être nécessaire

⁵ Les critères du ciblage social fournissent les lignes directrices générales aux décideurs. Notez qu'il peut être nécessaire de procéder à des estimations additionnelles pour avoir une idée plus précise concernant différents groupes et affiner les critères du ciblage, surtout lorsque des interventions multiples sont requises.

d'actualiser plus souvent les résultats de l'IPC, auquel cas la validité de l'analyse peut être assez courte. La règle de base consiste à déterminer la durée de validité avant de commencer l'analyse, en vous demandant combien vous êtes confiant en la validité de votre analyse au-delà d'une certaine période. Le titre de la carte est un moyen de communiquer les informations principales: il peut porter sur une analyse générale de la sécurité alimentaire d'un pays, ou mettre en exergue un danger particulier, ou présenter une vue d'ensemble de la situation à la mi-saison avec un accent sur les risques.

MODULE 7

**COMMENT VOUS ASSURER QUE VOTRE ANALYSE EST JUSTE?
REVUE DU PROCESSUS PAR LES PAIRS**

7.1 Objectifs et finalités du module

- **Objectif:** Fournir des indications sur la revue du processus par les pairs et son importance en vue d'assurer la rigueur, l'objectivité et la crédibilité de l'analyse.
- **Vous serez capable de:**
 - o organiser un procédé de révision par les pairs
 - o conclure votre analyse IPC en toute confiance

7.2 Vous avez besoin:

- ✓ des grilles d'analyse remplies avec les parties 1, 2 et 3
- ✓ d'une carte IPC provisoire incluant l'analyse des risques
- ✓ d'une équipe possédant les compétences requises
- ✓ d'un panel d'experts indépendants si possible

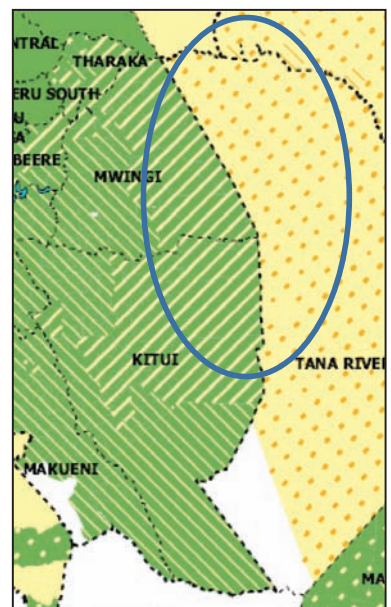
7.3 Description générale

L'approche IPC encourage vivement le débat sur les analyses de la sécurité alimentaire et leur classification. Ce débat vise à diriger les principales parties prenantes vers un consensus avant de parvenir aux résultats définitifs. Ce processus renforce la solidité de l'analyse finale (puisque tout le monde l'approuve) ainsi que le niveau de transparence (étant donné que les personnes sont encouragés à réexaminer les preuves) et, de façon générale, il augmente la crédibilité de l'ensemble des pratiques. Le cadre général utilisé pour la révision par les pairs suppose que chaque unité d'analyse (généralement fonctionnant sous forme d'un petit groupe) présente ses conclusions à l'ensemble du groupe.

Un processus de révision par les pairs ressemble un peu à une audience au tribunal: une analyse est présentée aux « juges » qui l'étudient en y apportant des critiques constructives. L'« accusé », celui qui a présenté l'analyse, doit défendre sa position avec l'aide des preuves recueillies par les grilles d'analyse. Si le tribunal décide que les preuves ne répondent pas aux attentes d'un examen critique, il sera demandé au groupe en charge de l'analyse de revoir ses preuves en y apportant des modifications possibles sur la classification de la phase ou sur d'autres parties de l'analyse. Une fois les modifications faites, il est important de revoir de nouveau les résultats de cette première révision pour pouvoir parvenir à un consensus final.

Dans le cadre de ce processus, il est important d'élaborer une carte provisoire qui mettra en évidence des divergences entre les analyses faites par les différents groupes. Souvent, cela peut être observé sur les délimitations administratives où on pourrait s'attendre à ce que les phases se ressemblent des deux côtés. Parfois, ce qui semble être une aberration peut s'avérer correct et être expliqué. Par exemple, la carte ci-contre montre l'attribution de deux phases différentes sur les deux cotés de la frontière administrative, ce qui semble à première vue improbable. Lors du processus de révision, en relevant cette anomalie, les pairs ont demandé aux deux groupes de défendre leur analyse. Ce faisant, il s'est avéré qu'une frontière administrative suivait un cours d'eau séparant deux zones de moyens de existence distinctes – pastorales et d'agriculture mixte à faible rendement - et que les conditions en présence avaient des effets différents sur les deux zones de moyens de existence. Dans ce cas, l'équipe des pairs a signalé et remis en question cette anomalie, les « accusés » ont expliqué avec succès leur position et aucune modification n'a été apportée.

Vous comprenez bien désormais à quel point il est important de réunir les personnes pertinentes pour organiser ce processus de révision par les pairs. Si l'analyse se fait au niveau national, il serait normal de faire



appel au groupe qui a élaboré l'analyse (probablement votre équipe technique) pour effectuer la revue par les pairs. Si vous avez un système plus décentralisé, il serait bon d'avoir une série de révision par les pairs: au niveau sous-national auquel une classification particulière se réfère; à un niveau sous-national plus élevé comprenant plusieurs analyses; et ensuite, au niveau national lorsque l'on révisé les preuves de l'ensemble du pays. Peu importe le nombre de revues effectuées par les pairs, l'important est de former un jury indépendant en charge de la révision et composé d'experts en sécurité alimentaire. De préférence, cette équipe doit avoir une expérience de l'IPC et ne pas être impliquée dans le processus d'analyse. Ceci n'est pas toujours possible, et ce n'est pas une obligation, mais constituerait « la cerise sur le gâteau » et serait un moyen d'accroître la crédibilité des résultats.

7.4 Étape 1: Passer en revue la classification de la phase pour les différentes régions /ZME de votre pays (ou dans une région particulière de votre pays):

Comme nous l'avons déjà vu, cette démarche comprend une série de présentations par les groupes qui ont fait l'analyse auprès d'un plus large groupe. Ce processus intégrera des analyses critiques. Dans le cas où il s'avère nécessaire d'effectuer une révision des preuves et d'apporter des modifications, il faut organiser une deuxième révision (probablement pour l'ensemble des modifications décidées lors de la première révision) et parvenir à un consensus.

7.5 Étape 2: Conclure toutes les révisions et préparer une carte finale avec des conclusions

Une fois que le groupe de révision est parvenu à un consensus sur l'analyse et les modifications nécessaires, la version révisée de la carte devra être présentée au groupe pour son adoption finale. À ce stade, les petits groupes de concertation peuvent également finaliser les boîtes de légende (voir *module 6*) et rédiger des rapports descriptifs pour chaque phase.

7.6 Étape 3: Diffuser les résultats

Après avoir terminé la révision par les pairs, vous êtes maintenant prêt à intégrer vos cartes et vos descriptions dans un rapport ou un bulletin pour ainsi les présenter auprès d'une large communauté concernée par la sécurité alimentaire. N'oubliez pas que, dans l'intérêt de préserver la transparence, vous devrez mettre vos grilles d'analyses à la disposition de l'ensemble de la communauté, par le biais d'un site Internet, ou les diffuser par mail ou sur CD.

A retenir:

- Établir comme règle de base que la critique doit être constructive et ne doit pas dégénérer en arguments négatifs ou des attaques personnelles. La situation peut devenir animée, mais il est important de toujours rester professionnel.
- Faire en sorte que tout le monde ait accès aux preuves présentées - pour économiser du papier et de l'argent, vous pouvez projeter les diapositives sur un mur à partir d'un ordinateur portable.
- S'assurer d'avoir un consensus sur les résultats finaux et l'accord du groupe avant de publier le rapport dans l'ensemble de la communauté et du domaine public.

MODULE 8

COMMENT METTRE EN PLACE L'IPC DANS VOTRE PAYS?

8.1 Objectifs et finalités du module

- **Objectif:** Fournir des lignes directrices et l'expérience d'autres pays qui vous aideront à établir et réaliser un IPC dans votre pays de manière durable.
- **Vous serez capable de:**
 - o identifier l'institution la plus appropriée pour accueillir votre IPC et les informations requises relatives à la sécurité alimentaire;
 - o mettre en place un processus et un plan de travail vous permettant de lancer votre première phase d'analyse IPC et de fixer les objectifs pour les cycles à venir;
 - o élaborer des plans de renforcement des capacités aux niveaux national et sous-national, ainsi qu'un plan de décentralisation si nécessaire.

8.2 Vous avez besoin de:

- ✓ **Principes de fonctionnement:** Un ensemble de principes a été mis en place par le partenariat conjoint sur l'IPC (FAO, FEWS NET, PAM, CARE, OXFAM (GB) et Save the Children (US and UK)), visant à donner quelques indications sur ce que serait un IPC et comment il fonctionnerait dans un pays donné. Bien entendu, ce ne sont pas des règles exhaustives, mais plutôt une boîte à outils dans laquelle piocher lorsque vous établissez un IPC dans votre pays. Ces principes sont énumérés dans l'encadré ci-dessous:

ENCADRÉ 1:

Proposition de lignes directrices sur les principes de fonctionnement au sein d'un pays dans le cadre d'une approche commune inter-institutionnelle (pour un système IPC complet)

1. L'IPC doit être un processus consensuel amélioré par un groupe de travail inter-institutionnel, incluant le gouvernement et les principales institutions.
2. Tous les efforts déployés viseront à engager et développer les capacités du gouvernement, à promouvoir l'appropriation et renforcer le processus institutionnel.
3. La programmation de l'analyse doit être faite en fonction des événements / saisons critiques qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire. La porte d'entrée peut être un événement multi-agences afin de planifier.
4. L'engagement des membres du groupe de travail inter-institutionnel pour un processus pluriannuel.
5. La demande formulée par le gouvernement de lancer un processus IPC.
6. L'IPC peut être lancé indépendamment de la disponibilité des données. L'analyse initiale de la situation sera utile et peut être améliorée au cours du processus.
7. Toutes les données utilisées doivent mentionner le niveau de confiance.
8. Le processus IPC devrait prévoir un mécanisme permettant de générer un engagement institutionnel de la part du gouvernement.
9. La transparence des résultats mis à la disposition du public en temps voulu.
10. L'analyse IPC sera faite en toute neutralité technique grâce à une large participation des groupes interinstitutionnels en vue d'assurer un consensus transparent via la contribution technique de tous les membres du groupe.
11. L'IPC fait l'objet d'un processus de révision externe par des pairs afin de vérifier la qualité et d'assurer les standards de l'IPC.
12. Le processus doit être utilisé pour tirer des enseignements ayant pour but d'améliorer l'outil IPC.

- ✓ **Identification des Institutions:** De manière générale, l'IPC devrait être mis en place au sein des institutions existantes et des mécanismes de coordination œuvrant dans le secteur de sécurité alimentaire. Il est très utile d'identifier et analyser les institutions variées relatives à la sécurité alimentaire et leurs relations dans la circulation des informations avant de décider où votre système IPC devrait s'insérer.

8.3 Avant de commencer...

Il est très important de partir sur le bon pied en démarrant votre système IPC (comme pour d'autres projets), car il faut beaucoup de temps et d'efforts pour pouvoir corriger les fautes commises au départ. Plusieurs moyens peuvent être utilisés pour amorcer le processus de l'IPC. A cet égard, quelques exemples utiles incluant l'expérience de différents pays ont été sélectionnés pour compléter ce module. Comme principe général, l'IPC doit être considéré comme un outil venant s'ajouter aux systèmes d'analyses et de coordination de la sécurité alimentaire existant déjà. L'IPC n'est pas un outil destiné à remplacer les mécanismes existants, et ne nécessite pas la mise en place de comités supplémentaires.

8.4 Étape 1: Trouver un « hôte » à votre IPC – Considérations Institutionnelles

8.4.1 Trouver un « hôte » pour l'IPC: Cartographie institutionnelle.

Dans ces recherches, vous ferez appel aux mêmes démarches que vous utilisez dans la recherche de votre future maison, c'est-à-dire, vous commencerez par vous renseigner sur l'environnement direct avant de décider en termes institutionnels où vous allez installer votre IPC. Dans cette optique, il est utile d'établir une cartographie: commencer par dresser une liste de toutes les institutions impliquées dans les processus de la sécurité alimentaire, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, et comprendre leurs relations. L'analyse des mécanismes de coordination dans le champ de la sécurité alimentaire de votre pays est une étape importante étant donné que ce système est inter-institutionnel par nature. De même que les inter-relations entre institutions, il est aussi utile de repérer la circulation des informations: il est primordial de comprendre la façon dont les informations sur la sécurité alimentaire sont mises à disposition et utilisées par les décideurs. Ainsi, l'IPC sera placé dans un contexte stratégique permettant de bien planifier des interventions à venir. En règle générale, il est préférable d'intégrer l'IPC dans un mécanisme de coordination existant et efficace plutôt que de créer de nouveaux groupes, cependant il est parfois nécessaire de créer un groupe de travail rapportant à un groupe ou cluster existant pour faire avancer les choses. Par exemple, en Ouganda, l'IPC a été installé d'abord dans le bureau du Premier ministre qui supervise le Département de Sécurité alimentaire et de Moyens d'existence agricoles. Mais il s'est avéré nécessaire de former un groupe de travail technique, plus petit et plus spécialisé, au sein du département pour aider à mettre sur pied l'IPC.

8.4.2 Susciter l'acceptation et l'engagement: sensibilisation, importance de l'appropriation et du leadership du gouvernement national

Dès que vous avez décidé où vous allez installer l'IPC, vous serez amené à déployer beaucoup d'efforts pour sensibiliser les responsables au sein et à l'extérieur du gouvernement et leur faire découvrir le fonctionnement et les finalités de l'IPC. Tout d'abord, les parties prenantes au sein du gouvernement de votre pays doivent approuver l'utilisation de l'IPC. En principe, cet accord sera obtenu auprès des mécanismes de coordination à l'intérieur du gouvernement, souvent au sein du Cabinet Présidentiel/ du Premier Ministre. Ce sont ces structures du gouvernement ou, dans certaines situations, le Ministère de l'Agriculture qui gèrent les questions liées à la sécurité humaine /alimentaire au niveau national. En ce qui concerne l'installation de l'IPC, toutes les expériences et compétences antérieures des responsables du gouvernement seront d'une grande utilité, y compris les formations au niveau régional basées sur les exemples des autres pays. Dans la perspective de sensibilisation, il serait également pertinent de faire venir un expert d'un autre pays qui utilise déjà l'IPC. Toutefois, il ne faut pas oublier que, même si l'IPC est appliqué par les experts techniques du gouvernement et d'autres institutions, ce sont tout d'abord leurs supérieurs hiérarchiques qui prennent les décisions. Il est essentiel qu'à leur tour, les hauts fonctionnaires comprennent le fonctionnement de l'IPC afin qu'ils puissent non seulement appuyer le personnel technique impliqué dans l'installation, mais aussi être en mesure de prendre des décisions éclairées sur la base des résultats de l'IPC.

8.4.3 Réunir les personnes pertinentes autour d'une table

Dans le cadre de l'analyse de la sécurité alimentaire et lors de la classification des phases, il est important de réunir les bonnes personnes autour d'une table. Là encore, il n'existe pas de règles précises en ce qui concerne le choix de ces personnes. Par contre, l'expérience de différents pays montre qu'il faut instaurer une structure inter-institutionnelle d'engagement mutuel qui réunit les ministères concernés, les Nations Unies et les ONG principales, où chacun peut s'exprimer librement. D'un point de vue technique, vous viserez à avoir une expertise transversale en termes de nutrition, santé, eau, agriculture, élevage, et éducation ainsi qu'un avis de professionnels de sécurité alimentaire. En ce qui concerne les institutions publiques, il est d'usage de faire appel aux agents techniques des ministères responsables des secteurs décrits ci-dessus, en collaboration avec l'autorité de coordination (Bureau du Président, Bureau du Premier Ministre). Il faut prendre en compte le fait que les ministères sont normalement divisés en départements et qu'il pourrait s'avérer important d'impliquer les agents de chaque département: par exemple, le département de la nutrition, ainsi que le département de la santé au sein du Ministère de la santé; le département de l'élevage, ainsi que les services vétérinaires au sein du ministère de l'élevage/ de l'agriculture. Les agences de l'ONU sont représentées par le PAM (bureau VAM, s'il y en a un), la FAO, l'UNICEF, l'OMS et le PNUD. Il est important de veiller à ce que les ONG principales soient également impliquées, en particulier, celles qui ont de bonnes connaissances dans le domaine concerné et/ou des compétences particulières dans le secteur de la nutrition. Par exemple, il serait pertinent d'inclure des ONG telles que Oxfam, Save the Children, MSF famille, VSF famille, CARE, etc. Les activités de la Croix Rouge/ du Croissant Rouge ainsi que des projets techniques tels que FEWS NET jouent également un rôle important. Rappelez-vous qu'en plus des données et des informations, ces organisations enrichissent l'analyse par leur contribution technique. Par ailleurs, il est primordial d'obtenir une bonne interaction transversale de toutes parties prenantes pour obtenir un consensus sur les résultats. Cela contribue à renforcer la crédibilité de l'IPC, en particulier lors des premiers cycles de l'analyse.

8.5 Étape 2: Apprendre en appliquant l'IPC dans votre pays avec vos propres données.

8.5.1 Utiliser l'IPC comme une composante d'évaluations/analyses en cours.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, il est important de s'assurer que toutes les parties concernées comprennent que l'IPC vient s'ajouter aux systèmes de collecte de données et d'analyse de sécurité alimentaire existant déjà dans votre pays. D'habitude, certains types de collecte/évaluation de données et d'analyse sont menés au niveau national après chaque principale saison agricole de l'année. Dans ce contexte, l'IPC peut être d'une grande utilité en tant qu'un élément additionnel. Il peut s'avérer nécessaire d'inclure d'autres sources de données que celles utilisées avant la mise en œuvre de l'IPC (l'IPC cherche à intégrer différentes informations dans l'analyse), mais ces dernières sont normalement disponibles sans avoir à collecter des données spécifiquement pour l'IPC.

8.5.2 Apprendre à partir du processus

La meilleure façon d'apprendre comment faire une analyse IPC est de procéder ensemble avec vos collègues à un traitement de données basées sur les ressources de votre propre pays. Il est conseillé d'avoir un spécialiste de l'IPC pour guider l'équipe de votre pays, au moins la première fois. Après chaque étape, il serait pertinent d'organiser un atelier sur les enseignements tirés de l'expérience afin de revoir le déroulement du processus et de commencer à programmer le cycle suivant.

8.5.3 La question des données: cartographie et analyses des meta-données.

Le « manque de données » est une des principales préoccupations quand on commence à mettre en place un système IPC. Il est possible de faire la classification à partir de données limitées, mais meilleures seront

Figure 8.1: Exemple d'une matrice de collecte des données au Kenya

MECANISME/ SOURCES	TYPE DE DONNEES	FREQUENCE DE LA COLLECTE	CONTRAINTES	NIVEAU DE L'ENQUETE	COUVERTURE GEOGRAPHIQUE	FORMAT
FEWSNET	<ul style="list-style-type: none"> • Pluviométrie, ex: nombre de jours de pluie • Végétation • Début de saison • Qualité des cultures • Qualité des terres de la région • Etendue des inondations et nombre de personnes affectées par genre. 	Par décade	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne qualité, sauf en cas de ciel nuageux • Bonne disponibilité 	National	National	Base de données et format graphique
ALRMP/EWS	<ul style="list-style-type: none"> • MUAC • Prix • Revenus • Production • Conflits • Termes de commerce • Disponibilité et accès à l'eau • CSI • Variété et état des cultures 	Mensuellement	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunité • Perte de données non analysées • Données disponibles sur demande, mais nécessite beaucoup de temps • Données étudiées dans l'ensemble ou individuellement 	Communauté et ménages	27 districts d'ASAL	Base de données RAWAS au niveau de district mais pas national

vos données (en termes de qualité et de quantité), plus vous serez confiant dans vos résultats. Comme nous avons signalé plus haut, l'IPC essaie d'intégrer différentes sources de données dans toute analyse portant sur la sécurité alimentaire, ce qui signifie souvent la recherche de données et d'informations qui ne font pas partie du processus d'évaluation et d'analyse habituel. Si, par exemple, votre évaluation tend à être basée sur la production agricole, alors vous serez amené à inclure dans votre analyse des données sur les prix, la nutrition, la santé, l'eau et ainsi de suite. Ceci peut paraître impressionnant, mais tout processus de cartographie peut vous faire découvrir des données dont vous ignoriez l'existence. A travers le processus de cartographie, vous êtes amené à dresser la liste de besoins en données avec des sources de données, tout en prenant en compte l'accès, la fiabilité, le format et ainsi de suite. La matrice suivante est un exemple d'application cartographique au Kenya.

Après avoir identifié les sources des données, vous pouvez planifier leur collecte, bien avant l'évaluation de la sécurité alimentaire et la mise en place de l'IPC. Par conséquent, le nombre de données qu'il est prévu de collecter sur le terrain sera réduit. Lors d'une « analyse de meta-données », il s'agit de revoir les sources de données en identifiant les plus importantes lacunes. Ensuite, vous pouvez aller sur le terrain pour procéder à des réajustements et des vérifications, ce qui permettra de mieux cibler la collecte de données, de combler les lacunes et de vérifier les données existantes.

8.6 Étape 3: Renforcement des capacités et décentralisation

8.6.1 Former une équipe IPC nationale

Même si votre objectif est d'avoir un système d'analyse de la sécurité alimentaire et IPC décentralisé, il est pertinent de commencer par former une bonne équipe IPC au niveau national. Cela peut prendre deux ou trois cycles d'évaluation, d'analyse et de classification IPC avant que votre équipe nationale ne se familiarise totalement avec cet outil et gagne une certaine confiance dans le traitement des données et la classification. Dans un pays qui a deux saisons (et donc deux opportunités pour faire l'analyse IPC), il faut 1 an ½, voire 2

ans pour réaliser ce renforcement des capacités au niveau national. Ceci peut paraître long, mais cette période donnera à la communauté travaillant sur la sécurité alimentaire dans votre pays le temps de se familiariser avec le processus de programmation de l'IPC et d'en apprécier la valeur ajoutée grâce à une expérience directe.

En ce qui concerne le processus de formation, vous aurez plusieurs groupes de personnes ayant besoin de renforcer leurs capacités dans différents domaines selon leur rôle. Comme mentionné plus haut, la priorité pour cette formation pratique sera donnée au personnel technique du gouvernement et aux partenaires internationaux concernés. Ces spécialistes feront normalement partie de votre groupe de travail technique ou équivalent; cependant il faut se rappeler que tous ces cadres techniques ont des directeurs, et ce sont eux qui vont trancher lors de la prise des décisions. De ce fait, il serait primordial de fournir à ces supérieurs hiérarchiques un aperçu superficiel de l'IPC afin de les sensibiliser. Pour votre premier groupe technique, il serait pertinent de procéder à un léger *exercice d'évaluation des compétences et des besoins de formation*, qui permettra d'évaluer le niveau technique de votre groupe, et d'élaborer des stratégies d'apprentissage pour amener tous les participants au même niveau en termes de sécurité alimentaire générale. Bien sûr votre groupe comprendra des spécialistes dans des domaines particuliers, tels que la nutrition, le pastoralisme ou les moyens d'existence, qui seront des ressources très importantes pour l'ensemble du groupe.

L'expérience acquise dans d'autres pays suggère que les membres de votre groupe technique peuvent ne pas avoir la même compréhension ou perception des concepts de base sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence, la nutrition, les risques, la vulnérabilité et la résilience, et des interrelations entre les différents concepts. Par exemple, un spécialiste de la santé abordera la nutrition du point de vue clinique (vous tombez malade et vous souffrez de malnutrition); tandis qu'un expert agricole tendra à la considérer à la lumière de la disponibilité alimentaire (vous n'avez pas produit assez d'aliments, par conséquent vous allez connaître la faim et la malnutrition); et un économiste peut la voir sous l'angle de l'accès aux aliments (vous n'avez pas assez d'argent pour acheter votre nourriture, par conséquent vous allez connaître la faim et la malnutrition). Toutes ces perspectives sont bien sûr tout à fait raisonnables et valides, mais ce que nous essayons de faire est d'intégrer les différentes perspectives dans une compréhension holistique de la sécurité alimentaire. Il serait certainement pertinent d'envisager un cours de base sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence pour votre groupe technique, avant de procéder à une formation détaillée sur l'IPC.

8.6.2 Renforcement de capacités sur l'IPC: Approche basée sur la Formation des Formateurs.

La meilleure façon d'apprendre à maîtriser l'IPC est de le faire sous la direction d'un spécialiste expérimenté. Utiliser les données de votre propre pays à partir de vos processus habituels d'évaluation et d'analyse est la façon la plus évidente de procéder. Mais d'autres moyens sont possibles, comme utiliser les données secondaires disponibles par le biais des services ministériels et autres partenaires.

De manière générale, vous aspirez à ce que votre équipe technique soit capable de procéder à une analyse de l'IPC, mais aussi de former à son tour d'autres personnes, peut-être à des niveaux décentralisés. Il est donc important que votre personnel technique maîtrise l'ensemble du processus de A à Z: l'enregistrement des données dans les grilles d'analyse, la classification de la phase, les estimations démographiques pour chaque phase, l'analyse des risques, l'analyse des réponses à apporter, les ébauches des comptes-rendus et des boîtes de légende en vue de préparer les outils cartographiques et, finalement, le processus de validation par les pairs. C'est seulement après avoir effectué 2-3 fois l'ensemble de cette démarche qu'un spécialiste peut être en mesure de former d'autres personnes.

8.6.3 Questions de décentralisation.

Il y a une tendance générale à décentraliser les processus d'évaluation et d'analyse de la sécurité alimentaire (et IPC) à des niveaux administratifs sous-nationaux, afin de renforcer les compétences et connaissances locales et de réduire les coûts. Dans cette perspective, rien ne s'oppose à la décentralisation de l'IPC, mais un certain nombre de questions doivent être considérées:

- ◆ **Renforcement des capacités:** La décentralisation implique une énorme charge de travail sur au moins deux années pour développer les compétences du personnel au niveau sous national au niveau nécessaire à la bonne conduite de l'analyse de l'IPC et de sécurité alimentaire. Par conséquent, ceci signifie que votre équipe technique doit être bien formée et pouvoir consacrer du temps à la formation d'agents sous nationaux.
- ◆ **Ressources:** dans le long terme, les systèmes décentralisés auront tendance à être moins chers à gérer que s'ils étaient centralisés, d'autant plus si les évaluations sur le terrain restent une part importante de votre collecte de données. Néanmoins, le renforcement des capacités nécessaires requiert un investissement considérable en temps et en ressources, et doit être effectué avant de se lancer dans tout processus décentralisé.
- ◆ **Rigueur, objectivité et crédibilité:**
Maintenir rigueur analytique et technique et objectivité dans l'analyse de la situation est le principal défi dans une perspective de décentralisation, et est critique pour assurer la crédibilité du système dans son ensemble. Il faut raisonnable s'attendre à ce que les pressions tendant à altérer l'analyse situationnelle augmentent au contact de bénéficiaires potentiels de l'aide. Et malgré toutes les explications que vous pourriez faire, les gens percevront toujours la classification de phase et les estimations démographiques comme des éléments affectant directement leur accès à l'aide humanitaire. Dans certains pays, il existe des pratiques de patronage politique, et ces interférences avec des intérêts économiques et politiques peuvent engendrer une grande confusion. La transparence des grilles de preuves est un aspect important pour maintenir l'objectivité lors de la classification de la phase; ce qui est indispensable pour que votre équipe technique soit capable de défendre son point de vue et de mettre les données à la disposition de la plus large communauté de la sécurité alimentaire et humanitaire. De plus, le réajustement des grilles grâce au processus de validation par les pairs aux niveaux régional et national est le meilleur moyen de préserver l'objectivité et la crédibilité. (cf. Module 7: « Vérifier la qualité de vos données - Revue du processus par les pairs »). Rappelez-vous bien qu'il faut beaucoup de temps pour construire une réputation, mais peu de temps pour la perdre: dans votre pays, l'ensemble de l'analyse IPC peut rapidement perdre sa crédibilité si l'objectivité a été minée par des influences politiques et économiques.

Sites Internet utiles pour le matériel de formation IPC

www.ipcinfo.org – site Internet d'information générale, comprenant du matériel de formation et des liens vers des sites nationaux sur l'IPC et la sécurité alimentaire.

www.foodsecinfoaction.org – site Internet du projet EC/FAO Sécurité alimentaire: l'information pour l'action, contenant des cours de formation en ligne très utiles sur les systèmes d'information et réseaux de sécurité alimentaire.

www.fsausomali.org – site Internet du FSAU contenant des informations utiles sur les questions méthodologiques concernant la sécurité alimentaire et la nutrition et l'IPC.

ANNEXE 1: Types et Sources de Données

Tableau 1: Exemple de Types et de Sources de Données pertinents pour remplir la Grille d'Analyse IPC
1ère Partie: Analyse de la Phase Courante ou Imminente.

Indicateurs d'Impact de Référence	Preuves directes et indirectes pour la phase dans une période donnée	Indicateurs d'Impact de Référence	Preuves directes et indirectes pour la phase dans une période donnée
Taux brut de mortalité	<p>Direct evidence: Preuve directe: données sur le taux brut de mortalité, ou nombre de décès pour 10 000 personnes par jour pour l'ensemble de la population dans la zone d'analyse.</p> <p>Sources: Ministère de la Santé; enquête récente de DHS.</p> <p>Preuve indirecte: information indicative sur le taux brut de mortalité ou sur le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans provenant des systèmes d'information sur la santé; installations de santé; ou centres d'alimentation complémentaire/thérapeutique.</p>	Accès à l'alimentation / Disponibilité	<p>Preuve directe: quantité de nourriture consommée par personne par jour, mesurée en kilocalories (par exemple consommation quotidienne de 2100 Kcal par personne)</p> <p>Preuve indirecte: comme les prix sur le marché des denrées alimentaires de base, les volumes des ventes au détail sur les marchés locaux, production locale ou nationale des récoltes, niveaux courants des revenus pour les différents moyens d'existence, etc. Les exemples et les sources incluent:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'alimentation: <ul style="list-style-type: none"> ○ Sources d'alimentation, en particulier changements dans les sources d'alimentation par rapport à la normale (les sources normales d'alimentation ont-elles subi des chocs ?) ○ Sources de revenus, en particulier changements dans le niveau de revenu généré par les sources (les sources normales de revenus ont-elles subi des chocs ?) ○ Dépenses (quelle proportion des dépenses des ménages est consacrée à l'alimentation ? Cette proportion est-elle en augmentation ? Diminution ? Stable ?) ○ Pouvoir d'achat (les ménages ont-ils les revenus suffisants pour acheter leur alimentation ?) ○ Accès social (Y a-t-il des barrières sociales/culturelles/politiques limitant l'accès des ménages à leurs sources d'alimentation ?)
Malnutrition Aiguë	<p>Preuve directe: niveaux réels de malnutrition aiguë, ou émaciation, mesurée en poids/taille et exprimé en z-scores par rapport à la moyenne. Par exemple, taux de Malnutrition Globale Aiguë (GAM) de 12%, ou Malnutrition Aiguë Sévère de 2%.</p> <p>Source: enquêtes spécifiques sur la malnutrition menées récemment par le Ministère de la Santé; UNICEF; ONG opérant localement.</p> <p>Preuve indirecte: Mesure du périmètre brachial (MUAC) ou tout autre donnée indicative des dispensaires, hôpitaux, ou centres d'alimentation.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Données sur les moyens d'existence des ménages, comme celles provenant de l'analyse de l'économie des ménages, ou information basée sur les moyens d'existence, enquêtes sur le budget/la consommation des ménages, etc. - Evaluations récentes de la sécurité alimentaire prenant en considération les changements dans les sources d'alimentation et de revenus, les modèles de dépenses, et les mécanismes d'adaptation. - Prix courants de l'alimentation et du bétail comparés à la moyenne et termes de l'échange, provenant de FEWS NET, LEWS, PAM, Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, ou des Statistiques, ONG opérant localement. - Evaluations de la sécurité alimentaire provenant du PAM (CFSVAs ou EFSAs), FAO, ONG, organisations gouvernementales prenant en considération la vulnérabilité, les groupes marginalisés, etc.
Malnutrition Chronique	<p>Preuve directe: niveaux réels de malnutrition, ou retard de croissance, mesuré en taille/âge et exprimée en z-scores par rapport à la moyenne.</p> <p>Source: enquêtes spécifiques sur la malnutrition menées récemment par le Ministère de la Santé; UNICEF; ONG opérant localement.</p> <p>Preuve indirecte: données sur le rapport taille/âge collectées localement ou non officiellement par les installations de santé.</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité alimentaire <ul style="list-style-type: none"> ○ Production, en particulier changements dans la production locale ou nationale par rapport à la normale ○ Lignes d'approvisionnement (le commerce ou les marchés alimentaires ont-ils subi des chocs?) ○ Bilan céréalier

Tableau 1 (suit)

Indicateurs d'Impact de Référence	Preuves directes et indirectes pour la phase dans une période donnée	Indicateurs d'Impact de Référence	Preuves directes et indirectes pour la phase dans une période donnée
Maladies	<p>Preuve directe: information sur les apparitions endémiques, épidémiques ou pandémiques de maladies comme la malaria, la diarrhée aqueuse aiguë, la méningite, etc.</p> <p>Source: enquêtes spécifiques sur la santé au moyen des systèmes de surveillance de la santé; Ministère de la Santé; UNICEF; OMS; enquête DHS (démographie et santé).</p> <p>Preuve indirecte: information anecdotique sur l'ampleur de l'expansion de la maladie provenant des installations de santé, des données cliniques, etc.</p>	Accès à l'alimentation / Disponibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluations récentes des récoltes conduites par la FAO (CFSAM), Ministère de l'Agriculture - niveau des précipitations tombées, information sur la végétation/les pâturages, et autres perceptions recueillies provenant de FAO GIEWS, FEWS NET, JRC, etc. - état corporel du bétail et prévalence des maladies animales provenant des systèmes de contrôle de l'élevage, Ministère de l'Élevage, etc. - Disponibilité locale des stocks des traders - flux des échanges comparés à la normale provenant des systèmes de contrôle transfrontaliers comme PAM, FEWS NET, ONG locales, ou traders. - bilans céréaliers de la FAO et du Ministère de l'Agriculture.
Diversité du régime alimentaire	<p>Preuve directe: nombre de groupes alimentaires consommés sur une période donnée, comme par la méthode des 12 groupes alimentaires avec un rappel de 7 jours ou la méthode des 16 groupes alimentaires avec un rappel de 24 heures utilisées pour calculer un score de diversité du régime alimentaire des ménages.</p> <p>Source: enquêtes détaillées menées par PAM, UNICEF, FAO, ONG.</p> <p>Preuve indirecte: information anecdotique sur les changements dans le nombre de groupes alimentaires consommés par rapport à la normale, ou information collectée informellement par les centres de santé.</p>	Adaptation	<p>Preuve: utilisation de stratégies d'assurance, stratégies de crise, ou stratégies d'adaptation, comme par un Index des Stratégies d'Adaptation (ISA).</p> <p>Source: enquête rapide des ménages de l'ISA comme celle développée par CARE et WFP; information locale anecdotique des agents techniques ou des ONG sur les changements intervenus dans les stratégies d'adaptation.</p>
Accès à l'eau / Disponibilité	<p>Preuve directe: quantité d'eau consommé par personne par jour, par exemple 10 litres par personne par jour.</p> <p>Source: enquêtes locales des ONG, ou des agences des Nations Unies.</p> <p>Preuve indirecte: information anecdotique sur les changements dans l'accès à l'eau par rapport à la normale, distances parcourues pour accéder à l'eau, etc.</p>	Conditions Structurelles	<p>Preuve: causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire comme la qualité des structures de gouvernance et des infrastructures; politiques commerciales; régulations; dégradation environnementale; tendances démographiques; inégalités de genre ou ethniques.</p> <p>Source: analyse de l'arbre à problème par les organisations humanitaires et de développement, Index de Développement Humain (HDI), etc.</p>
Dénouement / Déplacement	<p>Evidence: information on whether destitution/ displacement is not significant; emerging/diffuse; concentrated/increasing; or large-scale and concentrated.</p> <p>Source: household surveys, camp registrars, displacement monitoring systems, or local anecdotal information.</p>	Dangers	<p>Preuve: récurrence de ou vulnérabilité aux dangers tels que sécheresses, inondations, ouragans, séismes, chocs de prix, changements politiques, conflits, etc.</p> <p>Source: analyse historique de la fréquence et des répercussions.</p>

Tableau 1 (fin)

Indicateurs d'Impact de Référence	Preuves directes et indirectes pour la phase dans une période donnée	Indicateurs d'Impact de Référence	Preuves directes et indirectes pour la phase dans une période donnée
Sécurité civile	<p>Preuve: ampleur et d'intensité du conflit (diffusion limitée, faible intensité ou répandu, forte intensité); décès par année liés au conflit; perturbation des activités relatives aux moyens d'existence due à l'insécurité (comme ampleur des perturbations du marché accès réduit aux terres agricoles / pâturables).</p> <p>Source: systèmes de contrôle des conflits; enquêtes de mortalité; descriptions fournies par des informateurs clés.</p>	Avoirs relatifs aux moyens d'existence (5 capitaux)	<p>Preuve: utilisation ou épuisement des avoirs humains (éducation, santé), avoirs financiers (économies, accès aux envois de fonds), avoirs sociaux (coopération, renforcement du pouvoir des femmes), avoirs physiques (infrastructures, télécommunications), avoirs politiques (représentation, bonne gouvernance) et avoirs naturels (pâturages, fertilité des sols, espaces de pêche).</p> <p>Source: enquêtes des ménages ou enquêtes socio-économiques nationales utilisant des méthodologies telles que l'Approche des Moyens d'Existence Durables (SLA). Information anecdotique locale sur la perte des avoirs provenant des agents des districts, des ONG locales, des informateurs clés, etc.</p>

Tableau 2: Exemple de Types et de Sources de Données pertinents pour la 1ère partie de la Grille d'Analyse IPC: Analyse du risque d'aggravation de la phase ou de l'ampleur

Preuve du risque d'aggravation de la phase ou de l'ampleur (Liste des dangers et indicateurs appliqués)
<p>Preuve: toute information sur les dangers attendus, tendances, ou conditions prochaines qui devraient affecter la sécurité alimentaire dans les six mois à venir. Cela peut comprendre des questions telles que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécheresse ou inondations prévues pour la prochaine saison des pluies • Tendances saisonnières: est-on à l'approche d'une saison de famine, ou de la principale récolte? • Ouragans probables en saison normale • Tendances des prix: s'attend-on à une hausse des prix durant les mois à venir à cause d'autres facteurs (faibles récoltes prévues, augmentation des coûts de transport, etc.) • Conflit: les niveaux actuels de conflit sont-ils susceptibles de se maintenir ou de s'aggraver? • Diffusion des maladies: prévoit-on que les maladies actuelles touchant les animaux ou les récoltes s'aggravent en raison d'une insuffisance d'un contrôle insuffisant? <p>Sources: rapports de contrôle de la sécurité alimentaire, prévisions météorologiques, analyses des marchés, etc., tels que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévisions météorologiques (ICPAC, Service météorologique national, FEWS NET, GIEWS) • Mises à jour et alertes sur la sécurité alimentaire de FEWS NET. • Information d'alerte rapide de FAO GIEWS • Rapports des mécanismes nationaux de contrôle de la sécurité alimentaire et bulletins des marchés • Mises à jour sur les tendances humanitaires telles que la diffusion de conflit à travers des sources présentées sur Reliefweb.

ANNEXE 2: GLOSSAIRE DES TERMES

ENGLISH	FRANÇAIS
Access	Accès
Accountability of analysis and response	Responsabilité de l'analyse et de l'intervention
Acute Food and Livelihood Crisis	Crise alimentaire et des moyens d'existence aiguë
Acute Food Crisis	Crise alimentaire aiguë
Acute Malnutrition	Malnutrition Aiguë
Adaptability	Adaptabilité
Analysis Templates	Grilles d'analyse
Anthropometric thresholds	Seuils anthropométriques
Asset base	Avoirs
Availability	Disponibilité
Basic survival levels	Niveaux de survie de base
Capacity	Capacité
Cartographic Protocols	Protocoles cartographiques
Chronic Food Insecurity	Insécurité alimentaire chronique
Civil security	Sécurité civile
Concentrated and increasing	Concentré et en hausse
Confidence levels	Niveaux de confiance
Convergence of evidence	Convergence de preuves
Coping strategies	Stratégies d'adaptation
Coping Strategies Index (CSI)	Indice des stratégies d'adaptation
Crisis Strategies	Stratégies de crise
Crude Mortality Rate	Taux brut de mortalité
Current or Imminent Outcomes	Effets immédiats ou imminents
Destitution/Displacement	Dénuement/déplacements
Dietary Diversity	Diversité alimentaire
Direct and Indirect Evidence	Preuves directes et indirectes
Disease	Maladie
Displacement levels	Ampleur de déplacement
Distress strategies	Stratégies de détresse
Donors	Bailleurs de fonds
Emergency	Urgence
Emerging and diffuse	Emergent et diffus
Entitlement theory	Théorie des droits
Expenditure gaps	Ecart dans les dépenses
Expenditure patterns	Profil de Dépenses
Extreme Famine Conditions	Conditions de famine extrême
Famine	Famine
Famine Magnitude Scale	Echelle de l'ampleur des famines
Famine/Humanitarian catastrophe	Famine/Catastrophe humanitaire

ENGLISH	FRANÇAIS
Fatality rates	Taux de létalité
Food Access/ Availability	Accès aux aliments/disponibilités alimentaires
Food Crisis Conditions	Conditions de crise alimentaire
Food gaps	Périodes de déficits alimentaires
Food insecure	En insécurité alimentaire
Food Insecurity Classification	Classification de l'insécurité alimentaire
Food Insecurity Conditions	Conditions d'insécurité alimentaire
Food Security Conditions	Conditions de sécurité alimentaire
Food security pillars	Piliers de la sécurité alimentaire
Generally food secure	Généralement en sécurité alimentaire
Hazards	Dangers
High Intensity Conflict	Conflit de haute intensité
High Risk	Risque élevé
Hotspot	Zone sensible
Household dietary diversity	Diversité alimentaire des ménages
Household food access and availability	Accès et disponibilité alimentaire des ménages
Household food consumption levels	Niveaux de consommation alimentaire des ménages
Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS)	Echelle d'insécurité alimentaire des ménages
Household food shortage	Pénurie alimentaire du ménage
Humanitarian Emergency	Urgence humanitaire
Implications for Action	Implications pour l'action
Insurance strategies	Stratégies d'assurance
Inter-agency Response Analysis	Analyse interinstitutionnelle des interventions
IPC Reference Thresholds	Seuils de référence de l'IPC
IPC statement	Analyse finale IPC
Key reference outcomes	Effets de référence clés
Large scale and concentrated	A large échelle et concentré
Livelihood assets	Avoirs relatifs aux moyens d'existence
Livelihood capitals	Capital relatif aux moyens d'existence
Livelihood shocks	Chocs relatifs aux moyens d'existence
Livelihoods	Moyens d'existence
Long-term Food Crisis	Crise alimentaire de longue durée
Low Intensity Conflict	Conflit de faible intensité
Low probability of hazards with low vulnerability	Faible probabilité d'événements adverses et une faible vulnérabilité
Magnitude	Magnitude
Mid-Upper Arm Circumference (MUAC) measurement	Mesure du périmètre brachial (MUAC)
Mixed Signals of Indicators	Indicateurs divergents
Moderate Risk	Risque modéré
Moderately/borderline food insecure	Insécurité alimentaire modérée/limite
Multi-agency group	Groupe interinstitutionnel

ENGLISH	FRANÇAIS
Needs Analysis Framework	Cadre d'analyse des besoins
No Alert	Pas d'alerte
No coping	Pas de stratégies d'adaptation
No more coping mechanisms	Epuisement des stratégies d'adaptation
Normal/typical kcal intake	Apport énergétique normal/typique d'un groupe
Opportunities for triangulation	Possibilités de triangulation
Peer-review	Revue par les pairs
Phase Classes	Les différentes phases de la classification
Phase Classification	Classification des Phases
Population Tables	Tableaux démographiques
Poverty lines	Niveaux/lignes de pauvreté
Preserving productive assets	Préservation des avoirs productifs
Prevalence thresholds	Seuils de prévalence
Probability	Probabilité
Projected trend	Tendance prévue
Recurrent hazards with high vulnerability	Événement adverses récurrents associés à une forte vulnérabilité
Reduced food intake	Diminution des apports alimentaires
Reference Hazards and vulnerabilities	Dangers et vulnérabilités de référence
Reference Outcomes	Indicateurs d'impact de référence
Reference Table	Tableau de référence
Referenced Threshold	Seuil de référence
Response analysis	Analyse de l'intervention
Reversible coping	Stratégies d'adaptation réversibles
Risk of Worsening Phase	Risques d'aggravation
Sale of productive assets	Vente des avoirs productifs
Severe Famine Conditions	Conditions de famine grave
Severity	Sévérité
Situation Analysis	Analyse situationnelle
Staple foods	Aliments de base
Starvation and death	Inanition et mort
Strategic Response Framework	Cadre stratégique d'intervention
Structural Conditions	Conditions structurelles
Stunting	Retard de croissance
Sustainable Livelihoods Approach	Approche des Moyens d'Existence Durables (AMED)
Technical Consensus	Consensus technique
Threatening future livelihood	Menace sur les moyens d'existence futurs
Warning	Alerte
Wasting	Emaciation
Watch	Surveillance
Water access/availability	Accès à/Approvisionnement en eau

ANNEXE 3: Méthode du FSAU pour élaborer des estimations démographiques dans les phases CAMEA et UH de l'IPC

Dans le cadre du FSAU (Food Security and Nutrition Analysis Unit), l'étape finale du processus d'analyse IPC consiste à faire des estimations démographiques pour les phases CAMEA et UH.

Dans le cadre des analyses de sécurité alimentaire et nutritionnelle, le FSAU adopte l'approche basée sur les moyens d'existence, par conséquent, les phases de l'IPC sont classées en prenant en considération les moyens d'existence et l'accès aux richesses (par exemple, la classe défavorisée possédant les moyens d'existence de catégorie A sera classée dans les phase CAMEA et UH). Au sein de l'IPC, la classification des phases CAMEA et UH est basée sur les moyens d'existence et l'accès aux richesses. En vue de déterminer la phase, le processus de classification adopte les principes de compilation et d'analyse des preuves directes et indirectes comparées avec les Indicateurs d'impact de référence de l'IPC et le principe de convergence des preuves. Les analyses du FSAU donnent la priorité aux paramètres suivants: revenus des ménages, accès à l'alimentation, mode de dépenses, stratégies d'adaptation. Pour qu'elles soient complètes, il est important d'analyser la situation nutritionnelle dans le cadre de moyens d'existence, ce qui permet au FSAU d'identifier les moyens d'existence et les groupes sociaux pour chaque phase de crise (CAMEA et UH).

Le FSAU fait seulement des estimations démographiques pour ces deux phases.

Les calculs démographiques pour les phases CAMEA et UH comprennent deux étapes:

- 1) déterminer le pourcentage de chaque groupe social;
- 2) calculer des répartitions au niveau du district par rapport à la population totale pour chaque phase.

Cette démarche est expliquée brièvement ci-dessous:

1. Étape 1: Déterminer le pourcentage de chaque groupe social dans une phase donnée (est-ce que toutes les personnes défavorisées ou seulement une partie d'entre elles ont été classifiées pour la phase CAMEA?).

Selon l'approche basée sur les moyens d'existence, le FSAU divise les groupes sociaux (défavorisés, moyens, aisés) des zones rurales en fonction de quatre paramètres valables pour chaque groupe.

En ce qui concerne les moyens d'existence, le FSAU prend en compte des paramètres tels que le niveau des avoirs des ménages pauvres, les revenus, l'accès alimentaire et les stratégies d'adaptation, etc.), ainsi chaque groupe social est divisé en quatre, selon la formule 25/50/75/100 pour cent.

Quant aux études des populations urbaines, le FSAU a moins d'informations, par conséquent, seulement deux paramètres sont pris en compte pour faire la répartition démographique, selon la formule 50/100 pour cent du groupe social.

Pour décider si tout le groupe ou seulement une partie sera placé dans une phase donnée, il faut prendre en considération quatre facteurs clés exposés ci-dessous:

- a) **le degré d'homogénéité au sein du groupe social** ou le degré de différenciation à l'intérieur d'un groupe donné en fonction de ses revenus, son accès à l'alimentation et ses stratégies d'adaptation. Dans quelle mesure les ménages pauvres sont-ils touchés par la misère? Sont-ils au même niveau de pauvreté en fonction de leur accès aux aliments, de leurs revenus? Existe-il des écarts entre des catégories défavorisées? Si le groupe est homogène, il y a plus de risques que toutes les personnes soient affectées par les conditions adverses.
- b) **la sévérité et la magnitude des conditions adverses**, par exemple, la perte totale des récoltes (15 % de PWA) ou une perte partielle (80% de PWA). Les pertes des récoltes sont accompagnées par des facteurs suivants: hyperinflation des prix des aliments et hausse du chômage due aux conflits.

c) la classification et le pourcentage du groupe social dans une phase donnée d'une période antérieure.

En choisissant le pourcentage, il faut prendre en compte des analyses incluant la validité et la continuité des événements d'une période antérieure. Par exemple, si six mois auparavant, 50 % des personnes démunies ont été identifiées pour la phase CAMEA et ce chiffre a été confirmé, alors pour déterminer l'impact d'un événement adverse en présence, on prendra en compte la situation de départ, y compris les données telles que 50% des personnes démunies dans la phase CAMEA.

d) les règles logiques appliquées - il existe aussi certaines règles logiques selon lesquelles le processus se déroule, elles peuvent être évidentes ou cachées.

- Il existe quelques règles qui concernent la démographie et le système de richesses. Par exemple, avant la phase CAMEA, les personnes peuvent se trouver en phase UH. Les plus démunis sont souvent les premiers à être touchés tandis que les groupes aisés sont plus protégés. Par contre, quand il s'agit d'une catastrophe naturelle (par exemple ouragan), tout le monde subit la même situation, y compris les ménages aisés qui ont une plus grande capacité d'adaptation. Dans ce contexte, les données comme « 50 % de la classe moyenne se trouvent en phase CAMEA et pas de personnes démunies en phase CAMEA ou UH » ne sont pas pertinentes.
- Il existe également un autre type de règles qui concerne l'ordre chronologique: l'analyste doit construire son analyse sur le pourcentage de personnes affectées lors d'une analyse antérieure. Dans ce cas, il est peu probable que ce pourcentage soit plus bas si la situation s'aggrave entre ces deux périodes d'analyse.

En ce qui concerne le pourcentage des groupes sociaux en phases CAMEA et UH, les analystes se prononcent après avoir étudié le degré d'homogénéité des groupes, la sévérité et l'ampleur des événements adverses, les effets sur les Indicateurs d'impact de référence et le pourcentage confirmé pour la période antérieure. Finalement, les règles logiques sont reconsidérées en vue d'assurer la continuité et la cohérence.

2. Étape 2: la prochaine phase du processus consiste à réunir tous les éléments mentionnés ci-dessus pour procéder aux calculs mathématiques.

Un exemple simplifié consiste à calculer le nombre des personnes en phase CAMEA dans un district donné où nous sommes en présence de deux zones de moyens d'existence (ZME 1 et ZME 2) et d'un groupe social (personnes démunies).

$$(D1 * X1 * X2 * X3) + (D1 * Y1 * Y2 * Y3) = \text{nombre total de personnes en phase CAMEA dans le district}$$

Où:

D1 = la population du district (selon UNDP)

X1 = le pourcentage de population pour cette ZME 1 dans ce district (selon FSAU)

X2 = le pourcentage des personnes démunies dans cette ZME 1 (selon les données de base)

X3 = le pourcentage des personnes démunies en phases CAMEA dans la ZME 1 (selon l'analyse)

Y1 = le pourcentage de population pour cette ZME 2 dans ce district (selon FSAU)

Y2 = le pourcentage des personnes démunies dans cette ZME 2 (selon les données de base)

Y3 = le pourcentage de personnes démunies en phases CAMEA dans la ZME 2 (selon l'analyse)

Préparé par l'IPC dans le cadre du Projet Afrique Centrale et Orientale géré par la FAO

Partenaires Globaux de l'IPC:



The European Union



Canadian International
Development Agency

IPC Global Partners:



World Food
Programme



Save the Children



Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Nairobi, Juin 2009.